

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LA RÉBELLION

Étude de Droit Pénal

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Lundi 14 Janvier 1907, à 2 heures 1/2

PAR

Marcel PATHIAS

Président : M. LE POITTEVIN, professeur
Suffragants { *MM. GARÇON, professeur*
TISSIER, agrégé

PARIS

IMPRIMERIE BONVALOT-JOUVE

15, Rue Racine, 15

1907

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT



Digitized by the Internet Archive
in 2026

LA RÉBELLION

Étude de Droit Pénal

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Lundi 14 Janvier 1907, à 2 heures 1/2

PAR

Marcel PATHIAS

Président : M. LE POITTEVIN, professeur

Suffragants { *MM. GARÇON, professeur*
TISSIER, agrégé



PARIS

IMPRIMERIE BONVALOT-JOUVE

15, Rue Racine, 15

1907

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

A LA MÉMOIRE DE MON PÈRE

A MA MÈRE

Pathias

*

LA RÉBELLION

Étude de droit pénal

INTRODUCTION ET HISTORIQUE

Lorsque le législateur s'empare d'un mot du langage usuel pour l'incorporer au domaine juridique, tout en lui conservant la base, d'ailleurs incommutable de sa signification courante, il est rare qu'il ne le soumette pas à certaines modifications et précisions indispensables. Une nécessité scientifique l'exige ainsi : il faut façonner la pièce pour l'adapter au mécanisme, et il importe de préciser et de délimiter rigoureusement sa nature et son jeu, afin que l'on puisse, à première vue, en distinguer les effets propres dans sa coopération avec les autres pièces, et modifier ou supprimer, s'il y a lieu, ces effets, en modifiant ou supprimant la pièce. Le délit de rébellion est comme une pièce spéciale dans le mécanisme de la répression des crimes ou délits contre la chose publique. Il importera donc de le distinguer nettement d'autres délits voisins ou similaires dont

le jeu semble parfois se confondre avec le sien. Ce délit de rébellion, on l'a façonné et on lui a assigné un rôle distinct. Voyons comment :

Étymologiquement, la rébellion (du latin *rebellio* : révolte) implique l'idée de révolte, de refus d'obéissance. Contre qui ? Contre une autorité légitime. La rébellion, d'après le *Dictionnaire de l'Académie française*, est « révolte, soulèvement, résistance ouverte aux ordres de l'autorité légitime ». Ainsi dans cette acception large de l'acte de rébellion, malgré l'imprécision des termes, deux conditions apparaissent nécessaires à sa réalisation. Il faut : 1° une révolte, un refus d'obéissance de la part de l'agent ; 2° une qualité spéciale à la victime, laquelle doit constituer une autorité fondée sur la loi.

Caractérisons d'une part la première de ces conditions et limitons la seconde, et la physionomie précise de la rébellion du Code pénal nous apparaîtra nettement. L'article 209 est ainsi conçu : « Toute attaque, toute résistance avec violences et voies de fait envers les officiers ministériels, les gardes-champêtres ou forestiers, la force publique, les préposés à la perception des taxes et contributions, les porteurs de contraintes, les préposés des douanes, les séquestres, les officiers ou agents de la police administrative ou judiciaire, agissant pour l'exécution des lois, des ordres ou ordonnances de l'autorité publique, des mandats de justice ou de jugements est qualifiée selon les circonstances crime ou délit de rébellion. » Ainsi, la rébellion du Code

pénal s'extériorise par des manifestations physiques déterminées (attaque, ou résistance avec violences et voies de fait). Les agents de l'autorité publique qu'elle vise sont limitativement énumérés.

Et il faut ajouter qu'ils ne sont protégés contre la rébellion qu'autant qu'ils agissent pour l'exécution des lois et des ordonnances, de l'autorité publique ou de la justice. Réprimer les atteintes portées aux agents de l'autorité publique accomplissant des actes d'exécution dans l'exercice de leurs fonctions, tel a été le but restreint du législateur, lorsqu'il a édicté les peines de la rébellion, peines variables de délit à crime selon le nombre ou les armes des coupables. On voit que l'acte de rébellion, avec son ampleur et son imprécision étymologiques, a été comprimé par le législateur ; réduit à la taille d'un délit précis et limité. On conçoit d'ailleurs qu'on eût pu lui conserver plus d'ampleur et de gravité : en lui faisant englober, par exemple, à l'instar des Codes espagnols et portugais, les crimes contre la sûreté intérieure de l'Etat. Mais ces derniers étaient déjà réprimés par des dispositions antérieures du Code pénal, et la rébellion ne pouvait dès lors intervenir que comme un rouage complémentaire et d'un jeu restreint, dans la répression des crimes ou délits contre la chose publique. Rouage traditionnel d'ailleurs, bien que son jeu ait été, au cours des siècles, précisé, et son importance limitée. Dans l'ancien droit, elle nous apparaît comme un crime d'une gravité particulière. Si on doit la distinguer des séditions

et émotions populaires, crimes de lèse-majesté au premier chef, elle n'en constitue pas moins, toute locale et instantanée qu'elle soit, un crime de lèse-majesté au second chef (1).

Elle englobe, d'autre part, à la fois la résistance opposée aux mandements émanés directement du roi ou de son conseil, et la résistance opposée aux mandements des officiers de justice. Voir l'article 11 de l'ordonnance du 26 août 1670, titre II, et l'article 24 du titre X de la même ordonnance.

Toutefois les ordonnances réglementent, et les auteurs étudient plus spécialement « la rébellion à justice », laquelle était uniquement opposée aux huissiers et sergents chargés de l'exécution des arrêts et sentences. L'article 34 de l'ordonnance de Moulins de 1566 s'exprime ainsi : « Défendons sur la peine de la vie à tous nos sujets, de quelque qualité qu'ils soient, outrager ou excéder aucuns de nos officiers, huissiers ou sergents, faisans et exploitans actes de justice, dont n'entendons être expédiées lettres de rémission. Et si par impétuosité aucune estoit accordée, ne voulons y avoir aucun égard. » Et l'édit d'Amboise du 26 janvier 1572 répète les mêmes défenses dans les mêmes termes. Jousse dans son *Traité de Justice criminelle* ne s'occupe que de la rébellion à justice.

La rébellion à justice pouvait se produire de deux façons :

1. Muyard de Vouglans, page 156. *Lois criminelles de France. Rébellion à justice.*

1° Par des actes positifs d'exécution, des outrages ou en secourant des prisonniers.

2° En se retranchant dans les maisons ou châteaux pour empêcher l'exécution des jugements.

Dans le premier cas, c'était la peine de mort, que partageaient ceux qui avaient caché les rebelles (1).

Dans le second cas, l'article 29 de l'ordonnance de Moulins punit « ceux qui se tiendront forts dans leurs maisons ou châteaux et n'obéiront aux commandements qui leur seront faits » de peines corporelles avec confiscation, et parfois rasement des maisons et châteaux et privation de droits de justice.

Il y avait cependant lieu à atténuer les peines dans trois cas, nous dit Muyard de Vouglans, conformément à la jurisprudence : 1° Lorsque la rébellion n'est faite qu'à des archers ou cavaliers de maréchaussée, aux cas où ils n'assistent pas les huissiers dans l'exercice des jugements ; 2° quand les huissiers ne se sont pas mis en règle en procédant à l'exécution des jugements, « comme s'ils avaient fait refus de justifier de ces jugements et de donner les preuves de leur mission et qualité, ou bien s'ils avaient commis quelques nullités dans leurs procédures, ou enfin s'ils s'étaient comportés d'une façon trop dure et ignominieuse ».

Dans ces cas des peines avaient même été prononcées contre les huissiers, conformément à l'article 6 de l'édit d'Amboise de janvier 1566.

1. Ord. de Moulins, art. 34. Ord. de Blois, art. 193. Muy. de Vougl. *Rébellion à Justice*, page III.

3° La peine était atténuée enfin quand les complices étaient les proches parents de celui que les huissiers voulaient arrêter ou saisir.

Jousse (1) distingue selon que la rébellion à justice s'exerce sur les biens ou sur la personne.

Sur les biens :

1° En empêchant par violence l'établissement ou l'administration des séquestres ;

2° En empêchant par violence l'établissement de gardiens et commissaires aux meubles et fruits saisis ;

3° En enlevant par violence des meubles et revenus de biens saisis ;

4° En brisant les sceaux et déchirant les lettres de justice qui renferment la condamnation.

Sur la personne :

1° Lorsque l'accusé étant décrété refuse de comparaître en justice en se cachant ;

3° Lorsque étant condamné ou décrété il se tient fort dans des maisons ou châteaux, ou qu'on refuse d'ouvrir la porte aux juges ou commissaires exécuteurs du jugement ;

2° Lorsque étant poursuivi pour être constitué prisonnier, on oppose la résistance par violence et voie de fait pour s'empêcher d'être pris ou pour « recourir » quelqu'un des mains de la justice ;

4° Lorsque étant arrêté on s'évade des mains de la justice ou de la prison ;

1. Jousse. *Traité de justice criminelle. Rébell. à justice*, tome IV.

5° En recélant ou cachant les personnes condamnées par justice ;

6° Lorsqu'on enfreint son bannissement ou qu'on se sauve des galères.

Il ajoute enfin que c'était une rébellion que d'outrager ou insulter les juges et autres officiers de justice dans leurs fonctions ou à l'occasion de leurs fonctions.

En somme, Jousse englobe dans la rébellion à justice les délits actuellement distincts de bris de scellés, outrage, évasion, recèlement et contumace. Quant au fait de « se tenir fort en des maisons ou châteaux, il ne rentrerait pas non plus actuellement dans les termes de l'article 209, à moins qu'il ne soit aggravé de violences ou voies de fait. Constatons que ni les ordonnances, ni les auteurs ne parlent des rébellions collectives ou armées.

Droit intermédiaire. — Code du 25 septembre 1791. — Le Code du 25 septembre 1791 précise et formule les caractères définitifs de la rébellion moderne en y ajoutant certaines particularités inhérentes à l'esprit du temps.

1° Il substitue à la répression des « excès ou outrages » des ordonnances celle de l'opposition avec violences et voies de fait ;

2° Il précise la qualité des agents protégés ;

3° Il subordonne la criminalité de la résistance à la légalité de l'action de l'agent ;

4° Cette opposition constitue le crime d'offense à la loi. Mais, par une sorte de respect socratique des

lois, cette peine sévère n'est prononcée qu'autant que l'opposition a été commise postérieurement à la prononciation de la formule « Obéissance à la loi ». Ce fétichisme des lois, d'inspiration antique, était donc tantôt défavorable, tantôt favorable à l'opposant selon que l'agent de l'autorité avait oui ou non devancé les actes d'opposition par la prononciation sacramentelle ;

5° Enfin le nombre ou les armes des rebelles étaient des circonstances aggravantes des peines.

L'article 1^{er} de la section IV du Code de 1791 s'exprime ainsi :

« Lorsqu'un ou plusieurs agents préposés soit à l'exécution d'une loi, soit à la perception d'une contribution légalement établie, soit à l'exécution d'un jugement, mandat, d'une ordonnance de police ou de justice, lorsque tout dépositaire quelconque de la force publique agissant légalement dans l'ordre de ses fonctions aura prononcé cette formule : Obéissance à la loi : quiconque opposera des violences et voies de fait sera puni du crime d'offense à la loi, et sera puni du crime de la peine de deux années de détention. »

Une peine variable des fers était appliquée si les rebelles avaient des armes, ou s'ils étaient plus ou moins nombreux (art. 2, 3, 4 de la section IV).

Loi du 22 floréal de l'an II. — Le Code de 1791 fut modifié par la loi du 22 floréal de l'an II, qui décida que les peines d'offense à la loi seraient encourues lors même que l'agent n'aurait pas pro-

noncé la formule : « Obéissance à la loi », ou que les violences ou voies de fait auraient été postérieures à l'exécution des actes émanés de l'autorité publique (art. 2).

Le Code de 1791 modifié par la loi du 22 floréal de l'an II resta en vigueur sous le Code du 3 brumaire de l'an IV, lequel était muet sur le crime d'offense à la loi.

Toutefois la loi du 19 pluviôse an XIII (art. 1^{er}) attribue à des Cours de justice spéciales les rébellions commises contre la force armée.

Auparavant, les tribunaux criminels ordinaires étaient compétents. Ces Cours spéciales ont été remplacées par les Cours prévôtales instituées par la loi du 20 décembre 1815, conformément à la promesse de la charte de 1814 (art. 63). Ces Cours prévôtales n'eurent heureusement qu'une durée infime (Voir sur leur compétence les articles 8 et 9 de la loi de 1815). La loi de 1815 n'ayant pas été renouvelée au cours de la session de 1817, leur existence devait en effet cesser aux termes de l'article 55 de la loi d'institution.

L'article 54 de la charte de 1830 ne permet d'ailleurs plus d'en établir (1), et c'est avec raison, car on pouvait reprocher à ces Cours prévôtales leur instruction expéditive, et leurs jugements en dernier ressort et sans recours possible en Cassation

1. D'où l'abrogation des articles 553 à 599 du Code d'Instruction criminelle.

(art. 45 de la loi de 1815). On pouvait y déplorer aussi l'absence du jury. Mêmes reproches pouvaient être adressés aux Cours spéciales (art. 7 de la loi d'institution de ces Cours, loi du 17 messidor an XII). Ces Cours spéciales ou prévôtales, instituées souvent hâtivement et arbitrairement au moment de troubles intérieurs étaient des juridictions d'exception, pour ne pas dire de condamnation. Aussi doit-on applaudir à leur suppression radicale.

Notre idée actuelle de la justice, rassurée il est vrai par une relative tranquillité intérieure et certainement aussi humanisée et épurée par le temps, semble devoir répugner d'ailleurs définitivement à toute restauration de juridictions de la sorte.

Et si des événements analogues à ceux qui ont donné naissance à la loi du 20 décembre 1815 se renouvellent, il faudrait chercher ailleurs que dans l'institution de tribunaux d'exception des moyens de défense, encore qu'il y ait, comme le dit le duc de Feltre (1), rapporteur de la loi de 1815, « des époques malheureuses où la société attaquée avec violence est obligée de traiter en ennemis ceux qui, placés dans son propre sein, lui déclarent en quelque sorte une guerre ouverte, et de les frapper avant qu'ils soient devenus assez forts pour la détruire elle-même ».

D'ailleurs nos rébellions, lors même qu'elles seraient collectives et armées, ne semblent pas, la

1. *Moniteur* du 18 novembre 1815.

plupart du temps, compromettre la sûreté intérieure de l'Etat, car elles resteront locales et limitées dans leur but et leurs effets. Il en serait différemment toutefois dans les cas rares où elles dégénéreraient en mouvements insurrectionnels.

Il n'est pas inutile d'avoir passé une revue rapide de l'ancien droit, car il nous met en éveil sur une question passée sous silence par le Code pénal : Celle de la résistance aux actes illégaux. Et cette question fera l'objet d'un chapitre distinct dans la division tripartite de notre plan.

Plan. — L'analyse détaillée des éléments constitutifs de la rébellion fera l'objet d'un premier chapitre de notre plan.

Dans un second chapitre, nous tenterons d'élucider et de solutionner cette question fameuse de la résistance aux actes illégaux.

Enfin, le système de la répression nous fournira la matière d'un troisième chapitre.

Nous terminerons par un aperçu sur les législations étrangères, et un commentaire plus détaillé de la législation belge.

CHAPITRE I

ÉLÉMENTS CONSTITUTIFS DE LA RÉBELLION

La seule lecture de l'article 209 nous impose une division tripartite de ce chapitre, et l'analyse ne peut que la ratifier.

Il convient, en premier lieu, de caractériser les manifestations physiques de la rébellion, afin de les reconnaître à première vue, et de les distinguer d'autres faits pouvant donner lieu à des délits différents.

En second lieu, il faut déterminer quels sont les agents protégés par l'article 209 contre la rébellion.

En troisième lieu il faut préciser les conditions requises pour que ces agents bénéficient de cette protection.

D'où trois sections.

Cette étude réclamant une analyse détaillée, minutieuse, de presque tous les termes, nous ne pouvons

marcher que pas à pas vers la lumière. Il faudra donc nous priver souvent de vues générales, et de la joie de rattacher certaine découverte à quelque large ensemble de vérités indiscutées. Nous déclarons toutefois que, dans cette étude des éléments constitutifs de la rébellion, nous adopterons de préférence des solutions restrictives, pour deux raisons :

1° Parce qu'elles sont plus conformes à l'esprit du droit pénal ;

2° Parce que le délit de rébellion étant comme enveloppé de délits similaires, il y a de fortes chances pour que le fait incriminé, s'il échappe aux pénalités de la rébellion, soit réprimé sous une autre qualification.

Ces remarques faites, étudions chacune de nos trois sections.

SECTION I. — Manifestations physiques de la Rébellion

Etudions : 1° leur nature exacte ; 2° quelle est leur limite minima, nous réservant d'étudier plus tard leurs limites maxima ; 3° examinons si elles peuvent s'exercer sur les choses, comme le pensait Jousse.

1° *Leur nature.* — Il faut, dit l'article 209, soit une attaque, soit une résistance exécutée avec violence et voies de fait. La loi *Julia de vi privata* (1) exigeait des

1. L. 2. *Dig. ad. leg. Jul. de vi privata.*

coups ou poussées : « *Tenetur is qui convocatis hominibus, vim fecerit, quo quis verberetur, vel pulse-
tur.* » Dans l'ancien droit, les ordonnances assimilent les outrages aux violences physiques. Défendons « outrager ou excéder », déclare l'article 34 de l'ordonnance de Moulins.

Et l'ordonnance criminelle de 1670 (titre X) refusait les lettres d'abolition « à ceux qui auront excédé « ou outragé aucuns de nos magistrats ». Le Code pénal de 1791 manifeste nettement, au contraire, l'intention d'exiger des actes matériels de force physique.

Toutefois il ne parlait que « d'opposition (c'est-à-dire de résistance) avec violences et voies de fait ».

Le Code pénal y ajoute ces mots « Toute attaque ». La première condition est donc que la rébellion se produise par l'attaque ou la résistance avec violence. C'est ce qui distinguera le délit de rébellion du délit d'outrage.

Si le délit d'outrage comprend, au dire de la jurisprudence, « tout ce qui d'une manière quelconque peut blesser ou offenser une personne » (1), il n'a pour but que de blesser moralement, non d'apporter comme la rébellion un obstacle matériel à l'accomplissement de la mission de l'agent. — Et s'il comprend même les gestes (art. 223 et 224 du Code pénal), ces derniers n'ont pas le caractère de violences physiques caractérisant l'attaque ou la

1. 2 janvier 1891. Cass. Dall. J., G. 92. 1. 105.

résistance dans la rébellion. Ces gestes se rapprocheront plutôt des menaces ou paroles qu'ils ne serviront souvent qu'à ponctuer platoniquement. Au contraire les manifestations extérieures de la rébellion dépassent le geste ou la menace, s'aggravent d'une exécution matérielle qui est la voie de fait. Violence, voies de fait, ces deux expressions sont synonymes à part cette différence que les violences peuvent s'exercer à la fois sur les choses et les personnes, tandis que les voies de fait doivent être restreintes aux atteintes portées à la personne. Cette synonymie, une jurisprudence bien établie l'admet donc avec raison, et au lieu d'exiger cumulativement la mention de ces deux expressions dans un jugement de condamnation, il suffira d'employer l'une d'elles. De même pour la position des questions au jury. Il nous paraît certain aussi que les mots « violence et voies de fait » ne s'appliquent qu'à la résistance, la notion d'attaque supposant implicitement les mêmes faits.

Cette résistance doit donc être accompagnée de violence ou de voies de fait : la simple désobéissance aux injonctions de l'autorité ne peut constituer le délit de rébellion, pas plus que la résistance passive. Il n'y a pas rébellion, lorsque un individu refuse de circuler ou, lorsqu'étant appréhendé par les agents de l'autorité publique, il ne fait que leur opposer la force d'inertie. Il faut employer la force soit dans l'offensive, soit dans la défensive. La question ne fait aucun doute, soit en doctrine, soit en jurispru-

dence (1). Chauveau A. et Faustin Hélie disent « que le premier élément de la rébellion est qu'elle se produise par l'attaque ou la résistance avec violences et voies de fait ». Rauter (2), Blanche (3) et Garraud (4) s'accordent aussi sur ce point.

Dans le même sens, consulter un arrêt de Cassation du 2 juillet 1835 (5).

Il résulte de cet arrêt que la jurisprudence, admettant notre conception de l'attaque, établit une distinction en ce qui concerne les violences ou voies fait, entre l'attaque et la résistance. Si l'attaque implique nécessairement l'idée de violence et de voies de fait, il ne sera pas nécessaire que le juge reconnaisse et déclare ces circonstances, comme il doit le faire s'ils s'agit d'une résistance.

« Attendu, en droit, dit l'arrêt, qu'en fait de crime ou de délit de rébellion, si l'attaque seule sans les circonstances caractéristiques de violences ou voies de fait qui en sont inséparables constitue la rébellion, il n'en est pas de même de la résistance qui ne peut être qualifiée crime ou délit qu'autant qu'elle est accompagnée de ces circonstances. » Et l'arrêt absout les accusés pour cette raison que, l'alternative de l'attaque et de la résistance avec violence et

1. Chauveau A., Faustin Hélie et Villey, t. III, *Rébellion*, n° 366.

2. Rauter, t. II.

3. Blanche, t. IV, n° 24.

4. Garraud, t. IV, *Rébellion*.

5. Cass., 2 juillet 1835. Dall. *Répert. alphabét. Rébellion*, n° 18.

voies de fait étant posée dans la question soumise au jury, ce dernier les avait déclarés coupables mais sans parler de violence et de voies de fait, et qu'il était impossible de savoir s'il s'agissait d'une attaque ou d'une résistance. Chauveau et Faustin H. (1) regrettent la distinction jurisprudentielle entre l'attaque et la résistance. Ils prétendent qu'un simple outrage ou des menaces verbales pourront être considérés comme une attaque, dès que cette attaque ne sera plus définie par les deux circonstances énoncées dans l'article 209 ».

Et cependant, nous pensons qu'il sera souvent facile de distinguer une agression, nécessairement manifestée par des actes violents contre la personne, d'un simple outrage attentatoire seulement à la réputation, ou d'une menace qui ne fait que suspendre le danger sans le déchaîner.

L'expression « violence et voies de fait », d'après la Cour de cassation, n'est pas sacramentelle (2). C'est ainsi qu'elle a jugé dans cet arrêt que le délit de rébellion était suffisamment caractérisé bien que l'on eût employé les mots « opposition avec force et violence ».

Ces violences ou voies de fait, inhérentes à la notion d'attaque, indispensables pour aggraver la résistance en rébellion, ce sont, à n'en pas douter, des atteintes à la personne physique matérialisées

1. Ch., F. H. et Villey. *Rébellion*, t. III.

2. Cass., 15 octobre 1824. *Bull. cr.*, n° 146.

par le fait : coups de pied, de canne, soufflets, crocs-en-jambe. Mais sont-elles les seules ?

Ne conçoit-on pas qu'on puisse leur assimiler les simples « violences morales », comme les appelle M. Garraud, c'est-à-dire celles qui, sans porter atteinte par des actes à la personne physique de l'agent, ont eu cependant pour effet d'impressionner vivement ce dernier ? C'est l'avis de la jurisprudence, avis conforme à celui qu'elle admet en ce qui concerne les violences et voies de fait contre les particuliers prévues par l'article 309 du Code pénal. C'est ainsi que la Cour de cassation a admis qu'il suffisait, pour que le délit de rébellion fût constitué, que des agents de l'autorité publique eussent été couchés en joue par des gens armés de fusils. Dans l'affaire Guillot (1) un huissier ayant été couché en joue, la Cour déclare qu'il y a rébellion, « attendu qu'il n'est pas nécessaire, pour qu'il y ait délit de rébellion, que des coups aient été portés à l'officier ministériel ou à l'agent de l'autorité publique contre lequel elle a lieu, qu'elle peut résulter de tout acte violent dont le but était d'empêcher ces agents d'accomplir la mission dont ils étaient chargés, et que l'on peut considérer comme une voie de fait l'action de s'armer d'un fusil et de coucher en joue ». De même dans l'affaire Dupont (2), où des braconniers avaient couché un garde en joue. Des arrêts antérieurs

1. Dall. *J. G.*, 49. 1. 228.

2. Dall. *ibid.*, 854. 2. 188.

s'étaient d'ailleurs prononcés dans le même sens, dans des affaires analogues (1).

Furent déclarés aussi en rébellion des individus qui avaient poursuivi avec des faux ou des fourches des agents de l'autorité publique (2).

C'est une rébellion enfin l'acte qui consiste à enfermer un huissier procédant à un acte de son ministère, et à le faire conduire devant le commissaire de police sous prétexte qu'il n'a pas donné une justification suffisante de sa qualité (3).

Doit-on suivre la jurisprudence sur cette pente ? On peut hésiter entre deux partis contraires : Maintenir rigoureusement aux violences ou voies de fait de l'article 209 l'aspect d'atteinte effective à la personne parce qu'on y voit une caractéristique et un signe distinctif de la rébellion ; ou céder à des considérations de fait et de raison, en assimilant à ces violences effectives certaines menaces graves, comme l'admet la jurisprudence. Le second parti nous semble préférable. Il faut se garder en cette matière des solutions trop rigoureuses. Nous verrons qu'il est impossible d'isoler, d'extraire le délit de rébellion, et de le présenter comme un délit *sui generis* dont le fonctionnement se suffit à lui-même. Ce n'est qu'un rouage, solidaire d'autres rouages. Parfois même le délit de rébellion nous apparaît au sein de

1. Dall. *Rébell. Rép. alph.*, n° 8, 24 octobre 1806 ; 20 nov. 1807.

2. Dall. *Rébell.*, n° 22, 28 mai 1807.

3. Dall. *ibid.*, Paris, 15 mars 1843.

délits similaires, comme un territoire colonial dont la sphère d'influence se confondrait plus ou moins avec celle des territoires environnants.

Ainsi, au risque d'une confusion, nous assimilons les menaces aux violences physiques. Mais quelles menaces ? Les menaces graves seulement.

Seront insuffisantes pour caractériser la rébellion les simples menaces verbales : celles qui consisteraient par exemple dans le fait de menacer un agent de le dénoncer aux journaux, de prendre le numéro de son képi, de le faire révoquer. Beaucoup de législations étrangères assimilent cependant ces menaces aux violences : Exemple, paragraphe 113 du Code pénal allemand, article 153 du Code pénal hongrois, article 169 du Code pénal de la Grèce, etc. Ces menaces graves seront celles qui s'exécutent par gestes violents. Le fait de coucher un agent en joue doit être assimilé à une attaque ou à une résistance avec violence, car, dit M. Garraud, « la menace s'aggrave d'un geste violent dont le but est d'empêcher l'agent de l'autorité de remplir sa mission ». Sans doute il n'y a pas de coups, mais une promesse de mort immédiate est bien aussi grave qu'une légère atteinte à la personne.

Le Code pénal hongrois, assimilant la menace à la violence, exige qu'elle soit dangereuse (§ 167) : « On doit considérer comme menace dangereuse toute menace d'un crime ou d'un délit qui, dans les circonstances où elle se produit, est de nature à éveiller chez la personne menacée la crainte fon-

dée de l'événement immédiat d'un danger. » Voilà une menace qui nous paraît suffisamment aggravée pour caractériser aussi chez nous la rébellion. Elle est grave, car elle pourra entraver les fonctions de l'agent par la crainte qu'elle lui inspire d'un crime ou d'un délit imminent. Elle doit d'autre part inspirer une crainte « fondée », c'est-à-dire justifiée par la gravité des faits ou par exemple le caractère redoutable et connu du rebelle. L'agent ne peut être un héros ; mais il ne doit pas être non plus un poltron ; il faut qu'il ait conservé son sang-froid et jugé la situation avec calme : le juge appréciera.

Ne constitueraient donc pas la rébellion des menaces légères par gestes, s'il s'agit seulement de gestes de mépris, ou de gestes ponctuant un refus d'obéissance.

En somme le vrai critérium qui nous permettra de distinguer nos menaces graves des autres menaces afin d'assimiler les premières aux violences et voies de fait de l'article 209, résultera de l'obstacle apporté à l'action de l'agent. Et l'on peut dire que toutes les fois que des menaces par gestes auront pour effet, en troublant profondément l'agent par la crainte fondée d'un mal imminent, d'entraver l'exercice de ses fonctions, elles seront constitutives de la rébellion.

Des violences contre les choses. — Et nous pensons qu'il en sera des violences exercées sur les choses comme des menaces dangereuses, c'est-à-dire qu'elles constitueront la rébellion lorsqu'elles pro-

duiront le même effet que ces dernières, et auront été exécutées dans le même but (Nous étudierons quel doit être ce but dans la section III de ce chapitre). La Cour de cassation a repoussé notre assimilation dans l'espèce suivante : Un individu, en défonçant un grenier, avait enlevé des blés mis en séquestre. Poursuivi pour rébellion, la Cour de cassation (1) déclara, sur pourvoi, la poursuite mal fondée « attendu que les articles 209 et suivants supposent des voies de fait et des violences contre la personne des officiers ministériels, et que dans l'espèce il n'en avait pas été commis contre la personne du séquestre ».

Cependant, l'action de l'agent n'est-elle pas parfois plus sérieusement entravée par des violences sur les choses que par la résistance du rebelle contre la personne ? N'en serait-il pas ainsi, par exemple, dans le cas où un rebelle s'empare de l'arme d'un agent de la force publique, dans le but de mettre obstacle à sa mission ?

Il a été jugé (2) qu'une femme, qui, lors d'une visite domiciliaire, s'empare d'objets saisis et les cache sous ses vêtements, commet le délit de rébellion contre le fonctionnaire dont elle empêche ainsi l'exécution du mandat.

Un arrêt de la Cour de cassation belge reconnaît

1. Cass., 29 octobre 1812. Dall. *Rép. Rébellion*, n° 22, et Chauveau, F. H. et Villey, t. III, p. 84.

2. Cass., 16 janvier 1869. Dalloz, 69. I. 381.

de même coupable de rébellion un chaisier qui, dans une église, malgré la sommation adressée par le commissaire de police de restituer une chaise à une institutrice communale, l'avait saisie violemment et s'était opposé à ce qu'on la lui enlevât (1).

Ayant étudié les manifestations physiques de la rébellion, il importe de savoir sur qui elles doivent s'exercer.

D'où l'objet de notre deuxième section.

SECTION II. — Des agents protégés contre la rébellion

Nous suivrons et commenterons l'énumération du Code en essayant d'en élucider les termes le mieux possible à la lumière de la jurisprudence et de la doctrine.

Le Code pénal de 1810 est moins large que le Code de 1791. Ce dernier protégeait en effet « tous les dépositaires quelconques de la force publique ». L'article 209 comprend « les officiers ministériels, les gardes-champêtres ou forestiers, la force publique, les préposés à la perception des taxes et contributions, les porteurs de contraintes, les préposés des douanes, les séquestres, les officiers ou agents de la police administrative ou judiciaire ».

A première vue on s'aperçoit que cette protection est réservée aux agents secondaires chargés d'exé-

1. Cass. bel., 27 mars 1882. Sirey, 83. 4. 18.

cuter les ordres de l'autorité publique. Les fonctionnaires publics, à moins qu'ils ne soient officiers de police, ne seront donc pas protégés par l'article 209, car ils ordonnent mais n'exécutent pas ; or la rébellion, d'après les termes mêmes de l'article 209, ne peut se produire que contre des actes d'exécution. La doctrine paraît unanime à admettre cette solution.

En ce sens Dalloz (1), Chauveau et Faustin Hélie (2), M. Garçon (3). Garraud (4) dit : « Il s'agit donc, à l'exception des officiers de police qui sont vraiment des délégués directs de l'autorité et qui ont un pouvoir propre, d'agents secondaires chargés d'exécuter par la force les lois et ordres de l'autorité et qui ont besoin d'être spécialement protégés par la loi dans leurs fonctions d'exécution contre toute résistance parce que leurs fonctions mêmes les mettent journellement en conflit avec les particuliers. »

Rauter et Blanche (5) sont du même avis.

Ainsi un ministre ne rentre pas dans les catégories de l'article 209. Un préfet non plus, à moins qu'il n'agisse en qualité d'officier de police administrative ou en vertu de l'article 10 du Code d'instruction criminelle.

1. Dalloz. *Rép. Rébell.*, n° 25.

2. Chauveau, F. Hélie et Villey, t. III. *Rébellion*.

3. Garçon. *Code pénal annoté*, p. 492.

4. Garraud. *Traité de dr. pénal*, t. IV. *Rébellion*.

5. Rauter. *Traité de dr. criminel*. Blanche, t. IV.

Examinons brièvement chacune de ces catégories d'agents de l'article 209.

Officiers ministériels. — Ce sont principalement les huissiers, exécuteurs ordinaires des ordres de la justice ; les autres officiers ministériels (avoués, agents de change, courtiers maritimes, commissaires priseurs, avocats à la Cour de cassation) et les notaires eux-mêmes, bien que la loi du 25 ventôse an XI (art. 1^{er}), en les qualifiant de fonctionnaires publics, semble vouloir les différencier des agents d'exécution.

Cependant, ni la doctrine ni la jurisprudence ne refusent aux notaires la protection de l'article 209, à condition toutefois qu'ils agissent pour l'exécution de la loi ou d'un ordre de justice conformément aux exigences finales de l'article 209.

Dans ces fonctions ils constituent alors de véritables agents d'exécution et rentrent dans les termes de l'article 209.

Voir dans ce sens Garraud, Dalloz et Blanche (1).

La Cour de Bruxelles (2) a qualifié de rébellion le fait de saisir violemment et de chasser un des témoins instrumentaires assistant un notaire pour la rédaction d'un testament public : « Attendu, dit l'arrêt, que c'est une véritable attaque avec violence et voies de fait envers cet officier ministériel présent et agissant pour l'exécution des lois. »

1. Garraud, t. IV, p. 206. — Dalloz. *Rébell.*, n° 26. — Blanche, t. IV, n° 30.

2. Cour de Bruxelles, 23 février 1833. *Dall. Rébell.*, n° 26.

Le notaire serait protégé aussi contre la rébellion dans le cas où il remplirait les fonctions de l'huissier en signifiant des actes respectueux (art. 154 du Code civil), ou en faisant le protêt d'une lettre de change (art. 173 du Code de commerce.)

Les commissaires priseurs rentreraient aussi dans la catégorie des agents protégés, si des violences étaient commises contre eux afin de les empêcher de procéder à une vente ordonnée par autorité de justice.

Mais nous ne voyons pas de cas dans lesquels les avocats à la Cour de cassation ou les agents de change seraient protégés contre la rébellion.

Gardes-champêtres ou forestiers. — Qu'ils dépendent de l'Etat, des communes ou des particuliers, une jurisprudence constante a toujours accordé à ces derniers la même protection qu'aux autres, à condition qu'ils soient régulièrement nommés et assermentés (1).

Force publique. — L'article 209 énumère en troisième lieu la force publique. Elle est incarnée par les agents qui ont pour mission de contraindre par la force à l'exécution des ordres de l'autorité légitime.

Pour déterminer quels sont les agents de la force publique, il faut consulter les arrêts rendus relativement aux délits d'outrages ou de violences des articles 222 à 224.

1. Cass., 19 juin 1818) Sirey. *Coll. nouv.*, 5.1.491; 8 avril 1826 (S. *Coll. nouv.*, 8.1.315).

Remarquons toutefois que les outrages et violences des articles 222 et suivants peuvent viser non seulement les agents dépositaires de la force publique (art. 221), mais aussi (art. 222), ce qui est différent, les dépositaires de l'autorité publique.

L'intitulé du paragraphe 2 relatif à ces outrages et violences distingue les « dépositaires de l'autorité », de la « force publique ». Ces dépositaires de l'autorité publique, ce sont les magistrats de l'ordre administratif ou judiciaire, ou les jurés.

La force publique sera au contraire représentée par des agents d'exécution tels que soldats et gendarmes.

Or nous n'avons à nous occuper que de ces agents d'exécution. Si des violences atteignent un magistrat, elles ne pourront donc constituer la rébellion ; elles tomberont sous les dispositions de l'article 228.

Examinons quels sont les agents de la force publique. Aux uns on ne peut dénier cette qualité ; pour d'autres, la question soulève plus de difficultés. Il n'est pas douteux que les gendarmes et les soldats soient des agents de la force publique. Pour les gendarmes, le décret du 20 mai 1903 reproduisant les termes du décret du 1^{er} mars 1854 décide d'ailleurs qu'ils constituent « une force instituée pour veiller à la sûreté publique et pour assurer le maintien de l'ordre et l'exécution des lois ».

Les gendarmes, d'après la jurisprudence, prennent toutefois la qualité de fonctionnaires publics, lorsqu'ils joignent à leurs attributions d'agents de

la force publique d'autres attributions pour la constatation des procès-verbaux.

En ce qui concerne les militaires, il a été décidé par un conseil de guerre que la résistance avec violences et voies de fait à un soldat agissant pour l'exécution des ordres de l'autorité publique constitue le délit de rébellion et non une simple désobéissance (1). Sont protégés aussi contre la rébellion les chefs de poste, lorsqu'ils prêtent main forte pour arrêter les individus signalés comme perturbateurs de l'ordre, à la réquisition des officiers de police ou de leurs agents. Les patrouilles arrêtent aussi toutes personnes qui commettent des désordres ou contreviennent aux règlements de police (Décret du 4 octobre 1891, art. 63 et 95).

Les gardes nationaux étaient aussi des agents de la force publique. La question ne faisait pas de doutes en jurisprudence (2), avant que la dissolution définitive de ces gardes ne fût prononcée par la loi du 25 août 1871.

A ces trois groupes d'agents de la force publique la jurisprudence ajoute les gardes-forestiers, les gardes-champêtres, les gardes des particuliers régulièrement nommés et assermentés.

Les commissaires de police sont-ils des agents de

1. Conseil de guerre de Bourges visé par arrêt de Cass. du 30 août 1875. Dall., 76. I. 136.

2. Cour d'appel de Paris, 2 décembre 1830. Dall. *Rébell.*, n° 28.

la force publique ? Si on applique, par analogie, à la rébellion les arrêts rendus en matière d'outrages, on doit les considérer plutôt comme des magistrats que comme des agents dépositaires de la force publique.

Un arrêt de la Cour de cassation (1), Chambres réunies, leur reconnaît catégoriquement la qualité de magistrats. Après avoir établi une distinction théorique entre l'autorité publique « qui a caractère pour ordonner selon ses attributions légales » et la force publique « qui n'a mission que pour contraindre à l'exécution, attendu, dit l'arrêt, que les articles 222 et 223 d'une part et l'article 224 d'autre part ont pour base cette distinction, attendu que les commissaires de police ne peuvent être rangés ni parmi les dépositaires de la force publique, ni parmi les officiers ministériels ; qu'en effet il résulte, tant des lois relatives à leurs institutions et attributions que du Code d'instruction criminelle, qu'ils exercent par délégation directe une partie de l'autorité publique soit dans la police administrative et municipale, sous la surveillance des préfets, soit dans la police judiciaire comme officiers de police auxiliaires du procureur de la République, et même comme officiers du ministère public près du tribunal de simple police... ». Par suite les commissaires de police étant classés parmi les magistrats, les outrages par

1. Cass., 2 mars 1838. *Dall. Répert. alph. Fonctionnaires publics*, n° 131.

eux subis tomberont sous les dispositions de l'article 222, et non sous celles de l'article 224 qui ne vise que les outrages adressés aux agents de la force publique. Or, si on refuse de leur reconnaître le caractère d'agents de la force publique en ce qui concerne l'outrage, et cela sur un pareil fondement, il est certain qu'il faudra leur refuser par suite la protection de l'article 209.

Les violences exercées sur eux atteindront des magistrats et non des agents de la force publique.

Nous verrons toutefois que ces commissaires de police rentrent dans les catégories d'agents de l'article 209 lorsqu'ils remplissent leurs fonctions d'officiers de police judiciaire, ce qui n'est que justice, car ils sont alors tout aussi exposés que leurs agents.

Sont considérés aussi comme des magistrats, et ne peuvent invoquer par suite la qualité d'agents de la force publique pour se faire classer à ce titre parmi les agents protégés de l'article 209 les membres du ministère public et les juges d'instruction. Ils seraient protégés contre l'outrage en qualité de magistrats. La doctrine et la jurisprudence s'accordent à le reconnaître (1) pour le ministère public. Quant au juge d'instruction, l'article 56 du Code d'instruction criminelle nous dit qu'il n'est pas autre chose qu'un juge titulaire délégué, par suite un magistrat. Tou-

1. M. Garçon. *Code pénal*, p. 551, n° 388. — Cass., 2 avril 1825. Dalloz, 5. *Presse Outrage*, n° 702 (en note).

Cass., 21 nov. 1884. Dall., 85.1.336.

tefois l'article 209 leur deviendra applicable, comme aux commissaires de police, lorsqu'ils agiront en qualité d'officiers de police judiciaire.

Les employés de l'administration des contributions indirectes, les surveillants des halles et marchés, les gardiens de prison sont-ils des agents de la force publique ? Il y a eu des arrêts contradictoires, au cours du siècle dernier, sur la question. La loi du 13 mai 1863 met fin à ces contradictions et incertitudes en ce qui concerne la répression de l'outrage. Elle leur accorde la protection de l'article 224 en les englobant dans l'expression générale et nouvelle de « citoyens chargés d'un ministère de service public ». Si ce titre vague suffit à les protéger contre l'outrage il est insuffisant pour les protéger contre la rébellion. Autre chose est un agent de la force publique, autre chose un citoyen chargé d'un ministère de service public. L'un a des fonctions dangereuses et limitées : exécuter les ordres de l'autorité publique : on conçoit qu'elles réclament une protection particulière. L'autre, au contraire, peut avoir les fonctions les plus diverses et les plus pacifiques, à condition qu'on veuille bien leur accorder le caractère de service public et qu'on investisse leur titulaire d'une parcelle de l'autorité publique. Il suffit amplement que l'on ait accordé à ce dernier une protection souvent paradoxale contre l'outrage ; il serait excessif de le protéger encore contre la rébellion.

Toutefois les employés des contributions indirectes rentreraient sous un autre titre dans les termes

de l'article 209, car ce sont des préposés à la perception des taxes et contributions.

Quant aux gardiens de prison, bien que la jurisprudence ait refusé de les classer parmi les agents de la force publique, et qu'ils ne soient pas mentionnés expressément par l'article 209, il faut admettre cependant que la loi entend les protéger lorsqu'elle parle des rébellions de prisonniers.

Il en est des pompiers comme des gardiens de prisons, employés des contributions indirectes ou surveillants des halles et marchés : classés depuis la loi de 1863 dans la catégorie des citoyens chargés d'un ministère de service public, ils seront protégés à ce titre par l'article 224 contre l'outrage ; mais l'article 209 ne leur serait pas applicable. Antérieurement à la loi de 1863, on pouvait se demander si les capitaines de pompiers étaient des agents de la force publique. Un arrêt de la Cour de Bourges (1) semble vouloir leur accorder ce titre à condition que l'organisation de la compagnie soit sanctionnée par l'autorité supérieure. Mais un arrêt postérieur à 1863 (2) ne leur accorde que le titre de citoyen chargé d'un ministère de service public, titre qu'il partage désormais avec les simples pompiers. Exceptionnellement toutefois, nous pensons que les pompiers doivent

1. Bourges; 20 août 1829 (Dall., *Rép. Fonctionnaires publics*, n° 142).

2. 12 juin 1892. Dall., 93.2.41.

rentrer dans les catégories de l'article 209 lorsqu'ils sont appelés, aux termes de l'article 1^{er} du décret du 10 novembre 1903, à concourir à un service d'ordre ou à fournir exceptionnellement des escortes dans les cérémonies publiques.

Ne sont-ils pas alors de véritables agents de la force publique, au même titre que les gendarmes ou les soldats, appelés comme ces derniers à exécuter, parfois même par la force, les ordres de l'autorité légitime, et exposés par suite aux mêmes dangers ? Dans ces cas-là, d'ailleurs, si on refusait de les admettre à invoquer l'article 209 en qualité d'agents de la force publique : chargés de maintenir l'ordre public et de pourvoir à la sûreté générale, il semble qu'ils pourraient invoquer tout au moins la qualité d'agents de la police administrative et réclamer à ce titre la protection de l'article 209.

Bien que la question puisse être contestée, il est sans intérêt à notre point de vue de rechercher si les agents de police sont oui ou non des dépositaires de la force publique (1).

L'article 209 ne les comprend-il pas, en effet, dans cette expression « agents de la police administrative ou judiciaire ».

Il est inutile aussi de rechercher si les officiers de police judiciaire et les préposés des douanes sont des agents de la force publique du moment qu'ils sont

1. Voir Dall., 29 août 1829. *Fonct. publics*, 143.

protégés par des dispositions spéciales de l'article 209 contre la rébellion.

Aux termes de l'article 41 du décret du 23 juin 1806 les préposés au service des ponts à bascule avaient le droit de requérir les autorités civiles et militaires de leur prêter main forte. Il semble qu'ils pouvaient à cet égard réclamer la qualité d'agents de la force publique. Aujourd'hui la question ne se pose plus, la loi du 30 mai 1850 ayant supprimé les ponts à bascule.

Quant aux préposés à la garantie et à la marque d'or, un arrêt de la Cour de Lyon (1) leur refuse le titre d'agents de la force publique, par ce motif que, dans leurs recherches chez les fabricants ou marchands d'orfèvrerie, ils doivent se faire accompagner par le commissaire de police et ne peuvent eux-mêmes agir par contrainte.

Ajoutons enfin aux agents de la force publique les gardes-pêche (Décret du 4 juin 1852, art. 1^{er}).

En somme, dans un sens restreint, limité par les énumérations antérieures et postérieures de l'article 209, l'expression « force publique » doit être réservée pour désigner les gendarmes, les soldats, les gardiens de prison, et dans certains cas les pompiers.

Préposés à la perception des taxes et contributions. — En continuant l'examen des différents agents

1. Lyon, 13 mai 1840. Dalloz, I. O. *Presse. Outrage*, 756. *Fonct. publics*, 145.

de l'article 209, nous trouvons après les agents de la force publique les préposés à la perception des taxes et contributions. Ce sont tous ceux qui ont pour métier d'assurer le recouvrement des taxes et contributions publiques, tels que les employés des contributions directes et indirectes, de l'octroi ou de l'enregistrement.

En ce qui concerne ces derniers, nous avons vu (1) que le notaire qui arrache violemment des mains d'un vérificateur de l'enregistrement un acte rédigé en contravention à la loi sur le timbre et le déchire est déclaré coupable de rébellion. Consulter de même sur les employés d'octroi un arrêt du 14 mai 1842 (2).

Porteurs de contraintes. — Viennent ensuite les porteurs de contraintes. Il ne s'agit pas seulement de ceux qui agissent dans l'intérêt direct de l'Etat, mais aussi de ceux qui procèdent au nom d'une commune, d'un établissement public ou d'utilité publique, et même d'un syndicat autorisé à recouvrer des taxes. Un arrêt de Cassation (3) appliqua ainsi l'article 209 aux violences et voies de fait dirigées contre des porteurs de contraintes régulièrement préposés pour le recouvrement de taxes légalement établies en matière de dessèchement de marais.

1. Rouen, 25 janvier 1844 cité par Blanche, tome IV, n° 33.

2. Sirey, 42. 1. 854.

3. Cass., 8 novembre 1844 (Sirey, 45. 1. 282). Blanche, t. IV, n° 64.

Aux termes de la loi du 16 septembre 1807 et de la loi du 14 floréal an XI, il appartient au gouvernement de prescrire les mesures nécessaires au dessèchement des marais. Les propriétaires des terrains compris dans le périmètre des terres à dessécher se trouvent d'après ces lois dans un état forcé d'association dont le régime est déterminé par des règlements d'administration publique. Or, un décret avait réglé dans l'espèce prévue par l'arrêt précité la condition de l'association des propriétaires de terrains, et créé des commissions chargées, entre autres, de fixer les cotisations dues par chaque membre de l'association dans la proportion de son intérêt au dessèchement. C'est en repoussant un des préposés au recouvrement de ces taxes légalement établies que le baron de Coppens, membre de l'association, s'était, comme l'admit l'arrêt, rendu coupable de rébellion.

Séquestres. — L'article 209 mentionne ensuite les séquestres.

On admet généralement qu'il ne s'agit que des séquestres judiciaires, lesquels sont seuls revêtus d'un caractère public susceptible de les faire assimiler aux autres agents de l'autorité publique.

Les séquestres conventionnels seraient donc exclus des dispositions de l'article 209, comme l'admettent la plupart des auteurs (1).

1. Garraud. Tome IV, page 207. — Garçon. *Code pénal*, page 493, n° 58. — Blanche, tome IV, page 65, n° 36.

Il en serait de même du gardien dans la saisie-exécution. L'article 600 du Code d'instruction criminelle dit bien que ceux qui empêcheraient l'établissement du gardien ou enlèveraient et détourneraient des effets saisis seront poursuivis conformément au Code d'instruction criminelle. Mais cela ne signifie pas qu'il y ait rébellion ; et, en admettant même que ce texte vise un tel délit, il est plus plausible d'admettre que ce délit se produirait à l'égard de l'huissier, à l'occasion des objets saisis ou de l'établissement du gardien, et non à l'égard du gardien, simple particulier dépourvu de tout caractère public.

Préposés des douanes. — Il était inutile de mentionner les préposés des douanes, car ils eussent été englobés dans les dispositions de l'article 209 à la fois comme agents de la force publique et comme préposés à la perception des taxes et contributions.

Ce sont des agents de la force publique, car la loi du 6 août 1791 leur donne le droit de se faire prêter main forte par les commandants militaires et la gendarmerie. Il s'agit des agents du service actif qui, en cas de guerre, entrent dans les forces défensives et forment un corps spécial (1).

Ils peuvent avoir à subir la rébellion notamment lorsqu'ils conduisent devant les autorités locales des individus frappés de mandats d'arrêts, lorsqu'ils arrêtent les suspects débarquant furtivement sur les

1. Dall. *Répert. Douanes*, 44 et 53.

côtes ou qu'ils concourent à l'arrestation des déserteurs et brigands (Circulaire du 7 messidor an VII et 27 février 1808).

L'article 14 de la loi du 6-22 août 1791 et l'article 2, titre IV, de la loi du 4 germinal an II punissent *l'opposition* à l'exercice des fonctions des préposés des douanes d'une amende de 500 francs. Cette opposition se distingue-t-elle nettement de la rébellion ?

Oui, matériellement et juridiquement. Matériellement, car un simple refus d'obéissance ou une résistance passive suffiront pour la constituer : des voies de fait ne seront donc pas nécessaires comme pour la rébellion. Cela résulte des dispositions de l'article 2 de la loi du 4 germinal an II ; le paragraphe 2 de cet article parle en effet des voies de fait non pas comme d'une circonstance constitutive de l'opposition, mais comme d'un délit supplémentaire. Juridiquement, car cette opposition n'entraîne qu'une réparation civile de la compétence du juge de paix.

Par suite de cette distinction, confirmée en Jurisprudence, des arrêts attribuent aux procès-verbaux des préposés des douanes une force probante qui varie selon qu'ils constatent une simple opposition ou une rébellion. Dans le premier cas, ils font foi jusqu'à inscription de faux, dans le second cas jusqu'à preuve contraire seulement (1).

Cependant, il semble que la jurisprudence ait

1. Douai, 28 octobre 1833. Dall. *Répert. Rébellion*.

changé d'avis, car tandis qu'elle décidait autrefois, par suite de cette dualité d'infractions, que l'administration des douanes d'une part et le ministère public d'autre part devaient poursuivre distinctement, l'une l'opposition, l'autre la rébellion, elle admet maintenant que si le juge de paix est saisi de l'opposition il doit rester compétent bien qu'il y ait des voies de fait.

La rébellion n'apparaîtrait plus alors que comme une circonstance aggravante de l'opposition, non plus comme un délit distinct. Pour éviter ces confusions, il faudrait spécifier nettement et restreindre le caractère de l'amende de l'article 14 de la loi de 1791 : au lieu de lui conserver, comme le fait la Cour de cassation (1), un caractère mixte, à la fois civil et pénal, il faudrait ne la considérer que comme la compensation pécuniaire de la perte qui peut résulter d'un vrai délit de douane. On ne l'appliquerait que lorsque l'intérêt de l'administration des douanes serait en jeu : dans le cas par exemple où des marchandises saisies par les douaniers seraient arrachées de leurs mains et emportées.

Les douaniers agiraient alors en tant que douaniers proprement dits, c'est-à-dire dans l'intérêt du fisc ou de l'administration des douanes, et l'opposition serait caractérisée surtout par ce fait qu'elle s'exercerait à l'occasion de marchandises que les douanes ont intérêt à contrôler, malgré l'intérêt

1. Garraud. *Précis de droit pénal*, p. 283.

contraire et illicite de leurs détenteurs. C'est ce conflit d'intérêts pécuniaires dont l'un est légitime, l'autre illicite que l'opposition devrait accuser. Au contraire lorsqu'il ne s'agit plus d'un conflit d'intérêts pécuniaires, mais de l'exercice de la force publique (Circulaire du 7 messidor an VII) la rébellion apparaîtrait et se distinguerait nettement de l'opposition. Ces deux délits peuvent d'ailleurs coexister, dans le cas par exemple où « l'opposant » non content d'enlever violemment ses marchandises des mains des douaniers, les attaque ensuite en prenant l'offensive. L'amende de 500 francs s'ajouterait alors, d'après la jurisprudence, à la peine de la rébellion ; car elle admet le cumul pour les amendes fiscales.

Officiers ou Agents de la Police administrative ou judiciaire. — Pour terminer l'énumération, l'article 209 protège tous les officiers ou agents de la police administrative ou judiciaire. Les articles 19 et 20 du Code du 3 brumaire an IV posaient la distinction entre la police administrative et la police judiciaire. « La police administrative a pour objet le maintien habituel de l'ordre public dans chaque lieu et chaque partie de l'administration générale ; elle tend principalement à prévenir les délits. La police judiciaire recherche les délits que la police administrative n'a pu empêcher de commettre, en rassemble les preuves et en livre les auteurs aux tribunaux chargés de les punir. »

On protégera contre la rébellion tous les officiers

ou agents quels qu'ils soient, depuis les plus élevés jusqu'aux plus infimes de la police administrative ou judiciaire, car l'article 209 n'établit aucune distinction ou limitation. En ce qui concerne la police administrative, les agents de police et les maires seront donc protégés au même titre que le ministre de l'Intérieur. Les maires ont dans leurs attributions la police municipale et rurale. Municipale, par laquelle ils peuvent ordonner des mesures locales sur les choses confiées par les lois à leur vigilance et à leur autorité (art. 94 de la loi du 5 avril 1884, reproduisant l'article 46, § 1 du décret du 19 juillet 1791). Aux termes de l'article 97 de la loi du 5 avril 1884 ils peuvent prendre aussi des arrêtés protégeant la sécurité des personnes et des biens, réprimer les atteintes à la tranquillité publique, telles que rixes, disputes, attroupements, assurer le maintien du bon ordre dans les foires et marchés, régler ce qui concerne les inhumations ou exhumations, etc. Les maires font donc partie de la police administrative. Mais comme ils réunissent plusieurs autres qualités : celles d'officier d'état civil, de fonctionnaire de l'ordre administratif, d'officier de police judiciaire, il faudra rechercher si les fonctions qu'ils accomplissaient lors de l'attaque ou de la résistance avec violence dirigée contre eux étaient de nature à leur assurer la protection de l'article 209. Blanche (1) rapporte une espèce où la juris-

1. Blanche, t. IV, page 67.
Arrêt du 15 octobre 1824.

prudence distingue d'après les fonctions des maires, pour savoir s'il y a rébellion.

La femme Voisin, qui avait acheté un presbytère pendant la Révolution, prétendit à une servitude de passage sur un cimetière communiquant avec ce presbytère. Interprété par le conseil de préfecture, l'acte de vente ne révéla aucune servitude de ce genre. Le maire, se rendant sur les lieux pour procéder à l'exécution de l'arrêté du conseil de préfecture, fut l'objet de violences de la femme en question. Le tribunal de Cherbourg condamna cette femme à la prison, mais sur appel elle fut renvoyée des poursuites par ce motif que le maire n'avait agi dans la circonstance que comme représentant des intérêts civils de la commune. Pourvoi du ministère public. La Cour de cassation annule l'arrêt de la Cour d'appel, en décidant au contraire que ce n'était pas en qualité de représentant des intérêts privés de la commune que le maire avait agi, mais comme agent de l'administration chargé de veiller dans l'intérêt général au respect dû à la cendre des morts, et d'assurer la clôture des lieux consacrés aux inhumations, en exécution du décret du 23 prairial an XII, reproduit par l'article 97 de la loi de 1884.

Serait encore protégé comme officier de police administrative le maire qui s'interposerait dans une rixe ou ferait disperser un attroupement. Bien que l'article 209 ne vise que les agents d'exécution et que le maire a toujours au moins un garde-champêtre pour faire exécuter ses arrêtés, il faut le protéger

lorsqu'il prend l'initiative de l'exécution des lois ou ordres de l'autorité comme dans l'espèce rapportée par Blanche. Il en sera d'ailleurs fréquemment ainsi dans les villages. De même pour le préfet de police lorsqu'il dirige lui-même ses agents, les préfets lorsqu'ils s'efforcent de rétablir l'ordre dans les grèves. La police judiciaire comprend, indépendamment de l'énumération de l'article 9 du Code d'instruction criminelle, des officiers à compétence spéciale. Ainsi la loi du 12 juin 1893, concernant l'hygiène et la sécurité des travailleurs dans les établissements industriels, ne se contente pas de punir d'une amende ceux qui s'opposent à la mission d'un inspecteur du travail, mais elle leur applique les dispositions du Code pénal punissant les résistances contre les officiers de police judiciaire. Il y aurait encore rébellion s'il s'agissait de violences exercées contre des vérificateurs de poids et mesures et contre les agents des ponts et chaussées (1).

Tels sont les agents de la police administrative et judiciaire.

Pour compléter l'énumération des agents de l'article 209, il faut ajouter les agents de chemins de fer (art. 25 de la loi du 15 juillet 1845), et les inspecteurs et agents de surveillance des lignes télégraphiques (décret du 27 décembre 1851, art. 5). Doit-on étendre la protection de l'article 209 aux violences contre les simples particuliers que les agents de l'auto-

1. Garçon. *C. pénal annoté. Rébellion.*

rité emploient comme auxiliaires dans l'exécution de leur mission? La doctrine n'hésite pas à l'admettre, car elle ne voit dans ces particuliers que des intermédiaires dont le rôle ne consiste ici qu'à intercepter des violences destinées dans la pensée de leur auteur aux agents de l'autorité. Il faut admettre en effet une rébellion à l'occasion des personnes comme nous avons admis une rébellion à l'occasion des choses.

L'essentiel est que les violences, qu'elles soient dirigées contre la personne même de l'agent ou contre celle de son employé ou préposé, aient pour but de troubler, d'entraver l'exécution d'un acte de l'autorité. M. Garraud est de cet avis. De même M. Garçon (1) qui exige, de plus, que l'agent de l'autorité soit présent au moment où l'on exerce des violences contre son employé ou auxiliaire, condition que semble admettre aussi la jurisprudence (2) dans l'affaire Mille. Cette condition nous paraît aussi indispensable, car cette présence de l'agent mettra souvent hors de doute l'intention requise de la part du rebelle de vouloir faire obstacle à l'exécution d'un acte de l'autorité publique.

Il y aurait donc rébellion, comme dans l'espèce précitée, contre un officier ministériel, si on saisisait et chassait violemment l'un de ses témoins instrumentaires l'assistant pour la rédaction d'un testa-

1. M. Garçon. *Code p., Rébell.*, n° 63.

2. Blanche, t. IV, n° 39.

ment. Il en serait de même si des violences étaient exercées sur un serrurier requis par un commissaire de police au cours d'une visite domiciliaire. Il a été jugé enfin qu'il y avait rébellion de la part d'indigènes qui s'étaient rués sur un chef canaque assistant un gendarme dans l'exercice de ses fonctions (1).

Nous avons caractérisé les manifestations physiques de la rébellion. Puis, poursuivant notre analyse nous avons recherché quels sont les agents protégés. Ordonnant notre étude d'après les dispositions mêmes de l'article 209, maintenant il faut déterminer d'une façon précise la nature de la condition finale de l'article 209.

D'où notre troisième section.

SECTION III. — Circonstances constitutives de la Rébellion

Un individu quelconque frappe un des agents de l'article 209, y a-t-il rébellion? On ne sait, cela dépend à la fois de l'agent protégé et de l'auteur des violences. L'un doit être dans une situation particulière, l'autre doit agir avec une intention spéciale. L'un doit incarner l'autorité dont il est revêtu en accomplissant un acte de ses fonctions, l'autre doit viser dans son but à arrêter l'action de l'autorité.

D'où nous sous-diviserons cette section en deux

1. 17 avril 1891 (*Bull. crimin.*, 91).

parties : 1^o Fonctions de l'agent protégé ; 2^o Intention de l'auteur des violences. Encore qu'elles soient dissemblables, il faut réunir ces deux conditions, car elles se correspondent, et sont liées par un rapport de cause à effet.

PREMIÈRE PARTIE. — *Fonctions de l'Agent.*

Que doivent faire les agents de l'article 209 pour mériter d'être protégés contre la rébellion ?

L'article 209 *in fine* nous répond : Il faut qu'ils agissent pour l'exécution des lois, des ordres ou des ordonnances de l'autorité publique, des mandats de justice ou jugements.

Quelle est la signification exacte de cette condition ? M. Garraud (t. IV, p. 208, n^o 1283) pense que ces deux expressions : « dans l'exercice des fonctions » et « agissant pour l'exécution des lois, ordres, etc... » sont synonymes. D'autres auteurs comme Boitard, Chauveau et Faustin Hélie, ne font que rapporter les termes de la loi sans entrer dans aucun commentaire. M. Garçon distingue au contraire l'expression « dans l'exercice de leurs fonctions » de l'expression légale « agissant pour l'exécution des lois etc... ».

La première, dit-il, est indispensable à la constitution du délit de rébellion, c'est la condition *sine qua non*. Mais si cette première condition est nécessaire, elle ne suffit pas : Il faut encore, dit M. Garçon, que l'agent de l'autorité agisse dans le but déterminé par

l'article 209, de telle sorte que les violences dirigées contre lui aient pour objet de l'empêcher d'exécuter la loi ou les ordres de l'autorité.

D'après nous, il faut que l'agent procède à des actes d'exécution, et la rébellion sera limitée aux cas où les lois et ordres de l'autorité rencontreront des obstacles violents à leur exécution.

Et nous ne pensons pas qu'il faille admettre la distinction de Blanche (1) bien qu'elle soit adoptée généralement en doctrine et en jurisprudence.

Pour savoir, dit-il, si les agents de l'article 209 remplissent la condition finale de cet article « il est à propos de distinguer entre les agents qui ont pour devoir constant d'assurer l'exécution des lois ou des ordres de l'autorité publique et ceux qui ne sont appelés qu'à y concourir accidentellement ».

Les premiers rempliront la condition définie par l'article 209 toutes les fois qu'ils seront dans le service dont ils sont chargés. Les autres au contraire devront faire un acte déterminé et précis de leurs fonctions. Mais alors, comment distinguer, en ce qui concerne les premiers, la rébellion des violences de l'article 230 ? Ces deux articles ne feraient-ils pas souvent double emploi ? Si, car les violences prévues par ces deux articles semblent s'identifier ; d'autre part les agents qu'ils protègent respectivement peuvent être les mêmes, « officiers ministériels, agents de la force publique ». Enfin, les conditions requises

1. Blanche, t. IV, *Rébellion*, n° 42 et n° 44.

par ces deux articles quant aux fonctions de l'agent pourront aussi concorder, car quelle différence pourrait-on établir entre l'expression « pendant qu'ils exerçaient leur ministère » de l'article 230, et celle de Blanche « toutes les fois qu'ils seront dans le service dont ils sont chargés » ? Aucune ; il ne s'agirait dans les deux cas que d'un agent purement et simplement dans l'exercice de ses fonctions, situation nécessaire, nous l'admettons, mais insuffisante pour transformer les violences en rébellion. Objecterait-on qu'il sera néanmoins possible, malgré toutes ces concordances, et qu'il suffira pour distinguer la rébellion des violences de l'article 230 d'un élément intentionnel spécial chez l'auteur des violences ? Critérium insuffisant, incertain, comme l'intention même, but qui apparaît d'autant moins avec l'inaction possible de l'agent de l'autorité, car ce but ne pourra révéler son caractère anti-légal aussi bien que s'il apparaissait comme une sorte de riposte à une mise en demeure effectuée par des actes positifs d'exécution, ou comme une protestation par la force contre une notification de même nature.

Par l'acte d'exécution, l'agent révélera sa mission ; au contraire si on le violente, n'est-il pas naturel de penser que l'on veut faire obstacle à l'exécution de cette mission. Se contente-t-il de faire son service, s'il est en tournée par exemple, on ne peut présumer de la même façon le but dans lequel il a été frappé.

Mais avant de nous prononcer définitivement sur cette question, examinons la jurisprudence.

Etat de la jurisprudence. — Il paraît certain, en Jurisprudence, qu'il n'y a pas rébellion lorsque l'agent n'était pas dans l'exercice de ses fonctions. Elle exige que les agents soient dans l'exercice de leurs fonctions, pour que l'amende de l'article 14 de la loi du 6-22 août 1791 soit applicable (1).

Par argument *a fortiori*, on peut admettre plus impérieusement la nécessité de cette condition au cas plus grave de rébellion.

Espèces antérieures au Code pénal. — *Gendarmes.* — Avant le Code pénal, la Cour de cassation admettait que la gendarmerie était dans un état permanent de répression ; c'est ainsi que des voies de fait exercées contre des gendarmes se rendant en uniforme au quartier général d'une armée en observation étaient déférées aux Cours spéciales (2). Toutefois des dissidences existaient entre la Cour de cassation et les Cours spéciales sur la question de savoir quelles étaient les conditions requises pour que les gendarmes fussent dans l'exercice de leurs fonctions. Ainsi, des gendarmes requis pour prêter main forte à un huissier, porteur d'un jugement exécutoire par corps, avaient investi la maison du débiteur avant le lever du soleil. Ce dernier leur envoya des pierres et fut poursuivi de ce fait pour

1. Cassat., 2 décembre 1875. D. 76. 1. 236.

2. Cassat., 4 mars 1808 (B., 44 S. et Pehr).

violence et voies de fait devant la Cour spéciale du Lot-et-Garonne. Cette Cour se déclara incompétente, pour cette raison que le soleil n'étant pas levé, l'huissier ne pouvait exécuter le jugement et que par suite les gendarmes n'étaient pas encore dans l'exercice de leurs fonctions.

La Cour de cassation annule cette décision prétendant qu'il suffisait pour que la gendarmerie fût dans l'exercice de ses fonctions qu'elle eût été légalement requise pour les exercer et que c'était le cas dans l'espèce (1).

Dissidence encore entre la Cour spéciale des Landes et la Cour de cassation (2) dans une espèce où des gendarmes, ayant rétabli l'ordre dans un cabaret troublé par une rixe, furent ensuite attaqués à coups de bâtons par les perturbateurs. La Cour des Landes s'étant déclarée incompétente, la Cour de cassation annule l'arrêt « attendu que la gendarmerie agissait évidemment dans l'exercice de ses fonctions, puisque les excès ont eu lieu dans une auberge où elle avait été requise de se rendre ».

Sous l'empire du Code pénal devraient être encore qualifiées de rébellion des voies de fait produites en de semblables circonstances, car non seulement les gendarmes en réprimant ces troubles agissaient pour l'exécution des lois de police, et se trouvaient par là-même dans l'exercice de leurs fonctions, mais ils se

1. 27 vendémiaire an XIV. Blanche, t. IV, p. 703.

2. Cass., 21 mai 1807 (*Bull. crim.*, n° 107).

livraient encore à des actes de coercition matérielle.

En somme, les arrêts de Cassation sur la question des fonctions du gendarme sont presque tous des arrêts d'annulation, ce qui marque le désaccord entre les Cours spéciales et la Cour de cassation.

Gardes forestiers. — Pour les gardes forestiers, le désaccord semble avoir porté non seulement sur la question de savoir s'il y avait oui ou non exercice des fonctions mais aussi sur celle de savoir si l'agent de l'autorité doit accomplir oui ou non des actes matériels d'exécution. Un individu avait attendu (1) un garde forestier derrière un mur de clôture élevé sur le chemin conduisant à la forêt dont ce garde avait la surveillance, et l'avait cruellement maltraité sans aucune provocation. La Cour du Jura se déclara incompétente, attendu :

1° Que le garde n'était point encore dans sa forêt ;

2° Qu'il n'était pas occupé à constater un délit ;

3° Que l'accusé n'était pas en prévention de délit forestier ;

4° Que cette attaque n'avait eu pour cause que la haine.

La Cour du Jura avait admis, en point de droit qu'elle n'eût été compétente dans l'espèce que si le garde avait été assailli dans le bois même confié à sa surveillance et si l'assaillant avait été surpris lui-même en délit.

1. Cass., 17 mai 1806. Merlin. *Répertoire. Rébellion*, p. 238.

La Cour de cassation annule cet arrêt, pour la raison que l'agent agissait d'après elle dans l'exercice de ses fonctions car la loi répute force armée les gardes forestiers, qu'on doit les considérer comme étant en réquisition permanente et qu'ils remplissent leur devoir de surveillance continue en se rendant dans les bois ou en en revenant. En exigeant que le garde, pour qu'il y eut rébellion, constatât un délit, la Cour du Jura n'exigeait-elle pas des actes d'exécution de sa part, ne fut-ce qu'un procès-verbal ?

Douaniers. — Dissidences enfin, dans une espèce relative à des douaniers, où il ne s'agit, il est vrai, que d'opposition, mais que l'on peut citer par analogie.

Des douaniers occupaient un poste d'observation sur une voie publique, lorsqu'ils furent assaillis par des individus armés de bâtons et de perches.

La Cour du Mont-Tonnerre se déclare incompétente, attendu « que les prévenus étaient à la vérité prévenus d'avoir outragé et frappé des préposés des douanes dans l'exercice de leurs fonctions, mais non pas à raison de leurs fonctions, que le fait imputé aux prévenus n'était aucunement une opposition qu'ils exerçaient contre les proposés pour empêcher l'exercice de leurs fonctions ou pour favoriser la contrebande ». Indépendamment de la condition essentielle de l'exercice de leurs fonctions, cet arrêt n'exigeait-il pas de la part de ces douaniers des actes d'exécution, tels qu'une mainmise sur des objets de contrebande ou une poursuite manifestant l'intention de s'en empa-

rer, actes d'exécution qui eussent déterminé chez les prévenus l'intention délictuelle requise de s'y soustraire.

La Cour de cassation annule encore cet arrêt sur le fondement de cette idée que les préposés des douanes se trouvaient dans l'exercice de leurs fonctions.

Espèces postérieures au Code pénal. — De tous ces arrêts ne se dégage pas un système jurisprudentiel bien net. Il semble toutefois que la Cour de cassation continue à admettre le même système que *Blanche*, en ce qui concerne notamment les gendarmes et douaniers ; il suffira qu'ils exercent leurs fonctions pour que les attaques et résistances avec violences subies par eux se transforment en rébellion. Les tribunaux et Cours d'appel ne semblent pas par contre avoir tout à fait abandonné les théories dissidentes des Cours spéciales. On s'aperçoit toutefois, en démêlant les faits complexes et souvent embrouillés des espèces, que la théorie de la Cour de cassation fléchit parfois ; au lieu de se contenter de subordonner invariablement l'existence de la rébellion à ce fait pur et simple que l'agent est dans l'exercice des fonctions, elle se détermine parfois à admettre cette rébellion d'après une condition supplémentaire : la légalité dans l'action de l'agent.

Il en est ainsi dans un arrêt de Cassation du 16 avril 1812, relatif à des gendarmes, arrêt que nous retrouverons dans notre chapitre consacré à la résistance aux actes illégaux.

Relativement aux douaniers il a été jugé (1) que le contrebandier qui exerce des violences et voies de fait contre un douanier dans le but de s'opposer à l'exercice de ses fonctions (ce douanier voulait dans l'espèce, s'opposer à ce que ce contrebandier introduisit du tabac étranger en France) est coupable de rébellion en même temps que du délit de fraude.

Dans une autre espèce relative aux douaniers (2) le désaccord apparaît encore entre les tribunaux et la Cour de cassation sur la question de savoir s'il suffit que l'agent soit dans l'exercice de ses fonctions pour être protégés contre la rébellion, ou s'il faut qu'il accomplisse en outre des actes d'exécution.

Des préposés des douanes au poste de Kernic visitèrent un canot monté par trois matelots, puis reprirent leur poste d'observation. L'un des matelots frappa alors l'un des douaniers. Le tribunal de Morlaix condamna ce matelot à la peine de l'article 311 du Code pénal, et non à celle de la rébellion, car au moment où les voies de fait avaient eu lieu la visite du canot était terminée. Le tribunal d'appel de Quimper confirma ce jugement en adoptant les mêmes motifs.

Bien qu'elle ne put annuler cet arrêt, car le ministère public ne s'était pas pourvu, la Cour de cassation, en statuant sur l'action civile de l'administra-

1. Cour de Douai, 16 janvier 1878. Dalloz. *Douanes*, *Supplément*, p. 625, n° 512 en note.

2. 31 janvier 1840. Blanche, tome IV, *Rébellion*.

tion des douanes, formule sa théorie ancienne : « Attendu que la protection légale accordée par la loi aux préposés des douanes doit les couvrir dans toutes les circonstances où les place l'exercice de leurs fonctions, que leurs devoirs ne se bornent pas à certains actes de leur ministère, saisie, visite, que la surveillance et la garde constituent leurs fonctions les plus habituelles et les plus nécessaires », et plus loin : « Attendu que, après avoir fait la visite, les douaniers reprenaient le service de surveillance pour lequel ils étaient l'instant d'avant en observation, qu'ils se trouvaient donc dans l'exercice de leurs fonctions. » Si cet arrêt admet seulement le délit d'opposition et non celui de rébellion, c'est que la Cour de cassation ne pouvait dans l'espèce que statuer sur l'action civile de l'administration des douanes, et non sur le délit coexistant puni par le tribunal de Morlaix de la peine de l'article 311 du Code pénal. Mais, si elle avait pu statuer sur ce dernier délit, il est probable qu'elle l'eût remplacé par celui de la rébellion ; les considérants de l'arrêt sont en effet assez larges pour y englober l'opposition et la rébellion.

En ce qui concerne les employés d'octroi, un arrêt les protège contre la rébellion, bien qu'ils soient placés en dehors de leur rayon de surveillance.

Cet arrêt de Cassation confirme un jugement du tribunal de Limoges lequel décidait : « Attendu qu'un préposé de l'octroi a pour territoire la commune où est situé l'octroi auquel il est attaché, mais que pour

constater les fraudes commises au préjudice dudit octroi, il y a des circonstances où il faut que cet employé se place hors du rayon de l'octroi, que c'est ce qui arrive au sujet de l'octroi de Limoges » (1).

C'est résister à des agents de la force publique agissant pour l'exécution des lois que le fait pour des militaires de s'opposer à ce que des sous-officiers constatent le manquement à la discipline commis à leur égard par le refus du salut (2) (voir ordonnance du 2 novembre 1833, art. 96).

En d'autres arrêts la Cour de cassation, selon Blanche (3), exigerait au contraire des actes précis d'exécution de la part de certains agents, autres que ceux qu'elle considère comme étant dans un état permanent de répression.

Quelque crédit que puisse trouver chez les auteurs la doctrine de Blanche, dégageant un système jurisprudentiel bien établi et d'une antiquité respectable, nous ne pensons pas qu'il faille nous y rallier. Qu'a voulu exiger le législateur par cette condition finale de l'article 209 relative aux fonctions de l'agent ? On ne sait : les travaux préparatoires sont muets : le rapport de Berlier, trop vaste, ne détaille pas les questions ; et l'article 209 d'autre part a été voté sans discussions.

Dans cette incertitude nous n'hésitons pas à con-

1. 14 mai 1842. S. 42. 1.853. — Blanche, t. IV, p. 71. — Dall. *Réb.*, n° 36.

2. 27 décembre 1851 (*Bull. crim.*, n° 544).

3. Blanche, t. IV. *Rébellion*.

firmer notre solution. Sans distinguer entre les agents de l'article 209 nous exigerons donc pour qu'ils remplissent la condition de cet article non seulement qu'ils exercent leurs fonctions mais encore qu'ils accomplissent un acte précis d'exécution.

Cette matérialisation de la loi par l'acte d'exécution nous paraît devoir être exigée pour divers motifs. D'abord ne trouve-t-elle pas sa justification dans les termes mêmes de l'article 209 ? Ce texte emploie l'expression « agissant pour l'exécution », tandis que s'il s'agit d'outrages ou violences, il suffit qu'ils soient commis lorsque l'agent était « dans l'exercice de ses fonctions » (art. 224), « ou de son ministère » (art. 230).

D'autre part il faut accomplir des actes d'exécution car ils contribueront, nous l'avons dit, dans une large part à distinguer la rébellion des violences de l'article 230. Ils manifesteront enfin nettement que l'agent agit ou est censé agir en exécution des lois ou ordres de l'autorité publique : notifiant d'une façon matérielle la qualité ou la mission spéciale, de l'agent d'une part, révélant et imposant d'autre part, la loi ou les ordres de l'autorité auxquels il faut obéir, ils nous apparaissent comme un avertissement spécial, une mise en garde contre une riposte qui ferait encourir les peines parfois exceptionnellement graves de la rébellion. Nous verrons enfin, en étudiant l'intention délictuelle, que les violences du rebelle doivent moins s'attaquer à la personne de l'agent qu'à un acte déterminé de ses fonctions. Il faut donc un acte de

la sorte. Ajoutons enfin pour terminer que la rébellion ainsi provoquée y gagne en netteté.

On ne la confondra ni avec les violences de l'article 230 qui ne réclament pas des actes d'exécution de la part des agents, ni avec les coups et blessures de l'article 311, lesquels sont dirigés non pas contre un acte déterminé des fonctions d'un agent, mais contre l'agent lui-même envisagé seulement en tant qu'être humain, et en dehors de ses fonctions.

Nature des ordres d'exécution. — Après avoir déterminé la nature des fonctions des agents de l'article 209, examinons la nature des ordres qu'ils reçoivent. L'article 209 emploie d'ailleurs à cet égard certains mots un peu vagues qu'il faut préciser. Cet examen constituera enfin un préliminaire indispensable à notre étude postérieure de la résistance aux actes illégaux.

L'article 209 parle d'abord de l'exécution de la loi. Inutile de commenter. Puis des ordres ou ordonnances de l'autorité publique. Ce sont les ordres émanés des dépositaires de l'autorité administrative et judiciaire, c'est-à-dire des agents de l'autorité publique... « L'autorité publique, a dit de Grattier, et la force publique dérivent de la même source, c'est-à-dire du chef de l'Etat, mais elles diffèrent quant à leur nature et quant à leurs effets. L'autorité publique a, selon les limites légales de ses attributions caractère pour ordonner, tandis que la force publique n'a mission que pour contraindre à l'exécution. » Selon l'esprit de notre texte, nous adop-

terons ce sens restreint et par suite nous n'englobons pas dans l'expression « autorité publique » toutes les personnes que vise sous cette dénomination « agents de l'autorité publique » la loi du 29 juillet 1881, car notre texte s'applique uniquement aux personnes qui tiennent de leur autorité le pouvoir de donner des ordres à des agents limitativement énumérés. Seront donc exclus de notre définition les membres des commissions électorales, du jury, des commissions scolaires, bien qu'au point de vue de l'application des articles 224 et 230 du Code pénal la jurisprudence les classe parmi les agents de l'autorité publique.

Il en sera de même pour les gendarmes et les soldats en patrouille, bien que la jurisprudence ait admis, au point de vue de l'application des articles 224 et 230, qu'ils étaient des agents de l'autorité publique lorsqu'ils faisaient des tournées de surveillance pour le maintien de l'ordre (1).

De même pour les agents de police, gardes champêtres ou forestiers, bien qu'ils puissent être considérés en jurisprudence comme des agents de l'autorité publique lorsqu'ils s'abstiennent d'exercer une mission coercitive : ils ne peuvent rentrer dans notre définition, car l'article 209 les considère justement dans leurs fonctions coercitives. D'ailleurs à qui pourraient-ils donner des ordres ? Ce sont les derniers dans la hiérarchie.

1. Limoges, 23 novembre 1851 (§ 52. 2. 25).

Les mandats de justice que l'article 209 énumère ensuite sont principalement ceux qui sont décernés par le juge d'instruction avant jugement : Mandat de comparution, mandat d'amener, mandat de dépôt, d'arrêt. Toutefois le premier n'est qu'une espèce d'assignation qui s'exécute sans rigueur et laisse au prévenu la faculté de faire défaut.

Le mandat d'amener au contraire est bien un de ces ordres auxquels les agents de la force publique doivent obéir, car il leur prescrit d'amener de gré ou de force un individu devant le juge d'instruction pour qu'il y soit interrogé.

De même pour des mandats de dépôt ou d'arrêt par lesquels le juge d'instruction fera détenir le prévenu. Les procureurs de la République ou leurs substituts peuvent aussi décerner certains mandats, en cas de flagrant délit : mandat d'amener (art. 40 du C. d'instr. crim) et même mandat de dépôt (art. 1^{er} de la loi du 20 mai 1863).

En cas de flagrant délit, les officiers de police auxiliaires des procureurs de la République : juges de paix, maires, adjoints au maire, commissaires de police auront les mêmes pouvoirs que les procureurs eux-mêmes, en l'absence de ces derniers ou du juge d'instruction, lorsqu'ils auront commencé l'instruction (art. 49 du Code d'instruction criminelle).

Les tribunaux criminels peuvent aussi décerner des mandats d'amener. Ainsi le tribunal correctionnel, lorsqu'il reconnaît que les faits qui lui sont soumis méritent une peine afflictive ou infamante peut

décerner contre le prévenu un mandat de dépôt ou un mandat d'arrêt en le renvoyant devant le juge d'instruction compétent (art. 93 du C. d'instr. crim).

De même les membres d'une Cour d'appel lorsqu'elle procède à l'instruction de procès criminels, soit par délégation de la Chambre des mises en accusation, soit en vertu d'un texte de loi, ont le droit de décerner tel mandat qu'ils jugent bon, car ils remplissent dans ce cas les fonctions du juge d'instruction (C. d'instr. crim., art. 235 et suivants). De même lorsqu'une cour ou un tribunal saisis d'un procès criminel ou même civil « trouvent des indices sur un faux », le président du tribunal ou l'officier du ministère public peuvent décerner des mandats d'amener (C. d'instr. crim., art. 462). On accorde aussi aux préfets le droit de décerner des mandats d'amener en vertu de l'article 10, lorsqu'il y a flagrant délit (1). Mais on refuse généralement de leur accorder le droit de décerner des mandats de dépôt ou d'arrêt. La question toutefois est très controversée (Dall. *Instr. crim. Art. 10*).

Lorsqu'il s'agit enfin de délits prévus par l'article 483 du Code d'instruction criminelle le premier président étant appelé par l'article suivant à remplir les fonctions de juge d'instruction, il lui sera possible de décerner des mandats. Citons enfin, pour terminer, le président de la commission d'instruction

1. La jurisprudence va beaucoup plus loin, car elle leur accorde en tous les cas les pouvoirs du juge d'instruction (D. *Inst. crim. Art. 10*).

de la Haute-Cour de justice (Loi du 10 avril 1889, art. 10). On admet généralement en doctrine et en jurisprudence (1) que le juge d'instruction ne peut déléguer la délivrance des mandats. L'article 283 du Code d'instruction l'interdit d'ailleurs formellement.

Ainsi dans toutes ces hypothèses : exécution de la loi, exécution des ordres ou ordonnances de l'autorité publique telle que nous l'avons restreinte, exécution de mandats de justice compétemment décernés, l'agent de l'autorité sera protégé contre la rébellion (réserve faite toutefois de la question de savoir si certaines illégalités imputables soit au donneur d'ordres compétent, soit à l'agent d'exécution ne pourraient être alléguées pour justifier la résistance des prévenus).

Ajoutons enfin à ces hypothèses l'exécution des jugements. Ainsi, toutes les fois qu'il y aura lieu à exécution forcée, en matière civile par le ministère d'huissiers l'article 209 est applicable. Il n'en serait pas de même si un juge de paix ou un juge étaient chargés, en exécution d'un jugement interlocutoire de procéder à un interrogatoire, à une enquête (art. 1035 du C. de procéd. civile) ou à une descente sur les lieux (art. 295 du C. de procéd. civile), car ce ne sont pas des agents protégés par l'article 209.

Ne seraient pas non plus protégés contre la rébellion les simples particuliers nommés pour exécuter

1. Faustin Hélie. *Instr. crim.*, t. IV, n° 1961. — Dall. *Répert. Instruction criminelle*, n° 578. — Douai, 24 juillet 1835. Dalloz : *Instr. crimin.*, page 165.

un jugement interlocutoire tels que des experts chargés de constater un état de lieux, de vérifier un corps d'écriture.

En matière criminelle c'est le ministère public qui est chargé de mettre à exécution les jugements criminels et il a le droit de requérir à cet effet l'assistance de la force publique (art. 376 du C. d'instr. crim.). Il faut comprendre dans cette force publique l'exécuteur des hautes œuvres. Il a même été jugé que la loi du 22 germinal an IV (art. 1^{er}), qui autorisait les commissaires du directoire près des tribunaux à requérir des ouvriers pour faire les travaux nécessaires à l'exécution des jugements de condamnation, est encore en vigueur, et que le ministère public a le droit de désigner, selon les circonstances et les localités, les individus qu'il juge devoir être employés aux travaux nécessaires pour dresser l'échafaud (1). Or, ces ouvriers, obéissant à une semblable réquisition et agissant en la présence de l'exécuteur des hautes œuvres ou de l'officier du ministère public seraient protégés par l'article 209 contre les violences exercées sur leur personne dans le but d'empêcher l'exécution de la peine de mort.

En matière administrative, les exécuteurs des jugements seront protégés contre la rébellion quand ils rentreront dans les catégories du Code pénal. En matière commerciale la justice désigne la classe des

1. Dall. *Répert. Jugement*, n° 884. Cass., 13 mars 1835.

officiers publics qui doivent vendre les meubles des faillis.

C'est un juge commissaire qui choisit cette classe, et le syndic choisit dans cette classe celui qui lui plaira (1). Or, s'il choisit un huissier ou un notaire, ils seront protégés par l'article 209 contre la rébellion, car ce sont des officiers ministériels. Mais s'il choisit un greffier ou un courtier il est douteux que cette protection leur soit accordée, car on peut leur contester la qualité d'officiers ministériels.

Agit en exécution d'un jugement et sera protégé comme tel par l'article 209 l'huissier qui signifie une contrainte décernée en vertu d'un jugement (2).

Il en sera de même du maire qui, en sa qualité d'officier de police administrative, veille à l'exécution d'un arrêté du conseil de préfecture.

Il y aura encore rébellion lorsqu'un citoyen résistera avec violences et voies de fait à la mise à exécution par des agents de l'autorité administrative d'un arrêté préfectoral : Un arrêté du préfet du Pas-de-Calais ayant interdit dans les cabarets, réunions et lieux publics du département, les combats de coqs, le commissaire de police assisté du garde champêtre se rendit chez un marchand de chaussures pour y constater une contravention à cet arrêté. Ce dernier et son contremaître résistèrent avec violence et voies

1. Article 486 du C. de commerce,

2. Cass., 4 août 1838 (Sirey, 38. 1. 784).

de fait au commissaire de police. L'arrêt de Cassation du 22 août 1867 annulant l'arrêt de la Cour de Douai décide « qu'il suffisait qu'il (le commissaire de police) agit à l'effet de faire exécuter ces règlements pour que son intervention dût être protégée par les articles 209, 212, 228 et 230 ». La Cour de Douai avait renvoyé le prévenu des poursuites en contestant la légalité de l'arrêté et de son exécution. La Cour de cassation déclare que ce n'est pas un motif suffisant pour refuser la protection des articles 209 et suivants.

Ainsi les agents de l'article 209 ne sont protégés que lorsqu'ils exécutent les lois ou ordres de l'autorité publique. Mais, n'y a-t-il pas pour certains agents un indice révélateur des fonctions ? Si, le port des insignes. Il faut l'exiger, ce port des insignes (uniforme des gendarmes, douaniers, agents de chemin de fer, plaque du garde champêtre, etc.), car il doit constituer à la fois un avertissement et une garantie utiles aux citoyens, et un moyen d'intimidation légale et parfois de protection préventive pour l'agent qui en est porteur. La jurisprudence est de cet avis, malgré un *distinguo* et des restrictions contestables.

Ne peut être qualifiée rébellion la résistance à un gendarme dépourvu de tout insigne extérieur (1).

De même, lorsque ces gendarmes assistant un huissier sont déguisés en bourgeois (2).

1. Riom, 9 mars 1828 (Dall. *Rép. Rébellion*, n° 43).

2. 3 brumaire an XIV. Dall., *ibidem*.

Toutefois un arrêt d'annulation de Cassation (1) distingue s'il s'agit seulement pour l'agent de constater un fait, ou s'il s'agit de contraindre la volonté d'un citoyen, en faisant un acte qui puisse rendre la rébellion inexcusable.

Dans le premier cas il suffirait que l'officier public ait ce caractère. Dans le second cas, il devrait au contraire pour procéder régulièrement et légalement, être revêtu de son costume ou des marques indicatives de ses fonctions. Et sur le fondement de cette distinction, la Cour de cassation casse un jugement du tribunal correctionnel de Tours, lequel avait déclaré nul un procès-verbal de garde champêtre pour la raison que ce procès-verbal n'énonçait pas que ce garde fût revêtu du signe indicatif de ses fonctions au moment où il verbalisait. Même *distinguo* dans un autre arrêt (2). Cette distinction nous paraît purement arbitraire ; aucun texte ne l'autorise ; la raison ne l'exige pas non plus, car la constatation d'un fait (la verbalisation du garde champêtre) n'est-elle pas un acte d'exécution comme l'acte de coercition, n'est-elle pas par suite susceptible de susciter la rébellion comme ce dernier et ne doit-on pas à ce titre l'entourer des mêmes garanties ? Mais, s'il doit en être ainsi, la connaissance par le prévenu de la qualité de l'agent ne pourra-t-elle au moins suppléer au port des insignes ? On peut l'induire d'un arrêt

1. Cass., 20 septembre 1833 (*Bull. crim.*, n° 392).

2. 11 octobre 1821. Cassat. (*Bull.*, 161).

de Cassation (1). Cet arrêt décide que la résistance armée à des gendarmes déguisés pour s'introduire la nuit dans une maison ne constitue pas le délit de rébellion lorsqu'il n'est pas prouvé qu'ils avaient été reconnus ou dû être reconnus pour des gendarmes.

Par contre, dans le cas inverse, l'article 209 eût été applicable malgré le déguisement.

D'autre part, si on peut raisonner encore par analogie, on peut appliquer à la rébellion ce que la jurisprudence admet pour l'outrage. Or, en matière d'outrages, elle admet (2) que la connaissance de la qualité du fonctionnaire outragé peut suppléer au défaut des insignes. Doctrine conforme (Blanche, tome IV, nos 97 et 116 ; Garraud, tome IV, page 228 ; M. Garçon, page 528, n° 147 ; page 531, n° 174). Toutefois Dalloz (*Rébellion*, n° 44) admet que l'absence des insignes doit constituer une circonstance atténuante dans le cas où le prévenu aurait connu la qualité de l'agent.

« La loi n'a pas voulu, dit M. Garraud, à propos des outrages et violences contre les fonctionnaires, créer un privilège personnel en faveur de certains individus, mais protéger dans l'homme public l'incarnation de l'Etat. »

Par suite l'agent de l'article 209 ne doit être pro-

1. 26 août 1810. Affaire Poncelet (Dall., *Rébell.*, n° 58).

2. Cassat., 26 mars 1813, B. 55 (S. et Pehr.). — 6 février 1880 (S. 80. 2. 238). — 29 juin 1893 (*Bull.*, 271).

tégé que lorsqu'il incarne en quelque sorte la loi ou les ordres de l'autorité publique.

Comment le savoir, ou tout au moins le présumer? Par le port du costume ou des insignes. Nous admettons donc une solution plus radicale que celle de Dalloz, et nous rejetterons la restriction jurisprudentielle et doctrinale : Si l'agent n'est pas porteur de ses insignes il ne sera pas protégé contre la rébellion, encore que sa qualité soit connue du prévenu. D'ailleurs, à défaut d'insignes, suffirait-il de prétendre, pour condamner le prévenu à la rébellion, que ce dernier connaissait les fonctions, la qualité de l'agent ?

Non, il faudrait prouver encore que ce prévenu, au moment où il a frappé l'agent, savait que cet agent exécutait contre lui un acte de ses fonctions, de telle sorte que les violences dirigées contre cet agent apparaissent comme inspirées par le but spécial de la rébellion. Cette absence d'insignes ne peut-elle pas constituer aussi une illégalité contre laquelle le prévenu juge bon de se mettre en garde ? ne peut-il l'envisager aussi avec vraisemblance comme le prodrome d'actes illégaux ou arbitraires ?

Égide pour l'agent de l'autorité, indice révélateur des fonctions de l'agent, garantie de légalité pour les citoyens, le port des insignes doit être exigé. Il ne semble pas non plus que l'on puisse tirer un argument d'analogie des décisions jurisprudentielles relatives à l'outrage pour admettre que la connaissance

de l'agent puisse suppléer au port des insignes. Pour deux raisons : 1° Parce que l'article 209 ne visant que des agents et des actes d'exécution (il n'en est pas de même des art. 222, 223 et 224), la nécessité du port des insignes apparaît plus impérieuse pour eux ; 2° Parce que cet article concerne exclusivement des agents agissant dans l'exercice de leurs fonctions ; les articles relatifs à l'outrage au contraire (art. 222, 223 et 224) répriment non seulement les outrages commis contre des dépositaires de l'autorité ou de la force publique se trouvant dans l'exercice de leurs fonctions, mais aussi les outrages reçus à l'occasion seulement de l'exercice de leurs fonctions.

Dans ce dernier cas, il va de soi que la connaissance du fonctionnaire ou de l'agent supplée au défaut d'insignes, car d'une part il est avéré que le prévenu a connu la qualité de la personne outragée puisqu'il lui reproche justement un acte de sa fonction ; et d'autre part on ne peut exiger le port des insignes : puisque cette personne outragée n'est plus dans l'exercice de ses fonctions.

Résumant cette première partie de notre section, nous dirons qu'il faut, pour que les agents de l'article 209 soient protégés contre la rébellion : 1° Qu'ils soient porteurs de leurs insignes (ceux qui en ont) ; 2° Qu'ils soient dans l'exercice de leurs fonctions ; 3° Qu'ils procèdent à des actes d'exécution.

Des violences caractérisées doivent répondre à ces actes d'exécution. Nous en avons étudié les mani-

festations physiques. Mais ce n'est pas tout, car nous avons laissé pressentir que ces violences devaient être inspirées par un but, une intention spéciale.

Ce but, cette intention recherchons-les.

DEUXIÈME PARTIE. — Intention délictuelle.

Berlier a dit lors de la discussion du Code (1) : « Si la violence ou l'outrage employée contre un fonctionnaire public doit être punie plus sévèrement que celle dont on use vis-à-vis d'un particulier, ce n'est pas à cause du rang de l'offensé, c'est parce que, par sa nature, le délit est plus grave en ce qu'il arrête l'exercice de l'autorité. Se régler sur la qualité des personnes, ce serait rétablir les privilèges. »

De même ce n'est pas un privilège personnel que l'article 209 accorde aux agents qu'il énumère mais une protection limitée au cas où ils incarnent et exercent l'autorité dont ils sont revêtus en exécutant un acte de leurs fonctions. Dans cette conception, doit-on exiger du prévenu l'intention de s'opposer à l'exercice de l'autorité dans un but de protestation, de révolte contre la loi ou les ordres de l'autorité publique, ou suffit-il pour convaincre ce prévenu de rébellion, de constater uniquement le

1. Locré, XXX, page 155.

résultat matériel des violences : l'obstacle apporté à l'exécution de la loi, abstraction faite de l'intention de l'auteur (peu importe qu'il ait voulu entraver la loi ou les ordres de l'autorité, ou satisfaire une vengeance contre l'agent) ?

L'essentiel n'est-il pas que ce résultat matériel, redoutable pour l'autorité et la société elle-même, ait été atteint : que l'action de l'autorité ait été arrêtée ? C'est l'opinion de M. Garçon (1). M. Garraud au contraire est d'un avis différent. Il pense que l'élément moral du délit de rébellion « consiste à vouloir faire obstacle à l'exécution d'un acte de l'autorité publique ou à l'empêcher. »

Oui, telle doit être, comme le pense M. Garraud, l'intention délictuelle du prévenu. Objectera-t-on qu'il faut pour la découvrir, se livrer à des recherches psychologiques trop délicates ? Mais on peut répondre que les violences du prévenu s'opposant aux actes d'exécution de l'agent, il semble plus naturel de supposer qu'elles ont pour but d'entraver ces actes d'exécution que de frapper seulement la personne de l'agent. Elles apparaîtront normalement, semble-t-il, comme une riposte à ces actes d'exécution.

Et l'intention, par là-même s'en trouvera extériorisée.

C'est d'ailleurs par cette intention spéciale que l'on pourra distinguer la rébellion des crimes con-

1. M. Garçon.- *C. pénal*, art. 209, n° 101.

tre la sûreté de l'Etat et des violences et voies de fait de l'article 230. Tout au moins elle y contribuera largement. Plus criminel dans son but, plus vaste dans ses effets sera l'attentat contre la sûreté de l'Etat (art. 87 et 91 du Code pénal).

Au lieu de s'attaquer seulement à l'exécution d'un acte déterminé de la force publique, son but tend à renverser ou à modifier la forme du gouvernement, ou à exciter à la guerre civile.

Aussi les pénalités qui frappent cet attentat sont-elles plus sévères que celles de la rébellion à moins que le triomphe ne lui assure parfois plus que l'impunité : la consécration du fait accompli. L'attentat pourrait d'ailleurs être accompagné de rébellion ; c'est son but, en même temps que ses effets (il faut un commencement ou une tentative d'exécution pour l'attentat : art. 87) qui nous permettront de le distinguer de la rébellion.

Quant aux violences de l'article 230 elles différeront de la rébellion : 1° En ce qu'elles n'exigent pas que l'agent procède à des actes d'exécution ; 2° En ce qu'elles ne réclament pas un but spécial. Tombera donc sous les dispositions de l'article 230 et non sous celles de l'article 209 le prévenu qui aura frappé un agent en tournée, ou qui n'aura eu pour but en frappant un agent procédant contre lui à des actes d'exécution que d'assouvir une inimitié personnelle. Enfin, si les violences et voies de fait n'avaient eu lieu ni pendant que l'agent exerçait ses fonctions, ni à l'occasion de ces fonctions, elles ren-

treraient dans le droit commun, et seraient punies par l'article 309 ou l'article 311.

La rébellion impliquant donc un but spécial : celui de faire obstacle à la loi ou aux ordres de l'autorité publique, il faut pour que les violences du prévenu révèlent un semblable but qu'elles répondent immédiatement aux actes d'exécution. Antérieures aux actes d'exécution, l'agent fût-il dans l'exercice de ses fonctions comme le douanier occupant un poste d'observation, elles tomberont sous les dispositions de l'article 230. Postérieures, le même article leur sera encore applicable si l'agent se trouve encore dans l'exercice de ses fonctions.

D'ailleurs, en ce qui concerne ces dernières, la loi du 22 floréal de l'an II qui étendait les peines de la rébellion du Code de 1791 aux violences postérieures à l'exécution des actes de l'autorité publique et destinées à interrompre cette exécution ou à en faire cesser l'effet ne semble plus être en vigueur à l'heure actuelle. Un avis du Conseil d'Etat (1), approuvé le 8 février 1812, a décidé en effet que cette loi de l'an II était abrogée par l'article 484 du Code pénal : « Considérant que l'article 484 en ne chargeant les cours et tribunaux que de continuer d'observer les lois et règlements non renouvelés par ce Code que dans les matières qui n'ont pas été réglées par ce Code même, fait clairement entendre que l'on doit tenir pour abrogés toutes les anciennes lois et anciens

1. Dalloz. *Rébellion*, n° 23

règlements qui portent sur des matières que le Code a réglées, quand même ces lois ou règlements prévoiraient des cas qui se rattachent à ces matières mais sur lesquels le Code est resté muet. »

Et d'après l'avis, la loi de l'an II rentre justement dans ces matières réglées par le Code pénal. Par son objet, en effet, cette loi devrait être classée sous la rubrique : « Résistance, désobéissance et autres manquements envers l'autorité publique » qui forme l'intitulé de notre section.

Or, si la déposition de la loi de l'an II ne se retrouve pas dans cette section qui règle à fond toutes les matières comprises dans sa rubrique, c'est la preuve que le législateur a voulu l'abroger.

Cet avis ayant été approuvé par l'empereur il a force de loi.

Postérieurement au Code pénal, mais antérieurement à l'arrêt du Conseil d'Etat approuvé, la Cour de cassation avait jugé que cette loi de l'An II était encore applicable (1).

Cette étude de l'intention délictuelle clôt le chapitre consacré aux éléments constitutifs de la rébellion. Dans cette analyse de la rébellion nous sommes allé du connu à l'inconnu, du visible à l'invisible.

Que voit-on de la rébellion ? Par quoi s'extériorise-t-elle ? Contre qui s'exerce-t-elle ? Quand ? Implique-t-elle un but spécial ?

1. Cassation, 7 juin 1811. *Dall. Rébell.* n° 24.

Nous avons répondu : Elle s'extériorise par des violences spéciales, s'exerce sur des agents limitativement énumérés.

Quand, sous quelles conditions ? Deux groupes de conditions. Les unes dépendent de l'argent protégé, les autres de l'auteur des violences.

Il faut : 1° Que l'agent manifeste l'exercice des fonctions qu'il remplit par des actes d'exécution et le port des insignes ; 2° Que l'auteur des violences soit mû par le désir d'arrêter, d'entraver ces actes de l'autorité, et il faut à cet effet que ces violences soient contemporaines de l'exécution de ces actes. La rébellion nous apparaît ainsi comme un délit complexe dont les éléments s'enchaînent étroitement. L'un appelle l'autre si impérieusement, que nous n'avons pu nous défendre parfois contre des anticipations utiles, il est vrai, à la compréhension des rapports de ces éléments entre eux, et de l'ensemble. Intimement liée aux fonctions de l'agent, logiquement et sans anticipation cette fois, il eût fallu adjoindre à l'étude de ces fonctions, la théorie de la résistance aux actes illégaux des agents de l'autorité. Mais, en raison de son importance pratique, de ses variations séculaires, de l'abondance des discussions qu'elle comporte, nous avons préféré lui consacrer un chapitre distinct.

CHAPITRE II

LA RÉSISTANCE AUX ACTES ILLÉGAUX DES AGENTS DE L'AUTORITÉ PUBLIQUE

Si nous avons accordé la protection de l'article 209 à l'agent de l'autorité publique, c'est que nous avons supposé jusqu'à présent qu'il agissait légalement, ou en vertu d'ordres légaux. Faut-il lui maintenir cette protection aux cas où il se rendrait coupable d'actes illégaux, arbitraires, ou irréguliers, c'est-à-dire d'actes contraires à la loi, d'actes de pur caprice, ou d'actes entachés d'irrégularités formelles ? La question est grave et célèbre car elle oppose les droits naturels et sacrés de l'individu aux exigences sociales de la tranquillité et de l'ordre publics.

Conflit passionnant de droits et d'intérêts également respectables !

La question est riche en précédents doctrinaux : romains, moyenageux, modernes.

Nous les passerons en revue. Puis, il nous faudra scruter une jurisprudence abondante et variée. Cette double étude nous révélera toutes les distinctions et complexités théoriques de la question. L'examen des recours judiciaires accordés aux particuliers lésés en accusera l'importance pratique, et nous fournira peut-être, à ce point de vue, matière à conclusions. Finalement il sera bon de jeter un coup d'œil sur les législations étrangères, notamment sur la législation belge spécialement intéressante à notre point de vue,

Étude de la Doctrine

Précédents romains et du moyen âge. — Il est curieux de constater que dans un pays aussi respectueux des lois que l'était l'empire romain on ait admis déjà le droit à la résistance contre les agents de la force publique, lorsqu'ils excédaient les limites de leurs pouvoirs.

La loi 5, livre X, titre I, *Code de jure fisci* permet de résister aux agents du Trésor lorsqu'ils viennent illégalement s'emparer des biens d'un individu. Ce droit à la résistance est même étendu à tous ceux qui y ont intérêt.

« Et ut omni provisionis genere occursum fit Cæsarianis, sancius licere universis quorum interest objicere manus his qui ad capienda bona alicujus venerint qui succubuerit legibus, ut etiamsi officia-

les ausi fuerint a tenore datæ legis desistere, ipsis privatis resistentibus, a facienda injuria arceantur ».

Au moyen âge on soutient les deux théories adverses : celle de la résistance, et celle de la soumission aux actes illégaux. Les partisans de la résistance sont nombreux et catégoriques, mais la plupart semblent confondre et assimiler les sentences injustes du juge aux actes illégaux des agents d'exécution.

Voyez sur ce point Clarus et Farinacius (1).

Chez Farinacius la question se complique de considérations théologiques : Le juge étant le ministre de Dieu sur la terre, il sera déchu de ce caractère s'il ne rend pas de la bonne justice : ce ne sera plus qu'un simple particulier auquel il sera possible de résister, ainsi qu'à ses officiers (*officiales*). Bien plus la résistance dans ce cas n'est pas un droit, mais une obligation : il faudrait punir l'individu s'il ne résistait pas.

Bœrius (2) cependant ne vise que la résistance aux actes des agents d'exécutions ; ses distinctions, inspirées du droit romain, seront reproduites plus tard par les auteurs modernes. Il décide que le fugitif qui a homicide le sergent ayant ordre de le prendre sera puni à condition que ce dernier ait fait connaître son mandat et n'en ait pas excédé les limites, ni méconnu

1. Clarus. *Sententiarum Liber* 5, question 29, p. 466. Farinacius, *Varix questiones*, n° 85.

2. Bœrius. *Décisiones*, n° 170, p. 301.

les formes, etc. Boërius et Clarus exigent d'ailleurs que les archers ou satellites soient porteurs de leurs insignes.

Grotius (1) admet aussi la résistance aux actes injustes. Barbeyrac (2), commentant Grotius distingue les injustices douteuses et supportables des injustices manifestes et insupportables : on doit souffrir les premières, mais on n'est pas obligé de souffrir les autres.

L'opinion adverse, contraire à la résistance fut soutenue, nous dit Farinacius, par Luc de la Penna, et par un groupe important de docteurs.

Jousse (*Traité de Justice criminelle*, t. IV, *Rébellion à Justice*), traite de la résistance à la fois dans son article sur la « Recousse de prisonniers » et dans l'article suivant intitulé : « Résistance et rébellion des accusés décrétés et condamnés ».

Dans son article sur la « Recousse de prisonniers » il s'agit non seulement de la rébellion proprement dite, c'est-à-dire d'une résistance ou attaque violente et personnelle émanée d'un individu victime d'actes illégaux des agents de la force publique, mais aussi d'une rébellion émanée de tierces personnes et qui a pour but de s'opposer à la capture illégale d'un individu ou de délivrer un prisonnier injustement condamné.

1. Grotius. *De Jure belli et pacis*, t. I, p. 69.

2. Barbeyrac. *Notes sur Grotius*, t. I, p. 171.

Jousse précise suffisamment, semble-t-il, en quoi l'arrestation pourra être injuste : « Ce sera, dit-il, comme si des archers veulent arrêter quelqu'un sans décret ni ordonnance de justice. » Injuste est donc synonyme d'illégal pour lui, lorsqu'il s'agit d'arrestation. Bien qu'il ne précise pas de la même façon en quoi la condamnation peut être injuste, on peut puiser des exemples dans les hypothèses énoncées dans cet article : il s'agirait par exemple des cas où le juge n'aurait aucune juridiction, ou se serait prononcé sans connaissance de cause.

Il faut toutefois qu'il s'agisse d'une injustice notoire et évidente. Jousse n'est-il pas allé un peu loin en admettant la résistance même en ce qui concerne les condamnés ? Il faudrait aujourd'hui la prohiber eu égard à la maxime : *Res judicata pro veritate habetur*.

Deux restrictions toutefois à cette admission de la résistance :

1° On ne doit pas résister lorsque les archers peuvent arrêter sans ordonnance de justice, comme lorsque on est trouvé portant des armes défendues, ou à l'égard de celui qui a enfreint son ban ou quand il s'agit de vagabonds ;

2° Il faut que les violences soient en quelque sorte un *ultimum subsidium* aux mains de leur auteur.

Si on a d'autres moyens d'empêcher l'acte injuste, on serait punissable de n'y avoir pas eu recours.

Dans son article III du même chapitre de rébellion à justice intitulé « Rébellion, résistance des accu-

sés décrétés ou condamnés », Jousse vise le cas où les violences proviennent uniquement de la victime d'une arrestation illégale. Ce prévenu pourra résister principalement lorsque celui qui veut l'arrêter est sans caractère ou, lorsque, ayant caractère, il n'a point les marques de son ministère (comme Boërius et Clarius il admet donc la nécessité du port des insignes), lorsqu'il a excédé les bornes de son pouvoir, lorsqu'il n'a pas respecté les formes de la justice, ou enfin lorsqu'il est porteur d'un décret ou mandement d'un juge sans caractère.

Ainsi Jousse, le premier, distingue nettement les cas où l'illégalité provient du juge (décret d'un juge sans caractère), de ceux où elle est imputable à l'agent d'exécution (absence de caractère, absence d'insignes, excès de pouvoir, inobservation des formes judiciaires).

Il est intéressant de relever dans Jousse cette distinction qui n'apparaissait pas nettement chez les docteurs. Et quel sera dans chacune des hypothèses précitées le fondement de la résistance.

Ce sera, dit Jousse, plutôt une légitime défense qu'une rébellion. Et, devant l'assimilation moderne de l'article 328 de la légitime défense d'autrui à la défense de soi-même, ou plutôt s'inspirant de notre loi romaine précitée il permet à la victime d'illégalité d'appeler ses amis et ses voisins à son secours. N'est-ce pas aussi sur le fondement de la légitime défense d'autrui qu'il admet sa « recousse de prisonniers ? »

Le Parlement de Dijon avait admis aussi la résistance contre un sergent dans le cas où il agirait sans commission, ou excéderait cette commission, ou ferait effraction des portes d'une maison sans mandement exprès. Dans ce dernier cas, l'arrêt (1) dit qu'on peut résister « parce que les sergents doivent aller plutôt par voie amiable et honnête que par force et violence, et si on leur résiste en ce cas c'est plutôt comme à personne privée que publique ». Une double atténuation corrige chez Jousse ce que cette revendication de la résistance pouvait avoir d'excessif sous un régime de pouvoir absolu : 1° La résistance, dans les cas où elle est justifiée par la légitime défense ne bénéficiera que d'une diminution de peines ; 2° Elle doit être en principe limitée dans ses manifestations physiques (il n'est pas permis sauf en certains cas de tuer ou de blesser les sergents).

Epoque révolutionnaire. — L'article 7 de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen porte que « Nul homme ne peut être accusé, arrêté ni détenu que dans les cas déterminés par la loi et selon les formes qu'elle a prescrites. Ceux qui sollicitent, expédient, exécutent ou font exécuter des ordres arbitraires doivent être punis ; mais tout citoyen appelé ou saisi en vertu de la loi doit obéir à l'instant ; il se rend coupable par la résistance. » Sans

1. Bouvot. *Questions notables : Sergents*, questions 23. Arrêts du 30 septembre 1610.

admettre d'une façon formelle la résistance aux actes illégaux, ce texte la reconnaît implicitement. Elle résulte en effet de l'opposition de deux membres de phrase. Si un citoyen appelé ou saisi en vertu de la loi doit obéir à peine de résistance (second membre), il n'en sera pas de même de celui qui sera arrêté illégalement. La prohibition expresse d'une telle arrestation n'implique-t-elle pas d'ailleurs l'idée que l'on pourra, si elle se produit, la repousser par la force ?

On pourrait le soutenir.

En faveur de la résistance, on peut invoquer aussi la disposition précitée du Code de 1791 (1) : Subordonnant la constitution du crime d'offense à la loi à l'existence de la légalité dans l'action de l'agent, on peut induire vraisemblablement par argument *a contrario* que ce texte autorise la résistance contre des agissements illégaux.

L'article 11 de la déclaration du 24 mai 1793 admettait catégoriquement la résistance aux actes illégaux : « Tout acte exercé contre un homme, hors des cas et sans les formes que la loi détermine est arbitraire et tyrannique : celui contre lequel on voudrait l'exécuter par la violence a le droit de le repousser par la force. » Ce texte prévoyait donc le cas où des actes d'exécution violents et illégaux auraient été accomplis par l'agent de l'autorité.

1. Se reporter à l'historique.

Ainsi, à l'époque révolutionnaire, la résistance aux actes illégaux des agents de l'autorité était admise et même proclamée : Le Code pénal allait-il s'engager dans la même voie ? Aucune solution favorable au contraire à la résistance ne semble pouvoir être tirée de l'interprétation de l'article 209. D'abord aucune affirmation ou dénégation expresses : cet article est muet.

Ne peut-on au moins induire la résistance par argument *a contrario* ? Nous ne le pensons pas. L'article 209 se contente d'exiger que les agents procèdent à des actes d'exécution dans l'exercice de leurs fonctions : aucune mention concernant la légalité ou l'illégalité de leurs agissements. Or, ne faudrait-il pas au moins, pour conclure à la possibilité de la résistance que le mot légalement fut ajouté au texte comme dans le Code pénal de 1791 ?

On peut bien induire de l'article 209 tel que nous l'avons interprété, par argument *a contrario*, le droit à la résistance contre l'agent dans le cas où il agirait sans être dans l'exercice de ses fonctions, car alors cet agent n'est plus qu'un particulier contre lequel on peut résister par la force, comme contre tout particulier. Mais il ne peut résulter de ce texte que l'agent, dans l'exercice de ses fonctions, c'est-à-dire revêtu du caractère public qui lui assure la protection de l'article 209, perdra le bénéfice de cette protection au cas où il commettra des illégalités dans l'exercice de ces fonctions.

En un mot doit-on tolérer la résistance contre

l'agent de l'autorité, considéré comme tel, mais agissant illégalement, comme on doit la tolérer contre un agent considéré comme un simple particulier ? Ou, doit-on, au contraire, prohiber cette résistance aux actes illégaux de l'agent en prétendant que l'article 209 malgré son silence leur étend sa protection ? En réalité, l'article 209 est muet : on n'en peut rien tirer.

M. Garçon croit qu'il est bon, à défaut de dispositions législatives de s'inspirer de l'esprit du Code pénal de 1811. « Il ne faut pas oublier, dit-il, que le Code de 1811 a été écrit à une époque de réaction autoritaire : ses auteurs ont peut-être estimé qu'il était dangereux pour le bon ordre social de proclamer dans la loi même le droit de résister à tout acte injuste de l'autorité comme l'avaient fait la Constituante et la Convention ; mais ils n'ont pas voulu affirmer non plus que toute résistance à l'acte le plus injuste était punissable, doctrine dont ils sentaient pratiquement les inconvénients et même l'impossibilité ! » Juste distinction entre l'esprit révolutionnaire et celui de notre Code pénal. Dans les orages révolutionnaires était née la mâle fierté des énergies individuelles ; l'orgueil des droits et libertés chèrement conquis exulte ; il faut sauvegarder ces victoires à tout prix, même au détriment de l'autorité.

C'est ainsi que l'article 11 de la Déclaration des droits de l'homme décide « que le but de toute association politique est la conservation des droits naturels et imprescriptibles de l'homme : Ces droits sont

la liberté, la propriété, la sûreté et la résistance à l'oppression ».

L'époque où fut élaboré notre Code pénal est celle au contraire où l'autoritarisme napoléonien est en pleine vigueur, et il est certain qu'à ce moment les revendications révolutionnaires auraient paru subversives. Si Napoléon s'est inspiré souvent des idées révolutionnaires, s'il a continué notamment l'œuvre d'unification et d'égalité de la Révolution, il y a gros à parier toutefois que le dominateur de l'époque impériale n'aurait pas admis avec autant d'indulgence les révoltes individuelles contre l'autorité qu'il admettait bénévolement, sous l'empire la continuation du calendrier républicain, ou le cours des anciennes monnaies sur lesquelles l'effigie impériale se contentait de protéger la République.

Quoi qu'il en soit de l'esprit du Code pénal, examinons la doctrine postérieure à ce Code.

Doctrines postérieures au Code pénal. — On peut répartir les auteurs en trois groupes : 1° Partisans de la résistance ; 2° Partisans de la soumission ; 3° Ceux qui font des distinctions. Etudions-les successivement.

Inobservation
des formes

Doctrine de la Résistance. — Carnot (1) admet la résistance aux actes illégaux des agents de l'autorité publique, qu'il y ait simple inobservation des formes légales ou absence totale d'ordres. Dans le

1. Carnot, *Traité la criminalité*, p. 610 et suiv.

premier cas, critiquant un arrêt de Cassation du 14 avril 1820 qui avait admis qu'il y a crime ou délit de rébellion dans la résistance avec violence et voies de fait envers les officiers ministériels, bien que les formes n'eussent pas été rigoureusement observées par eux (l'huissier, dans l'espèce, procédant à l'exécution d'une contrainte par corps, avait omis de se faire assister du juge de paix pour s'introduire au domicile de l'individu, comme l'exige l'article 781 du Code de procédure civile), critiquant un tel arrêt, Carnot s'exclame : « Mais si personne ne peut être arrêté que dans les cas prévus par la loi et que dans les formes qu'elle détermine, aux termes de l'article 4 de la charte constitutionnelle, et si la loi défend de s'introduire dans la maison des citoyens, lors même qu'il s'agit d'une contrainte par corps, sans l'assistance du juge de paix, aux termes de l'article 781 du Code de procédure civile, comment peut-il arriver que celui qui s'oppose, la loi à la main, à la violation de son domicile, puisse à raison de sa résistance être légalement condamné aux peines de la rébellion ? S'il en est ainsi dans quel cas deviendront applicables et l'article cité de la charte et l'article 781 du Code de procédure civile ? »

Ce qu'il y a d'original dans Carnot c'est l'idée que les actes illégaux ont en quelque sorte pour effet d'intervertir les rôles normaux de l'agent de l'autorité et de l'auteur des violences de l'article 209. De victime, l'agent de l'autorité deviendrait le coupable, car il aurait violé la loi. Le coupable, l'auteur

des violences deviendrait la victime, car il subirait les violations de la loi et comme conséquence il se transformerait en une sorte d'agent, de champion de la loi à rôle défensif afin de repousser justement par la force les violations de la loi. Intersion des peines par suite : seul l'agent coupable serait puni.

Ainsi la résistance, dans notre hypothèse, serait justifiée non seulement par la légitime défense, mais surtout par cette considération, que la victime, se dressant « la loi à la main » pour s'opposer à la violation de son domicile, apparaît comme temporairement investie d'une sorte de mission d'intérêt public à l'effet d'assurer l'exécution régulière de la loi, en opposant la loi protectrice à la loi violée. Homme d'ordre cependant et vivant sous un régime monarchique, Carnot souhaite de la modération et la prudence dans les violences répulsives.

Défaut
d'ordres et
violences
illégitimes

Même possibilité de résister, à plus forte raison, lorsqu'il y aura absence d'ordres ou si les agents porteurs d'ordres ont commencé à user de violences et de voies de fait sans y être provoqués. Appliquer dans ces cas les peines de la rébellion « ne serait-ce pas mettre la vie, l'honneur et la fortune des citoyens à la merci des officiers ministériels ou autres agents de l'autorité publique » ? Il insiste spécialement sur les violences arbitraires commises par les agents de l'autorité. Résister à de semblables violences est de droit naturel, car on ne comprend pas que l'on distingue ces violences des agents des violences émanées de simples particuliers : lorsqu'elles sont

arbitraires on doit pouvoir les repousser dans tous les cas. Objectera-t-on qu'il suffit d'employer pour réprimer ces violences arbitraires le remède ordinaire des poursuites judiciaires ? Mais alors, répond Carnot, vous assimilez les agents de l'autorité publique aux autres personnes, et de cette assimilation il doit résulter par suite que l'on ne peut pas plus imputer à crime ou à délit la résistance à ces violences arbitraires, lorsqu'elle est dirigée contre ces agents que l'on ne peut imputer à crime ou délit la résistance à des violences analogues lorsqu'elles émanent de particuliers.

En somme, Carnot admet la résistance aux actes illégaux, car il y voit une garantie contre la violation des lois, en même temps qu'une légitime défense.

Le Sellyer (1). — Il admet en principe l'idée de Farinacius à savoir : que les agents de l'autorité qui dépassent les limites de leur autorité ne sont plus que de simples particuliers : on peut donc leur résister par la force comme on résisterait à ces derniers. Cependant « si le préjudice qui doit résulter de l'abus d'autorité est de nature à pouvoir se réparer, nous croyons plus convenable, dit-il, de se soumettre provisoirement en se faisant, s'il est possible, donner acte de ses protestations et de ses réserves en réclamations de dommages et intérêts. »

1. *Traité de la criminalité*, t. I, page 294 et suivantes.

Ce sera pour éviter le scandale et le danger d'une lutte contre le pouvoir. « Mais, si le préjudice que doit causer l'abus d'autorité n'est pas de nature à être réparé, si la lutte qu'engagera la résistance ne doit pas être plus préjudiciable que la soumission, si le tort du pouvoir est évident, on peut opposer aux abus de l'autorité une résistance qu'elle a provoquée et rendue nécessaire. » En somme Le Sellyer complique la théorie de Carnot d'une distinction analogue à celle de Barbeyrac. En principe il admet la résistance et sur le même fondement que Carnot : la légitime défense, laquelle, étant basée sur le droit naturel, doit être admise ici, prétend-il, bien qu'il n'y ait pas de texte formel. Mais au lieu de conseiller seulement la modération comme Carnot, il fait appel au jugement, à la perspicacité de la victime des illégalités : elle devra distinguer les abus d'autorité entraînant un préjudice irréparable des autres, et réserver sa riposte pour les premiers.

Est-ce à dire que l'individu irréfléchi ou dénué d'une perspicacité digne d'être confirmée judiciairement qui aurait résisté à des actes n'entraînant pas un préjudice irréparable serait, d'après Le Sellyer, coupable de la rébellion ?

Nous ne le pensons pas, car il ne fait que conseiller dans l'hypothèse de préjudice réparable une soumission provisoire qui évitera le danger et le scandale. « Nous croyons plus convenable, dit-il, dans ce cas, de se soumettre provisoirement. » Purement facultative sera donc cette soumission pro-

visoire, car elle ne correspondra qu'à un conseil de modération et non pas à une obligation imposée à peine de rébellion. C'est heureux, car comment exiger que l'individu lésé puisse tirer un critérium de détermination de distinctions aussi imprécises que celles de Le Sellyer ?

Il rétorque cet argument que l'article 209 punit indistinctement toute résistance aux actes de l'autorité, qu'il s'agisse d'actes légaux ou illégaux. En effet, dit-il, l'article 209 (interprétation aussi contestable que celle qu'il combat), supposant que les agents dont il parle agissent pour l'exécution des lois, des ordres ou ordonnances de l'autorité publique exige par là des actes légaux. Par suite, cet article restreint l'application de la rébellion aux cas de résistance à des actes légaux. Il ne peut donc lui être opposé ; bien plus il doit lui fournir un argument *a contrario*.

En somme, chez Le Sellyer, la théorie de la résistance apparaît dominante. Il se contente de conseiller en certains cas la soumission provisoire.

Isambert et Dupin. — Isambert, avocat à la Cour de cassation, dans un article sur les arrestations arbitraires publié dans la *Gazette des Tribunaux* du 14 septembre 1826, déclare que « pour être libre il faut commencer par le vouloir et s'enquérir dans quels cas les agents de la force publique et les officiers de police judiciaire ont le droit d'arrestation ». Seuls, les magistrats auraient le droit d'arrestation : S'il s'agit d'agents de police, d'officiers de paix et d'au-

tres agents, leur mission ne leur conférant aucun caractère légal *ad hoc*, puisqu'elle se borne à surveiller et rendre compte aux commissaires de police et aux officiers de police judiciaire, on pourra, hors le cas de flagrant délit pour crime, les repousser par la force, même offensive aux cas où ils porteraient atteinte à la liberté des citoyens domiciliés. S'il s'agit de gendarmes, hors le même cas de flagrant délit pour crime, une résistance passive pourra leur être opposée par les mêmes personnes (refus de marcher, ou appel aux citoyens présents).

Isambert fut traduit devant le tribunal correctionnel de la Seine sous la prévention de provocation directe à la résistance à la force publique, et à la désobéissance aux lois.

L'avocat général admit, en thèse générale, que la résistance est inadmissible même au cas où l'agent excéderait ses pouvoirs.

Et partant de ce principe qui surplombait sa thèse particulière et couvrait ce qu'elle pouvait avoir de controversable, il s'efforça de démontrer au moyen des textes et en invoquant la sécurité publique que les gendarmes et officiers de paix avaient en tous les cas le droit d'opérer des arrestations. Il cita la loi du 21 septembre 1791 (art. 2), remise en vigueur par la loi du 23 floréal an IV et l'arrêté du 12 messidor an VIII (art. 38) : pour les droits des officiers de paix, du préfet de police et de ses agents. Pour les gendarmes, il invoque l'article 125 de la loi du 28 germinal an VI.

Dupin, chargé de défendre Isambert, prétend que si on doit obéir sans réserve à tout ce qui est légal, on peut résister sans crime à tout ce qui est arbitraire. Après avoir critiqué l'interprétation de l'article 125 du 28 germinal an VI, il démontre que l'ordonnance du 29 octobre 1820, d'accord avec le Code pénal et la loi de germinal ne permet à la gendarmerie que les actes d'arrestations légaux. L'article 209 du Code pénal exige aussi des actes légaux de ces agents (même argument que celui de Le Sellyer, c'est-à-dire tiré des termes : « agissant pour l'exécution des lois, etc. ») (1).

L'ar suite, la résistance sera possible en cas d'arrestations illégales. Quant aux officiers de paix, Dupin leur dénie le droit d'arrêter de leur chef les citoyens domiciliés, car ils ne figurent pas dans l'énumération des officiers de police judiciaire.

Le tribunal correctionnel reconnaît que les lois invoquées par le ministère public accordent aux officiers de paix et gendarmes les pouvoirs d'arrestation qu'on leur conteste. Il condamne Isambert pour provocation à la désobéissance à la loi, et pour provocation à la rébellion, restée sans effets.

La Cour d'appel confirma cette interprétation des lois, mais déchargea Isambert de sa condamnation, attendu que son article ne contenait pas intentionnellement de provocation à la rébellion.

1. Cour royale de Paris, 27 mars 1827 (S. 27. 2. 172).

Cette affaire Isambert est intéressante, car elle met en présence les deux théories adverses : celle de la résistance et celle de la soumission. Toutefois elle roule davantage sur une question de légalité que sur une question de résistance.

Armand Carrel et Odilon Barrot (1). — Dans le *National* du 24 janvier 1832, Carrel avait publié un article intitulé : « Du flagrant délit en matière d'impression et de publication d'articles » dans lequel il conseillait aux journalistes de résister par la force aux arrestations préventives opérées contre eux sous prétexte de flagrant délit. « Le mandat de dépôt, sous prétexte de flagrant délit, disait-il, ne peut être décerné légalement contre les écrivains de la presse périodique, et tout écrivain pénétré de sa dignité de citoyen opposera la loi à l'illégalité, et la force à la force : c'est un devoir : « advienne que pourra ». C'est à la suite de mandats d'amener dont certains avaient été convertis en mandats de dépôt, mandats décernés par le juge d'instruction du tribunal de la Seine contre plusieurs écrivains ou rédacteurs de journaux, que cet article avait été publié. Carrel fut traduit devant la Cour d'assises de la Seine sous la prévention du délit de provocation à la désobéissance aux lois et au crime ou délit de rébellion. Le ministère public, après avoir déclaré en principe que si l'on accordait à chacun la faculté de délibérer sur

1. Cour d'assises de la Seine, 13 mars 1832 (S. 32. 2. 181).

les décisions de la justice ce serait retomber dans la barbarie, s'efforce de prouver :

1^o Qu'il ne s'agit pas dans l'espèce de flagrant délit, mais de délits d'une gravité particulière et récidivés ;

2^o Que le juge d'instruction est autorisé par l'article 28 de la loi du 26 mai 1819 à délivrer des mandats de dépôt ou d'amener contre des écrivains ou journalistes prévenus de délits de presse.

La résistance ne serait permise, d'après le procureur général, que dans deux cas : 1^o Quand le mandat serait délivré par un homme sans qualité : 2^o Quand il ne serait revêtu ni du seing, ni du cachet du juge.

Carrel, dans sa défense, invoque en faveur de la résistance des considérations politiques : « Avant tout, dit-il, il convient de s'entendre sur ce que c'est que la loi dans un pays qui a détrôné les pouvoirs dits légitimes pour ne plus reconnaître que les pouvoirs délégués. Dans un tel pays la loi n'est plus une divinité capricieuse dont MM. les procureurs du roi, à titre de grands prêtres soient chargés d'expliquer les oracles : C'est un livre ouvert à tout le monde. Les pouvoirs du gouvernement, quels que soit son nom, sa forme, y sont tracés à côté des conditions d'obéissance du citoyen. Il y a des lois qui arment le gouvernement et c'est à lui à les faire respecter dans tous les cas ; il y en a d'autres qui protègent des libertés nationales et celles-là reposent sur l'énergie individuelle des citoyens.

L'équilibre de la société n'existe qu'à la condition que le gouvernement soit à la fois obéi et contenu par les citoyens suivant le droit... Si l'obéissance est un devoir pour le citoyen, la résistance dans l'occasion en est un autre. »

Il légitime enfin la résistance, en se basant, comme Carnot, sur cette idée qu'au lieu de constituer, lorsqu'elle s'attaque aux actes illégaux, une désobéissance aux lois, dangereuse pour l'organisation sociale, cette résistance doit être considérée au contraire comme un combat bienfaisant en faveur de la loi et de la justice. Livrer une semblable lutte c'est résister au nom de la loi, et non se rebeller contre la loi ; par suite les citoyens ont le droit et même le devoir de lutter : « Quand vous aurez reconnu que la résistance dont il s'agit eût été pour la loi et non pas contre la loi, vous m'accorderez qu'il n'eût pas été d'un bon citoyen d'être si intimement convaincu de son droit et de manquer de courage pour le soutenir. »

Odilon Barrot. — Défenseur de Carrel dans cette affaire, Odilon Barrot déclare de même que la résistance au pouvoir est non seulement un droit mais un devoir, lorsqu'il fait des actes arbitraires ou illégaux. Il vibre encore d'indignation au souvenir des fameuses ordonnances de juillet ; toute chaude encore, la révolution qu'elles déchainèrent s'impose en son esprit, comme la consécration des légitimes résistances à l'arbitraire. S'il y a des lois protectrices du

gouvernement, n'y a-t-il pas aussi des lois protectrices de la liberté des citoyens.

Repousser l'arbitraire est combattre pour la civilisation et la justice en défendant le droit contre la force. Il est des arrêts de Cassation qui ont consacré le droit à la résistance comme un moyen extrême.

Abordant ensuite la question de droit, il conteste les pouvoirs d'arrestation préventive que le ministère public reconnaît au juge d'instruction en vertu de l'article 91 du Code d'instruction criminelle, en matière de délits de presse, vu que ces délits n'existaient pas encore lors de la rédaction de ce Code.

Si on tolère les résistances individuelles à l'arbitraire, déclare-t-il en terminant, au lieu de battre en brèche le pouvoir, elles le préserveront des catastrophes politiques qui pourraient éclater à la suite d'une tension sourde et réprimée contre les actes illégaux.

Carrel fut acquitté par le jury !

Doctrine de l'obéissance. — On compte parmi ses partisans : Serrigny, Blanche, Favard de Langlade.

Il est curieux de remarquer qu'ils condamnent la résistance au nom des mêmes principes que ceux qui sont invoqués par leurs adversaires pour la revendiquer : respect de la loi, de la tranquillité publique, l'intérêt social.

Serrigny (1). — Si Serrigny admet la résistance

1. Serrigny. *Droit public des Français*, t. I, p. 465.

nationale contre l'oppression et la violation manifeste de la constitution, il refuse cependant de légitimer la résistance individuelle contre les ordres illégaux d'arrestation. La première en effet est un *ultimum præsidium* contre la tyrannie ; l'autre au contraire peut et doit être suppléée par des secours judiciaires postérieurs à une soumission provisoire. Il est en effet d'intérêt social de substituer l'autorité de la loi et des tribunaux, pour réprimer la violation de tous les droits, à la force individuelle.

La justice individuelle ne doit remplacer la justice sociale que lorsque cette dernière devient impossible « dans le cas, par exemple, où un brigand m'attaque au coin d'un bois. » Aucun argument favorable ou contraire à la résistance ne peut être tiré d'après Serrigny des termes de l'article 209. La peine de la rébellion doit être appliquée aux violences et voies de fait contre les agents de l'autorité, même en cas d'arrestation irrégulière. Toutefois, Serrigny se déclare embarrassé lorsqu'il s'agit d'admettre une semblable conclusion. La trouve-t-il au fond trop sévère, bien qu'il en admette la déduction logique ? Nous le pensons, car il semble vouloir atténuer cette solution, en admettant pour la victime d'arrestations illégales, l'excuse possible de provocation.

Blanche (1). — Cet auteur a conscience de la gravité des raisons invoquées en faveur de la résistance aux

1. *Blanche*, t. IV du *Code pénal*, p. 75.

actes illégaux ou irréguliers. Mais il préfère sacrifier les résistances individuelles à l'intérêt supérieur de la tranquillité publique au nom et en raison duquel l'agent doit être protégé contre la rébellion, alors même qu'il agirait illégalement ou irrégulièrement. « Est-ce que si la loi a pris sous son égide les agents de l'autorité, ce n'est pas moins pour eux que pour la société elle-même ? Est-ce qu'en les garantissant contre les violences, elle n'a pas voulu surtout prévenir les désordres, résultant de rixes individuelles si préjudiciables à l'ordre public ? » Au lieu de recourir à la force brutale, on doit se contenter de réclamer une réparation à la justice, à moins toutefois que l'acte illégal ne soit d'une illégalité telle qu'il ne puisse être considéré comme accompli pour assurer l'exécution des lois ou des ordres de l'autorité publique, et il cite sur ce point un arrêt de Cassation. Malgré cette restriction, d'ailleurs si vague, Blanche apparaît sévère à l'excès lorsqu'il refuse d'admettre que les blessures et les coups portés par les agents constituent une excuse légale en faveur du rebelle ou que la nécessité de la défense de soi-même ou d'autrui puisse justifier la rébellion.

Favard de Langlade (1). — Prétend que le crime ou délit de rébellion envers les officiers ministériels agissant pour l'exécution des mandats de justice ou de

1. Favard de Langlade. *Répertoire de Législation*, t. IV, p. 714.

jugements n'est point subordonné au plus ou moins de régularité des formes avec lesquelles ces officiers peuvent procéder : et il cite à l'appui un arrêt de Cassation.

Mais la plupart des auteurs s'efforcent de résoudre la question par des distinctions.

Ceux qui distinguent

Bourguignon (1). — Admet « que l'irrégularité des formes employées par les officiers de police judiciaire et autres désignés dans l'article 209, non plus que l'illégalité de l'ordre dont ils sont porteurs n'excusent pas la rébellion ». Mais pour que les agents (officiers ministériels et force armée) soient protégés contre la rébellion, il faut qu'ils soient porteurs de mandats et agissent en vertu d'ordres émanés de l'autorité. En ce qui concerne spécialement les arrestations illégales, *Bourguignon* (*Code d'Inst. criminelle*, p. 227) décide qu'on pourra leur résister si elles sont opérées sans les ordres des autorités constituées et hors les cas où la loi ordonne de saisir les prévenus ; dans ce cas, dit-il, on pourra résister comme on résiste au vol, à l'assassinat et à tous les autres crimes ; il en sera de même lorsque l'agent refusera d'exhiber l'ordre dont il est porteur. Mais

1. *Bourguignon. Jurisprudence des Codes criminels*, t. III, art. 209.

s'il s'agit seulement d'une arrestation opérée en vertu d'un ordre illégal, il prétend « qu'il y aurait grand danger de permettre aux individus dénommés dans l'acte de se constituer juges de la légalité ou de la régularité de cet ordre, de résister à son exécution et d'opposer la force à la force. Ce serait donner accès à l'anarchie ».

Rauter. — Deux questions distinctes chez cet auteur :

1° Les excès commis par l'agent peuvent-ils donner lieu à l'excuse légale de provocation ;

2° Dans quels cas (il ne s'agit donc plus d'excuse de provocation) la résistance peut être justifiée ?

Dans la première question (1) il ne s'agit donc pas de rechercher si la résistance peut être justifiée par la légitime défense, mais si elle peut bénéficier de l'excuse de l'article 321 du Code pénal, ce qui suppose de la part de l'agent une provocation manifestée par des coups ou violences graves, entraînant une riposte qui peut aller jusqu'à la mort.

Il s'agit là d'une excuse de provocation impliquant des conditions génératrices spéciales dont nous n'avons pas à nous préoccuper. Le délit de rébellion en effet diffère de ce délit de l'article 321 :

1° En ce qu'il n'exige pas des coups et violences graves de la part de l'agent : il se contente d'actes d'exécution (un procès-verbal de garde suffira) ;

1. Rauter. T. II, *Crimes et délits excusables*, p. 46.

2° Il est inférieur en gravité et plus nettement caractérisé dans ses manifestations physiques.

On comprend dès lors que Rauter admette largement cette excuse de provocation au cas où les actes de l'agent sont illégaux, car cette illégalité ne constituera qu'une raison supplémentaire et non indispensable au bien fondé de cette excuse, la condition essentielle et indispensable résultant de la nature même et de la gravité spéciale des actes de provocation. « La loi, dit Rauter, constitue chacun, à ses risques et périls, juge de la légalité des actes de l'agent de l'autorité publique. » Il serait regrettable qu'il en fût autrement, alors que ces actes constituent les violences graves de la provocation.

En somme, réserve faite de la question de savoir si on peut résister aux illégalités des agents de l'autorité, illégalités proprement dites, nous pensons qu'il faut faire subir aux agents de l'autorité les conséquences de leur provocation si elle remplit les conditions légales et s'attire les ripostes de l'article 321 (1). Le ripostant ne bénéficie d'ailleurs, dans ce cas, que d'une atténuation de peine.

De même lorsqu'il s'agit de violences exécutées sans motifs légitimes, d'abus de pouvoirs manifestés par des actes de pur caprice (dans le cas par exem-

1. Nous supposons : 1° que les violences provocatrices dépassent la mission de l'agent, ou en sont indépendantes ; 2° quelles n'ont pas été provoquées elles-mêmes par l'attitude menaçante des prévenus.

ple où un gendarme se rue sur une foule pacifique et frappe sans aucun motif). L'agent, dans ces deux cas, n'a-t-il pas perdu son caractère public ? ce n'est plus qu'un simple particulier ; il a démerité de la protection légale. Et l'article 186 du Code pénal, aggravant la répression contre un tel agent, n'autorise-t-il pas implicitement la résistance contre lui ?

Partie relative à notre question (1). — Dans la partie de son traité applicable au sujet qui nous occupe, Rauter distingue : Il condamne la résistance si l'acte est régulier en la forme, ou s'il était dans le pouvoir du donneur d'ordres de le prescrire : on ne peut alors invoquer que l'ordre était injuste ou mauvais au fond. Au contraire, en cas d'irrégularité ou d'incompétence, la résistance serait justifiée par la nécessité. Souvent même elle serait l'acte propre à arrêter un flagrant délit et par conséquent obligatoire (art. 106 du C. d'instr. crim.).

Trébutien (2). — Il d'istingue avec Barbeyrac les injustices douteuses et supportables et les injustices manifestes et insupportables. On doit souffrir les premières, mais on n'est pas obligé de souffrir les autres. Or, dans quels cas ces injustices seront-elles douteuses et supportables et exclueront-elles par suite le droit à la résistance ?

Trois conditions sont pour cela nécessaires mais suffisantes. Il faut :

1. Rauter. T. I, n° 384.

2. Trébutien, t. I, pp. 145 et suiv. du *Cours de Droit criminel*.

1° La présence d'un officier public agissant dans l'exercice de ses fonctions ;

2° L'existence et la justification à la personne intéressée d'un ordre émané de l'autorité compétente ;

3° Qu'il n'y ait pas de texte de loi interdisant l'acte ordonné par l'autorité.

Si ces trois conditions sont remplies, ni l'illégalité d'un ordre exécuté régulièrement (fausse interprétation de la loi, par exemple, imputable au donneur d'ordre), ni l'exécution irrégulière d'un ordre légal ne peuvent justifier la résistance.

Mais nos trois conditions, si elles sont suffisantes, sont nécessaires. En l'absence de l'une d'elles la résistance devient donc légitime. Il en sera ainsi lorsque l'officier public dont la présence est requise est absent ou incompetent (ce qui est la même chose, puisque en dehors de l'exercice de ses fonctions il redevient un simple particulier). De même, lorsque l'agent d'exécution ne pourra justifier d'un ordre émané d'une autorité compétente. La résistance sera légitime enfin lorsque la mesure dirigée contre le citoyen sera défendue par un texte formel de loi, qu'elle soit l'ordre lui-même de l'autorité ou un acte illégal imputable à l'agent d'exécution.

Ordre illégal par exemple : l'ordre de commettre la nuit une violation de domicile.

Acte d'exécution illégal : violation de domicile imputable à l'initiative de l'agent.

Cette théorie, conclut Trébutien, « nous paraît satisfaire à toutes les exigences légitimes de l'ordre social

qui ne demande nullement qu'on protège des abus de pouvoir flagrants et constituant même des délits ». Elle nous semble tout au moins subordonner le respect provisoire dû aux actes de l'autorité à la nécessité d'une notification de cette autorité et de ces actes.

Elle constitue aussi le citoyen défenseur des violations de la loi. Traitant de la résistance dans le chapitre de la légitime défense, toutes les fois que cette résistance sera permise, elle sera donc justifiée, et non excusée.

Chauveau A., Faustin Hélie et Villey (1). — La théorie de ces auteurs, moins précise que celle de Trebutien, autorise la résistance lorsqu'il s'agit de certaines illégalités flagrantes mais la condamne en principe en vertu d'une présomption de légalité. « Est-il possible de croire, disent ces auteurs, que la théorie de la résistance, mise en vigueur pendant des siècles, proclamée par les lois anciennes, recueillie par les législations modernes, enseignée par les plus graves jurisconsultes soit subversive de tout ordre, soit un outrage pour la loi elle-même ? Non, la société n'est pas mise en péril parce que la loi pose la limite de l'action du pouvoir, parce qu'elle cesse de le protéger quand il la dépasse et se livre à des actes arbitraires, non la loi n'est point

1. Chauveau Ad., F. Hélie et Villey, 1887. *Code pénal, Rébellion*, t. III, p. 90 et suiv.

outragée parce que les agents chargés de l'exécuter sont méconnus quand ils méconnaissent eux-mêmes leur mission. » On ne doit pas couvrir de la même protection l'abus et le droit. Cependant « la résistance active est un moyen extrême qui ne peut être légitime que lorsqu'elle repousse une attaque flagrante contre le droit ». En principe, il faut admettre la soumission provisoire aux actes de l'autorité, car ces actes doivent être couverts par une présomption de légalité (présomption tirée des arrêts de Cassation et qu'on trouve reproduite en de nombreux arrêts des Cours belges).

Mais dans quels cas exceptionnels cette présomption normale de légalité paraît-elle indigne d'être invoquée ? Lorsque l'agent ne pourra être considéré comme agissant dans l'exercice de ses fonctions (excès de pouvoir, violations flagrantes de droits, telles que les arrestations sans mandat, saisies sans jugements) ou lorsque cet agent ne sera pas porteur de son titre exécutoire. En l'absence de l'une ou de l'autre de ces conditions, la résistance serait possible.

Alors l'illégalité est tellement flagrante qu'elle prend les caractères d'un délit : la résistance n'est plus alors qu'une opposition de la force à la force, un acte de légitime défense, car l'acte que commet l'agent en dehors de ses fonctions, dès qu'il n'est plus l'exécution de la loi ou d'un ordre de l'autorité publique, n'est plus qu'un acte de force matérielle.

Or, la résistance, légitimée à l'égard de toutes

autres personnes changera-t-elle de nature à raison de la qualité de l'agent ? Légitime défense donc, mais dont l'exercice, ajoutent ces auteurs, doit être motivé par des voies de fait ou violences de l'agent, et proportionné à l'intensité de l'attaque.

Même idée dans Morin, que provision doit être due à l'agent et au titre, lorsque l'officier agit dans l'exercice de ses fonctions et qu'il est porteur d'un titre exécutoire ; l'irrégularité qui vient entacher soit ses opérations, soit le titre lui-même, ne peut constituer une excuse suffisante pour une résistance active (1).

Garraud. — De même dans Garraud (2) qui traite la question dans un chapitre consacré à la légitime défense. Le Code de 1810, prétend-il, n'a voulu trancher la question ni dans le sens de l'obéissance ni dans celui de la résistance. C'est le système du Code bavaïois de 1813, du Code prussien de 1851, du Code sarde de 1859 et du Code pénal de la Grèce.

Dans le silence du Code, Garraud établit deux propositions : l'une fondant la résistance, l'autre la limitant.

La première proposition est basée sur l'idée que l'agent qui commet un acte irrégulier ou arbitraire commet un excès de pouvoir : abusant par suite du caractère dont il est revêtu il a démérité de la pro-

1. Morin. *Répertoire de législat. crim.*, n° 8,

2. Garraud, t. I, pp. 580 et suiv., t. IV, p. 210.

tection légale. Ni au point de vue subjectif, ni au point de vue objectif, la résistance opposée à un tel acte ne saurait constituer le délit de rébellion. Au point de vue subjectif, la résistance aurait-elle en effet dans ce cas pour but d'empêcher l'exécution d'une loi ou d'un ordre de l'autorité ? (élément intentionnel nécessaire, d'après Garraud, nous l'avons vu, pour constituer la rébellion). Non, car on résiste justement parce que la loi n'est pas exécutée, parce que les garanties légales sont violées. Au point de vue objectif, le délit lui-même de rébellion avec sa criminalité spéciale : désobéissance et mépris de la loi ne peut être ici constitué, car il ne méprise pas la loi ni ne lui désobéit celui qui repousse un agent coupable d'abus de pouvoirs ; au contraire il se fait le champion de la loi en s'opposant à sa violation. Même idée par suite que Carnot et Carrel. D'où non seulement cette résistance cesse d'être délictueuse, mais elle devient légitime.

Deuxième proposition : Il est plus difficile de limiter le droit à la résistance que d'en reconnaître le bien fondé. Où finit le délit de rébellion ? Où commence le droit à la résistance ? Le délit de rébellion se transforme en droit à la résistance quand l'agent de l'autorité sort de « l'ordre légitime de ses fonctions. » C'est, d'après Garraud la pensée de la loi française. On doit sous-entendre dans l'article 209 le mot « légalement » et subordonner la protection que l'article 209 accorde aux agents de l'autorité à la légitimité de leurs agissements. Mais une telle supposition n'est-elle

pas incompatible avec « la réserve prudente » que notre Code au dire de Garraud lui-même garde sur la question ? Si l'article 209 a omis, dit-il, le mot « légalement » c'est qu'il n'a pas voulu trancher une question qui ne peut être résolue que d'après les circonstances dans lesquelles a eu lieu la résistance. Mais quelles sont les circonstances dans lesquelles l'agent, se trouvant dans l'ordre légitime de ses fonctions, sera protégé comme tel contre la rébellion ? S'il est porteur d'un mandat et s'il s'abstient d'excès de pouvoirs, il sera toujours protégé par l'article 209, encore que des illégalités ou irrégularités auraient été commises dans le titre ou dans son exécution. Il faut donc ces deux conditions, l'une positive, l'autre négative.

« Si ces deux conditions se rencontrent, le devoir des particuliers est de se soumettre : ce n'est pas à eux à juger soit la légitimité intrinsèque ou extrinsèque du mandat mis à exécution, soit la régularité même de l'exécution ».

En l'absence de l'une ou de l'autre de ces deux conditions la résistance serait permise comme une légitime défense, proportionnée par suite à l'intensité de l'attaque. Si elle est excessive, l'individu sera inculpé d'un délit contre les personnes et non d'un délit contre l'autorité. En somme, même limitation du droit de résistance dans Garraud que dans Chauveau et Faustin Hélie. Ce qu'il y a de plus original dans Garraud c'est l'essai de justification juridique de la résistance.

Dalloz adopte aussi les distinctions de Chauveau et Faustin Hélie (1).

Benjamin Constant. — Benjamin Constant, bien qu'il attaque violemment les lois injustes et les actes d'arbitraire, n'en limite pas moins la résistance aux premières à des cas déterminés, et semble même l'exclure en ce qui concerne les seconds, qui seuls ici nous intéressent. « L'obéissance à (2) la loi est un devoir, mais comme tous les devoirs il n'est pas absolu, il est relatif; il suppose que la loi part d'une source légitime et se renferme dans de justes bornes. Ce devoir ne cesse pas lorsque la loi ne s'écarte de cette règle qu'à certains égards. Nous devons au repos public beaucoup de sacrifices; nous nous rendrions coupables aux yeux de la morale si par un attachement trop inflexible à nos droits nous troubions la tranquillité, dès qu'on nous semble, au nom de la loi, leur porter atteinte. » Il permet seulement la résistance aux lois rétroactives, ou à celles qui prescrivent des actions contraires à la morale comme « si elle nous prescrivait de fouler aux pieds nos affections et nos devoirs, si, sous le prétexte absurde d'un dévouement gigantesque et factice à ce qu'elle appelle République ou Monarchie, elle nous interdisait la fidélité à nos amis malheureux, si elle nous commandait la perfidie envers nos alliés, ou

1. Dalloz. *Rébellion*, n° 41, *in fine*.

2. Benjamin Constant. *Cours de politique constitutionnelle*, t. II « Des Droits Individuels ».

même la persécution envers nos ennemis vaincus : anathème et désobéissance à la rédaction d'injustices et de crimes ainsi décorés du nom de loi ».

Voilà pour l'insurrection politique contre les lois injustes. Mais nous n'avons pas à nous préoccuper des lois injustes ; nous recherchons seulement si une loi émane oui ou non d'une source légitime, ou si son exécution n'est pas entachée d'illégalités ; ce qui est contraire à la justice, c'est-à-dire à la raison, à l'équité, n'en peut pas moins rester légal, régulier.

Dans son chapitre de la Liberté individuelle, Benjamin Constant vise plus directement notre sujet, lorsqu'il déclare que « ce qui préserve de l'arbitraire c'est l'observance des formes ; les formes sont les divinités tutélaires des associations humaines ». Attenter arbitrairement à la liberté individuelle c'est non seulement menacer toutes les situations privées, mais aussi toutes les fonctions publiques. « Vous voulez l'indépendance des tribunaux, des juges et des jurés, mais si les membres des tribunaux, les juges et les jurés pouvaient être arrêtés arbitrairement que deviendrait leur indépendance ? »

Pas de liberté de la presse non plus, car si un écrivain censurait les actes de l'autorité tout en se conformant aux lois, on l'arrêterait comme un individu dangereux, sans en déclarer la cause. L'arbitraire d'en haut entraîne d'ailleurs l'arbitraire d'en bas : celui des agents subalternes. Mais s'il flagelle ainsi l'arbitraire, au lieu d'admettre qu'on puisse lui résister par la force, il semble se contenter de la

punition de l'agent coupable : « Ce qui remédie à l'arbitraire c'est la responsabilité des agents coupables ». Et « les anciens croyaient que les lieux souillés par le crime devaient subir une expiation, et moi je crois qu'à l'avenir le sol flétri par un acte arbitraire aura besoin, pour être purifié de la punition éclatante du coupable, et toutes les fois que je verrai chez un peuple, un citoyen arbitrairement incarcéré et que je ne verrai point le prompt châtiment de cette violation des formes je dirai : ce peuple peut désirer d'être libre, il peut mériter de l'être, mais il ne connaît pas encore les premiers éléments de la liberté ».

Chassan (1). — Distingue plus nettement la résistance aux actes illégaux de l'autorité de la résistance aux lois injustes, c'est-à-dire aux lois contraires aux principes ou à quelques articles de l'acte constitutionnel du pays, mais rendues par les pouvoirs compétents. Il condamne la résistance aux lois régulièrement promulguées, car ce serait le règne de l'anarchie. Peut-on dire que la loi est inconstitutionnelle pour y résister ? Aux Etats-Unis, oui, si elle viole la constitution ; une pareille loi alors n'est pas obligatoire et les tribunaux sont autorisés à n'y avoir aucune part. C'est la Cour suprême qui jugera de l'inconstitutionnalité. Mais, en France comme en Angleterre, il en est différemment car le Parlement omnipotent

1. Chassan. *Traité des Délits et Contraventions de la Parole, de l'écriture et de la Presse*, t. I, p. 323.

peut toujours modifier la Constitution, il n'y a pas de lois inconstitutionnelles. Si la loi est mauvaise, bien que constitutionnelle, il existe des moyens réguliers et des organes légaux pour en obtenir le changement.

Quant aux actes illégaux ou arbitraires, s'il admet en principe qu'on peut parfois leur résister s'ils sont manifestement illégaux et arbitraires, il atténue cette affirmation par une double distinction : 1^o entre la désobéissance et la résistance d'une part ; 2^o entre l'ordre irrégulier en la forme ou émané d'une autorité incompétente, et l'ordre illégal au fond mais régulier en la forme.

La simple désobéissance sera licite dans tous ces cas, car elle n'est pas de nature à troubler la paix publique. Dangereuse au contraire pour l'ordre public, la résistance ne doit être permise qu'autant qu'il s'agira de repousser un ordre irrégulier en la forme, ou intimé par un homme sans pouvoirs (incompétence), à moins toutefois que cet ordre ne blesse les préceptes de la nature et ne viole les lois écrites, comme des ordres de torture.

Coffinières (1) étudie la question de la résistance à propos des arrestations illégales. L'idée originale de son système est que la résistance doit être permise en des cas déterminés où l'illégalité est inexcusablement imputable à l'agent d'exécution. Ces

1. Coffinières. *Liberté individuelle*.

cas sont d'ailleurs les mêmes que ceux de Trebutien : 1° défaut de qualité (quand un individu n'étant ni agent de l'autorité, ni officier ministériel, se présente comme porteur de mandat d'arrêt) ; 2° défaut de mandat (un dépositaire de la force publique veut arrêter quelqu'un sans mandat de justice) ; 3° prohibition légale de l'acte exécuté par l'agent (quand un officier de police judiciaire, fût-il porteur d'un mandat légal, pénètre la nuit dans le domicile d'un citoyen). Dans ces divers cas, « ce n'est pas sur son supérieur dans la hiérarchie judiciaire ou administrative qu'il peut rejeter le tort dont il s'est rendu coupable. S'il a cédé à son influence, c'était en pleine connaissance de cause avec la pensée qu'il s'agissait de consommer un acte illégal et arbitraire ; dès lors il doit comme celui qui s'emploie sciemment pour exécuter un vol ou un assassinat, courir toutes les chances de cette action coupable, notamment celle de voir repousser son attaque par la force ».

Dans ces trois cas, l'agent n'a pu ignorer ni qu'il faut avoir le caractère requis pour exécuter les décisions de justice, ni qu'une arrestation ne peut avoir lieu, hors le cas de flagrant délit, sans mandat, ni qu'il est défendu de pénétrer la nuit dans le domicile des citoyens. S'il s'agit seulement d'irrégularités dans les formes (par exemple défaut d'une énonciation requise dans un mandat d'arrêt), « il serait imprudent alors de recourir à des moyens extrêmes », car d'une part l'agent exécuteur du mandat

n'a commis ni crime, ni délit, et d'autre part on ne peut le constituer juge de la légalité de l'ordre qu'il reçoit, car ce serait supprimer toute promptitude dans l'action de la justice en même temps qu'il serait étrange et inadmissible « d'exiger d'un simple gendarme la connaissance de notre procédure criminelle que le magistrat n'acquiert lui-même que par de longues études ». Dans ce cas on pourra toutefois protester, refuser même d'obéir, en motivant le refus. Si le porteur du mandat veut passer outre et employer la force, il faut obéir provisoirement et demander à être conduit devant le magistrat qui a décerné le mandat pour protester contre l'irrégularité. Si l'agent refuse d'y conduire le prévenu, ou si le magistrat persiste à ordonner l'exécution du mandat irrégulier, il faudra exercer plus tard l'action en nullité de l'arrestation, et peut-être même la prise à partie. Réparations trop souvent illusoires, il est vrai, et si insuffisantes que l'auteur semble bien abandonner sa distinction du début et étendre aux actes irréguliers eux-mêmes le droit préservateur de la résistance.

De Grattier (1). — Cet auteur nous présente une nouvelle face de la question :

1° Il distingue selon que l'agent est porteur d'un titre exécutoire, ou qu'il exécute sans mandat un acte de ses attributions qu'il peut accomplir directe-

1. De Grattier. *Commentaire des lois de la Presse*, p. 147 et suiv. (Commentaire de l'article 6 de la loi du 17 mai 1819).

ment et par lui-même. Distinction sans portée, il est vrai, chez l'auteur, mais intéressante à notre point de vue pour dégager les diverses hypothèses du problème ;

2° Il réserve la résistance pour les actes de l'agent qui sont illégaux quant au fond, ou excédant sa compétence ; ce seront des abus d'autorité punis par les articles 188 et suivants ; la résistance sera proportionnée à l'intensité de l'agression et subordonnée à l'emploi par l'agent de la force physique. S'il ne s'agit que d'irrégularités de forme entachant soit le titre exécutoire, soit l'exécution de ce titre, soit l'acte que l'agent peut exécuter par lui-même, provision est due au titre, ou au caractère de l'officier public.

Il faut donc obéir alors, sauf à user des recours légaux.

M. Garçon (1). — C'est lui qui analyse le mieux la question. Il précise une distinction qui n'avait pas été mise en valeur par les auteurs précédents. L'illégalité est-elle imputable au donneur d'ordre ? Est-elle imputable à l'agent d'exécution ? Voilà ce qu'il faut examiner afin de se demander s'il faut faire varier les solutions selon les hypothèses.

1° L'illégalité est imputable au donneur d'ordre. On sous-distinguera si ce dernier est compétent ou incompétent. « S'il est compétent l'illégalité n'autorise pas la résistance car l'agent d'exécution ne peut être forcé de contrôler la légalité de ces ordres. »

1. *M. Garçon. Code pénal, nos 110 et suiv. de la Rébellion.*

S'il est incompétent, il faut voir si l'acte rentre dans les attributions du fonctionnaire. Y rentre-t-il ? On n'aurait pas le droit de le repousser par la violence. C'est ainsi qu'on ne pourrait résister à des gendarmes exécutant un mandat d'arrêt décerné par un juge d'instruction dans un cas où la loi ne l'y autorise pas ; il en serait de même à l'égard d'un arrêté municipal pris illégalement par un maire. Présomption de légalité est due à ces mandats ou arrêtés, car ils rentrent dans les attributions normales du juge d'instruction et du maire. Mais cet acte sort-il de la sphère d'attributions du fonctionnaire ? Résistance sera permise alors, car un agent un peu éclairé a dû se rendre compte cette fois de l'excès de pouvoir. Il en sera ainsi lorsqu'un ordre d'arrestation sera donné à un gendarme par un greffier, ou lorsque c'est le secrétaire de mairie qui prend un arrêté municipal. L'illégalité est patente et manifeste dans ces cas ; l'agent doit refuser d'exécuter cet ordre ; s'il obéit, le citoyen pourra résister. En somme, M. Garçon refuse d'accorder la présomption normale de légalité aux ordres d'un fonctionnaire incompétent lorsqu'ils sortent de la sphère de ses attributions.

2° L'illégalité est imputable à l'agent d'exécution. Sans se prononcer catégoriquement, M. Garçon incline à penser que si l'agent procède dans l'exercice de ses fonctions à l'exécution des ordres qu'il reçoit, les irrégularités ou illégalités qu'il peut commettre ne peuvent qu'engager sa responsabilité civile ou même pénale, sans légitimer la résistance. Il en sera ainsi

lorsqu'un gendarme s'introduira la nuit dans le domicile d'un citoyen pour y opérer une arrestation. Il tomberait sous l'article 184 du Code pénal. D'autre part, dans son *Commentaire de l'article 184* (n° 45, p. 447 et 448), M. Garçon combat l'idée courante autorisant la résistance par la force contre les violations de domicile. Il admet dans l'espèce qu'il peut y avoir deux délits : 1° celui de l'agent ; 2° la rébellion. Mais si on repousse les arguments très forts de Carnot, Carrel, Garraud, Coffinières tendant à exclure ici la rébellion (résistance au nom de la loi, absence de l'élément intentionnel, faute inexcusable de l'agent). M. Garçon ne doit-il pas admettre au moins que cette violation du domicile constitue une circonstance très atténuante de la rébellion ? M. Garçon admet toutefois le droit à la résistance dans le cas où l'agent agissant *motu proprio*, c'est-à-dire sans ordres de l'autorité publique, accomplit un acte manifestement illégal et dépassant la limite de ses pouvoirs. On ne peut dire alors qu'il agit pour l'exécution des ordres de l'autorité, puisqu'ils n'existent pas. Il n'agit pas non plus pour l'exécution des lois car elles ne lui donnent pas le pouvoir de faire un tel acte.

Résumé de la Doctrine

Des trois groupes d'auteurs que nous venons d'étudier il serait trop long de résumer toutes les distinctions, tous les critères, toutes les particularités ; il

nous suffira de classer les raisons diverses pour lesquelles ils se déterminent.

Les auteurs qui font varier leurs solutions d'après les hypothèses étant les plus nombreux, résumons d'abord leurs raisons ; puis nous résumerons celles des partisans de la soumission, et enfin celles des partisans de la résistance.

Examinons d'abord les raisons pour lesquelles ces auteurs réprouvent la résistance lorsqu'il s'agit de certaines illégalités ; nous résumerons ensuite celles qui les poussent à l'admettre en d'autres cas.

1^o *Auteurs qui font des distinctions.*

a) *Raisons pour lesquelles ils rejettent certaines illégalités comme insuffisantes pour justifier la résistance.* — La majorité de ces auteurs (Chauveau, Faustin Hélie, Morin, Garraud, de Grattier, etc.) adoptent l'idée d'une présomption de légalité pour couvrir normalement l'agent de l'autorité. Bourguignon prétend de même qu'il serait dangereux, anarchique, de constituer les particuliers juges de la légalité. Dalloz se contente de dire qu'il serait trop absurde d'autoriser la résistance pour de simples vices de forme. Benjamin Constant, bien qu'il n'entre dans aucune distinction, semble toutefois condamner la résistance dans les cas où de simples irrégularités auraient été commises dans l'application des lois, car il dit que nous devons beaucoup de sacrifices au repos public. Hors les trois cas qu'il prévoit, Coffinières prétend que l'on ne peut résister par la force, car, dit-il, on ne peut accuser l'agent de crime

ou de délit comme dans les trois cas exceptionnels ni le constituer juge de la légalité des ordres qu'il reçoit. C'est pour cette dernière raison que M. Garçon prétend que l'on ne peut opposer la résistance à une illégalité imputable à un donneur d'ordres compétent. Il en sera de même encore lorsque l'acte rentrera dans la sphère des attributions du donneur d'ordre encore qu'il soit incompetent dans l'espèce : l'agent a pu encore excusablement s'illusionner.

Hors les cas qu'il détermine, Trebutien admet l'obéissance aux actes illégaux, car l'injustice lui paraît ainsi qu'à Barbeyrac douteuse et supportable.

Enfin, les recours judiciaires leur paraissent à tous un châtement suffisant des illégalités supportables. En somme, nécessité d'accorder une présomption de légalité aux actes de l'autorité, intérêt de la tranquillité publique, excusabilité de l'agent (question qui peut intéresser celle de l'obéissance hiérarchique) (1), telles sont les considérations invoquées contre la résistance à certaines illégalités.

b) *Pourquoi ces auteurs admettent-ils certaines autres illégalités comme suffisantes pour fonder la résistance.* — Des raisons diverses les poussent au contraire à tolérer la résistance, lorsqu'il s'agit de certaines autres illégalités : 1° Aux uns les illégalités flagrantes, excessives, apparaissent comme des délits. Bourguignon : absence de mandat ou d'ordres. Trebutien : abus de pouvoirs flagrants. De même

1. Voyez sur ce point Rossi. Tome II, page 129.

Morin, Chauveau et l'austin Hélie ; 2° l'agent, lorsqu'il commet certaines illégalités, n'est plus qu'un simple particulier (Voir La Ferrière) ; 3° il doit subir en certains cas les conséquences des illégalités, car il doit en être déclaré responsable (Coffinières, Garçon).

Notons enfin la démonstration juridique de M. Garraud visant à exclure toute criminalité d'une résistance à un agent excédant ses pouvoirs, ou agissant sans mandat.

Quant à de Grattier, il invoque l'ordre public pour justifier la résistance contre les illégalités de fond et les excès de pouvoir de l'agent.

Mais le fondement généralement donné à la résistance dans tous ces cas est la légitime défense (Bourguignon, Rauter, Trebutien, Morin, Chauveau et F. Hélie, Garraud, de Grattier, Coffinières).

Ils condamnent la résistance parce qu'ils redoutent l'anarchie (Serrigny) ou les rixes préjudiciables à l'ordre public (Blanche).

Raisons invoquées par les partisans de la soumission. — Partisans de la résistance. — Ils partent soit de l'idée que la résistance est pour la loi et non contre la loi (Carnot, Carrel), soit de l'idée que les agents qui dépassent les limites de leur autorité ne sont plus que des particuliers (Le Sellyer). Pour eux la résistance est une légitime défense, fondée sur le droit naturel et Carrel, de même que Farinacius, déclare même qu'elle est obligatoire. La plupart des auteurs la veulent proportionnée à l'attaque.

Chassan est le seul à distinguer entre la désobéissance et la résistance.

Citons en terminant l'argumentation en faveur de la résistance tirée des termes de l'article 209.

Argument *a contrario* de Le Sellyer, en sous-entendant le mot légalement. Argument *a contrario* de Chauveau et Faustin Hélie basé sur une interprétation spéciale de l'expression : « Agissant pour l'exécution, etc ».

Contradiction dans Garraud. Il prétend d'abord qu'on ne peut rien tirer des termes de l'article 209 ; puis il en tire ensuite un argument *a contrario* en y sous-entendant le mot légalement.

Tel est l'état de la doctrine actuelle sur la résistance aux actes illégaux.

Avant d'en aborder l'examen critique, jetons un coup d'œil sur la jurisprudence dont l'influence est sensible sur les auteurs qui admettent la présomption de légalité.

Distinguons les arrêts de Cassation des arrêts de Cours d'appel, et étudions-les successivement.

Jurisprudence de la Cour de cassation

a) *Arrêts de Cassation*. — On peut les répartir en trois groupes :

1° Ceux dont on peut induire la résistance, par argument *a contrario* ;

2° Ceux qui l'admettent catégoriquement ;

3° Ceux qui la rejettent en exigeant une soumission provisoire (système normal).

1° *Arrêts dont on peut induire la résistance par argument a contrario. — Affaire Clavier.* — Des gendarmes, pour arrêter un déserteur, avaient investi une maison et en avaient requis l'ouverture sans qu'ils fussent porteurs d'aucun mandat de perquisition. La Cour de Bordeaux avait refusé de voir dans la résistance qui leur fut opposée le délit de rébellion, sous prétexte que les gendarmes avaient violé l'article 76 de la constitution de l'an VIII sur l'inviolabilité du domicile, et l'article 131 de la loi du 28 germinal an VI qui exige pour perquisitionner un mandat spécial. Mais la Cour de cassation (toutes Chambres réunies) annule cet arrêt, en s'efforçant de démontrer que ces gendarmes agissaient légalement dans l'exercice de leurs fonctions (argument tiré des articles 1, 2, 125 et 126 de la loi du 28 germinal an VI autorisant la gendarmerie à faire des patrouilles dans les rues, etc., et à arrêter des déserteurs sans qu'il soit besoin de réquisitions de l'autorité civile). En fait, d'autre part les gendarmes s'étaient contentés de requérir l'ouverture de la maison, ce qui ne leur était pas défendu ; mais ils n'y avaient pas pénétré.

La légalité apparaît donc dans cet arrêt comme la condition indispensable (sa recherche préoccupe seule la Cour de cassation) aux actes des agents de la gendarmerie pour qu'ils soient protégés contre la rébellion. Et si, dans l'espèce, la Cour de cassation refuse de reconnaître l'illégalité admise par la Cour

de Bordeaux, elle n'en paraît pas moins admettre, comme cette Cour, la résistance lorsque l'acte est illégal.

Voir les arrêts du 14 mai 1842 (1), 30 mai 1823 (2) 8 novembre 1845 (3).

Arrêts qui se prononcent catégoriquement en faveur de la résistance. — Ils sont rares et semblent inconciliables avec le système normal de la jurisprudence.

Affaire Poivre (4). — Des gardes ayant surpris le sieur Poivre dans une forêt avec une serpe et l'ayant fait avouer qu'il venait de couper du bois sec, ils voulurent l'arrêter et le contraindre à les conduire sur le lieu du délit. Poivre leur résista en les menaçant de les frapper de sa serpe.

Procès-verbal. Plainte en rébellion des gardes.

Condamnation correctionnelle pour rébellion. Mais en appel Poivre est renvoyé de l'action du ministère public sous prétexte qu'il s'agit d'une résistance légale. Et la Cour de cassation confirme l'arrêt d'appel : « Attendu que si l'article 163 du Code forestier autorise des gardes à arrêter tout inconnu surpris par eux en flagrant délit, c'est seulement pour les conduire devant le maire et le juge de paix ; Que dans l'espèce les gardes avaient voulu au contraire

1. Dall. *Rébellion*, n° 36.

2. Dall. *Rébellion*, n° 34.

3. (Sir. 46. 1. 72).

4. Cassation, 7 avril 1837. Dalloz, *Rébellion*, n° 38. note .

se faire conduire vers le lieu du délit ; Attendu que dès lors ils n'agissaient pas pour l'exécution de la loi, mais en dehors des conditions de la loi. » On reconnaît là le système qui a inspiré Chauveau et Faustin Hélie.

Affaire Bougain (1). — De même, dans l'affaire Bougain, la Cour de cassation a décidé que les excès de pouvoir commis par un garde forestier en s'introduisant dans une maison pour constater un délit justifient la résistance qui lui est opposée. L'acte de l'agent serait privé ici de la présomption habituelle de légalité parce qu'il viole la loi.

Même idée chez Trébutien, Coffinières, Chauveau et Faustin Hélie.

De même, un arrêt décida que la résistance, même avec armes, voies de faits et attroupements à des officiers de la force publique procédant à l'exécution d'une loi d'un gouvernement de fait (loi de Napoléon pendant les Cent-Jours) ne pouvait constituer ni rébellion, ni aucun autre délit, attendu que cette résistance n'était que la mise en exécution d'une ordonnance du 23 mars 1815 émanée de l'autorité de droit. Se conformant aux ordres formulés par l'article 1^{er} de cette ordonnance, des gens s'étaient opposés à l'application de lois et ordonnances de Napoléon du 1^{er} mars 1815, dont le but était de procéder à l'organisation de la garde nationale et d'accroître ainsi, dit l'arrêt, ses « moyens d'usurpation » (Voyez aussi

1. Cass., 25 mars 1852. *Bull. crim.*, 108.

un arrêt du 27 octobre 1815, *Bull.*, n° 49). On comprend d'ailleurs que dans ces deux arrêts la Cour de cassation justifie la résistance, car il s'agit vraiment ici d'une résistance légale, c'est-à-dire commandée par la loi.

Système normal. — C'est celui de la soumission provisoire avec possibilité de réclamer des réparations ultérieures aux tribunaux. Ce système s'affirme sous la Restauration ; nous le trouvons en de nombreux arrêts.

Affaire Costeroste (1). — Un huissier exécutant un jugement entraînant la contrainte par corps avait été repoussé avec violence et voies de fait par Costeroste, son frère et son oncle. La Cour de cassation décida sur pourvoi du ministère public que le défaut de la formalité requise par l'article 681 du Code de procédure civile (assistance du juge de paix) n'autorisait point le prévenu à commettre des violences et voies de fait contre l'huissier : « Qu'en effet, il y a crime ou délit de rébellion dans la résistance avec violence et voies de fait envers les officiers ministériels par cela seul qu'étant porteurs de mandats de justice et de jugements ils agissent pour leur exécution, que l'article 209 ne subordonne pas le crime ou le délit qu'il caractérise au plus ou moins de régularité des formes avec lesquelles ces officiers ministériels peuvent procéder. » Voilà donc inaugurée la distinction que reproduiront Trebutien, Chauveau et Faustin

1. Cass., 14 avril 1820. *Dall. Rébell.*, n° 37.

Hélie, Garraud, etc. Dans l'espèce l'illégalité est imputable à l'agent d'exécution.

Affaire Bernard (1). — L'illégalité est cette fois imputable au donneur d'ordres. Hors le cas de flagrant délit, un citoyen ne peut être arrêté qu'en vertu de l'ordre du juge d'instruction : le commissaire de police est sans caractère pour délivrer l'ordre d'arrestation. Or, le nommé Louis Bernard n'en fut pas moins reconnu coupable de rébellion, bien que l'ordre d'arrestation auquel il résista fût lancé par un commissaire de police incompetent (il n'y avait pas flagrant délit). La Cour de cassation répète sa formule : « L'article 209 ne subordonne pas son application au plus ou moins de régularité dans les ordres émanés de l'autorité ». De cet arrêt il résulte : 1° Que les illégalités les plus graves, comme l'incompétence, sont encore insuffisantes pour justifier la résistance. Et cela, parce que le système contraire serait subversif de tout ordre public ;

2° Que l'article 209 doit être entendu comme frappant indistinctement la résistance aux actes légaux et la résistance aux actes illégaux ;

3° Que l'illégalité peut seulement donner lieu à prise à partie ou à poursuites contre le fonctionnaire.

Dans l'affaire Voisin (2), une idée nouvelle apparaît : L'agent ne peut se constituer juge de la compétence du fonctionnaire qui le requiert. Le fait,

1. Cassat., 5 janvier 1821 (Sirey, 21. 1. 122).

2. Cass., 15 octobre 1824. Dall. *Rébell.*, n° 32.

d'autre part, que le maire, dans l'espèce, « aurait excédé ses pouvoirs ou aurait abusé dans l'intérêt privé de la commune du caractère et de l'autorité dont il était investi comme agent de l'administration, ne peut constituer un motif légitime de résistance ». Cet arrêt ne tolère donc ni la résistance aux excès de pouvoir du fonctionnaire, ni les critiques ou désobéissances de l'agent d'exécution.

Affaire de la Messe militaire (1). — En ce qui concerne les chefs ou agents de la force armée la Cour de cassation va encore plus loin : elle couvre d'une présomption légale les ordres des chefs et leur exécution par les troupes. Obéissance est toujours due aux ordres de cette force armée sans que l'on puisse rechercher s'ils sont légaux ou illégaux. Un régiment assistant à une messe militaire, le lieutenant-colonel avait fait placer des factionnaires à la porte de l'église avec consigne de s'opposer à ce que les particuliers en sortissent avant le régiment. Un tel ordre était illégal, car des articles 6 et 9 de la loi du 10 juillet 1791 il résulte qu'il doit être concerté avec l'autorité civile. Des citoyens voulurent forcer la consigne. La Chambre du conseil du tribunal de première instance de Pau déclara qu'il n'y avait pas lieu à poursuites. Opposition du procureur du roi. Arrêt de la Chambre des mises en accusation de la Cour royale de Pau, renvoyant les individus devant le tribunal correctionnel d'Oléron, comme

1. Cass., 3 septembre 1824 (S. 24.1.289).

prévenus de rébellion et d'outrages, et déclarant « que l'article 209 n'exige pas autre chose pour qualifier la rébellion que des ordres ou ordonnances de l'autorité publique,... qu'il serait superflu d'examiner si ces ordres étaient ou non réguliers et légaux ». Pourvoi en cassation. Cette Cour déclare « que lorsque cette force publique (l'armée) intervient, les citoyens ne sauraient être autorisés à opposer la résistance avec violences et voies de fait aux ordres de ses chefs sous prétexte qu'il ne leur a pas été préalablement justifié de l'exécution des lois relativement au légitime emploi de cette force, que la présomption légale est que les agents de la force publique armée pour le maintien des lois les respectent et n'agissent que conformément à ces lois. »

Affaire Campocasso (1). — Encore une application de la présomption légale. L'espèce est intéressante, car l'illégalité résultant de l'absence du titre exécutoire, de nombreux auteurs la considèrent comme suffisamment grave pour justifier la résistance. La Cour de cassation n'est pas de cet avis : Un huissier s'était présenté chez Compocasso, assisté de deux gendarmes, à l'effet de mettre à exécution deux jugements contre lui. L'huissier n'étant pas porteur de ces jugements, Campocasso se crut autorisé à résister violemment, et soutint que l'huissier était sans caractère pour procéder à des exécutions et requérir la force armée. La Cour de Bastia admit

1. Cass., 15 juillet 1826. Dalloz, *Rébellion*, n° 37.

cette thèse. Mais la Cour de cassation casse l'arrêt déclarant notamment : « qu'il suffit que, soit les officiers ministériels, soit les agents de la force publique légalement requis paraissent avec le caractère qui leur a été conféré par la loi et dans l'exercice des fonctions qui leur ont été conférées par la loi pour que toute voie de fait soit interdite à leur égard ». Il suffira donc que l'agent agisse dans l'exercice de ses fonctions (les deux expressions : caractère légal et exercice des fonctions, semblent bien être synonymes et viser uniquement les cas où l'agent procède en qualité d'agent, non comme simple particulier) pour qu'il soit protégé contre la rébellion.

Et pourquoi ? parce qu' « un système contraire, qui tendrait à convertir en efforts légitimes des excès de cette nature (violences ou voies de fait), serait subversif de tout ordre et un outrage à la loi elle-même, qui environne ses agents du respect et de la protection qui leur sont dûs lorsqu'ils agissent en son nom, sauf la répression légale contre ceux qui abuseraient du caractère dont ils sont investis ».

En réalité, ces agents, dans l'espèce, au lieu d'agir au nom de la loi, la violent manifestement.

Affaire Decourbe et Desmoliens (1). — Autre application de la présomption légale à des irrégularités moins importantes. Des chasseurs avaient résisté avec violence et voies de fait à des gardes qui voulaient saisir illégalement leurs armes et leurs

1. Cass., 26 février 1829. Dalloz, n° 37.

gibiers. Le tribunal de Senlis et, en appel, le tribunal de Beauvais les acquittent. Mais la Cour de cassation annule ces décisions, déclarant que la résistance ne pouvait être tolérée parce que ces gardes étaient dans l'exercice de leurs fonctions et que le recours possible aux tribunaux était une garantie suffisante pour punir ces irrégularités.

Admis de même que les irrégularités de forme n'autorisent pas la résistance. L'huissier dans l'espèce procédait en exécution d'un jugement à l'enlèvement de meubles saisis régulièrement, mais il n'était pas muni du pouvoir nécessaire pour enlever les meubles et procéder à la vente (1).

Affaire Mille (2). — Dans l'affaire Mille, la Cour de cassation émet cette idée nouvelle que si les actes de l'autorité sont compétemment pris, on ne peut résister par la violence à leur exécution, fussent-ils illégaux sous certains rapports. Dans l'espèce, l'arrêté du maire, régulier en la forme, approuvé par le préfet du Pas-de-Calais, et dûment notifié à Mille était pris dans les limites de l'autorité municipale. Il avait en effet le caractère d'un acte urgent de police municipale, car il s'agissait de rétablir la circulation sur un chemin vicinal barré par la plantation d'une haie et le creusement d'un fossé.

A cet arrêté compétemment pris le sieur Mille n'avait pas à résister bien qu'il put prétendre que le chemin barré par lui constituât une propriété privée,

1. Cassation, 10 mars 1842 (Sirey, 42, 1. 831).

2. 29 mars 1855, Cassation (S. 55, 1, 686).

à laquelle l'arrêté municipal portait illégalement atteinte.

Le délinquant pourra obtenir toutefois des réparations par les voies légales. Remarquons cependant que cet arrêt manque de précision dans ses motifs. C'est un arrêt tranchant une espèce toute spéciale, et motivé surtout par des considérations d'ordre public : la nécessité du rétablissement de la circulation a pesé davantage sur la décision de la Cour suprême que l'admission, dans l'espèce de la compétence, relative à l'arrêté municipal.

Affaire Antonioli (1). — L'arrestation illégalement opérée d'un individu sous la prévention d'un délit qui vient de se commettre ne constitue pas en état de légitime défense, et ne peut légitimer par suite une tentative de meurtre commise par la victime sur les auteurs de l'arrestation. Arrêté pour une injure privée par des miliciens abusivement requis par un officier de milice, Antonioli avait tiré un coup de pistolet sur ce dernier. La Cour de cassation conclut à une fausse application par la Cour d'Alger de l'article 328.

Affaire Fanien (2). — Espèce curieuse aussi, car on pouvait invoquer une double illégalité : 1° L'une imputable au donneur d'ordres ; 2° L'autre à l'agent d'exécution. Nous connaissons l'espèce. Un arrêté préfectoral avait interdit dans les cabarets, réunions et lieux publics, les spectacles de combats de coqs.

1. 15 septembre 1864 (S. 65, 1, 152).

2. 22 août 1867. Dalloz, 1868. 1. 286.

Or, un marchand de chaussures avait repoussé par la force un commissaire de police qui tentait de pénétrer dans son établissement, afin d'y découvrir une contravention à l'arrêté préfectoral.

On pouvait contester : 1° La légalité de l'arrêté lui-même (la question de savoir si le préfet a le droit de réglementer au nom des mœurs publiques les spectacles de curiosité est douteuse, ce droit paraissant appartenir plutôt à l'autorité municipale); 2° La légalité de l'exécution de cet arrêté (devait-on l'appliquer à un simple particulier ne tenant pas un établissement public ?). Jugeant qu'il y avait là des illégalités, la Cour de Douai avait renvoyé les prévenus des poursuites. Mais la Cour de cassation casse cet arrêt, couvrant d'une même présomption de légalité et l'arrêté lui-même et son application : « Attendu que le commissaire de police, jugeant qu'un spectacle prohibé se donnait dans la maison de Fanien, procéda en vertu et pour l'exécution des règlements du préfet du Pas-de-Calais, et conséquemment d'ordonnances de l'autorité publique ; qu'en admettant que la légalité ou l'application des arrêtés du préfet fussent contestables, le commissaire de police n'avait pas à les contrôler, qu'il suffisait qu'il agit à l'effet de faire exécuter ces actes pour que son intervention fût protégée par les articles 209, 212, 228 et 230 du Code pénal... Que l'article 209 d'autre part ne subordonne pas l'existence du délit de rébellion au plus ou moins de régularité avec laquelle les officiers publics ont procédé, qu'il suffit

qu'ils agissent pour l'exécution des lois et des ordres ou ordonnances de l'autorité publique pour qu'on doive leur obéir : « Que l'irrégularité de l'opération peut seulement motiver une prise à partie. »

Et la Cour suprême répète sa formule en des arrêts plus récents : « Attendu que la loi ne subordonne pas l'existence du délit de rébellion à l'entière régularité de l'opération à laquelle il est procédé, etc. » Voir à ce sujet un arrêt de 1884 (1). Dans l'espèce un garde champêtre avait commis une irrégularité dans la constatation d'un délit de chasse (il s'était emparé du fusil du délinquant).

Résumé du système de la Cour de cassation. — En somme, cette présomption de légalité dont la Cour de cassation couvre les agents de l'autorité publique, affirmée dès le début du siècle dernier reste sous-entendue dans la répétition des mêmes formules. Présomption en faveur du donneur d'ordres, présomption en faveur de l'agent exécuteur de l'ordre. Selon les espèces, elle applique tantôt l'une, tantôt l'autre. Et même (si l'on en juge par l'affaire Fanien) il semble que le cumul des illégalités imputables d'une part au donneur d'ordre, et d'autre part à l'agent d'exécution, lui semble insuffisant pour justifier la résistance. Pas de distinction non plus, analogue à celle de Barbeyrac ou de Trébutien, entre les illégalités manifestes et insupportables et les illégalités douteuses et supportables : la présomption les

1. Cassat., 29 février 1884 (*Bull.*, 60).

couvre toutes : les plus graves, comme le défaut de titre exécutoire (affaire Campocasso), ou les excès de pouvoir manifestes (affaire Bernard) ne pourront l'anéantir.

On ne peut vraiment faire d'état des quelques rares arrêts favorables à la résistance, car les uns constituent d'inexplicables anomalies (l'illégalité commise dans l'affaire Poivre, par exemple, diffère-t-elle à ce point de celle commise dans l'affaire Decourbe et Desmoliens, qu'elle puisse justifier seule la résistance ? est-elle plus grave que celles des affaires Campocasso ou Bernard ? Non certes) ; les autres visent des cas spéciaux où la résistance est ordonnée par la loi.

Il en est de même pour les quelques arrêts dont on induit le droit à la résistance par argument *a contrario*, car : 1° Il semble hasardeux d'en tirer une solution qui, on a tout lieu de le croire, semble devoir être exorbitante et subversive aux yeux de la jurisprudence ; 2° D'autre part, dans les espèces invoquées, la Cour de cassation refuse, dit-on, d'admettre la résistance parce qu'elle refuse d'admettre l'illégalité ; mais peut-on assurer que si elle avait reconnu cette dernière, elle n'eût pas trouvé quelque autre échappatoire, opposé l'égide de sa présomption, comme dans les espèces subséquentes ?

La présomption de légalité : voilà donc le palladium normal des agents de l'autorité publique. Sa raison d'être ? Les nécessités de l'ordre public. Pas plus que l'agent d'exécution ne doit juger les ordres

qu'il reçoit, le particulier ne pourra, en invoquant l'illégalité de ces ordres ou de leur exécution, s'arroger le droit d'une vindicte personnelle.

D'ailleurs l'article 209 commande avec une sorte de rigueur militaire l'obéissance provisoire, sans distinguer si les actes de l'autorité sont légaux ou illégaux. Des recours judiciaires ultérieurs seront seuls tolérés.

Mais cette présomption jurisprudentielle n'exige-t-elle pas toutefois une condition fondamentale et essentielle, en l'absence de laquelle il faudrait la rejeter ? Si, il faut, pour que l'agent en bénéficie, qu'il soit dans l'exercice de ses fonctions : condition nécessaire mais suffisante (affaire Campocasso, Decourbe, etc.). C'est ce qu'a voulu l'article 209 en exigeant que l'agent exécute la loi ou les ordres ou ordonnances de l'autorité publique. Mais les excès les plus graves commis par l'agent dans l'exercice de ses fonctions ne peuvent justifier la résistance. Et peut-être peut-on aller, dans ce système, jusqu'à couvrir l'agent même lorsqu'il agira *motu proprio*, sans exécuter ni lois ni ordres de l'autorité publique ; dans le cas par exemple où un gendarme veut arrêter un individu sans mandat d'arrêt. Il est en effet dans l'exercice de ses fonctions normales, bien qu'il ne puisse être considéré comme exécutant la loi ou les ordres de l'autorité, puisqu'il méconnaît l'une et se passe des autres. Et la Cour ne distingue pas, ainsi que M. Garçon, dans cette hypothèse, si l'acte est manifestement illégal ou non.

Nous ne voyons que deux cas dans lesquels la présomption jurisprudentielle devrait être rejetée.

1° Lorsque l'agent n'agit que comme simple particulier.

2° Lorsqu'il usurpe des fonctions étrangères. Dans le cas par exemple où un employé de l'octroi s'aviserait de dresser procès-verbal à un chasseur en action de chasse illégale, alors qu'il n'est compétent que pour le colportage en temps prohibé (art. 25 de la loi du 3 mai 1844).

Jurisprudence des Cours d'Appel

Dans presque tous nos Arrêts de Cassation, nous avons entrevu la thèse des Cours d'appel et tribunaux, thèse contraire à celle de la Cour de cassation. De nombreux arrêts de ces cours et tribunaux justifient en effet la résistance aux actes illégaux, alors que la Cour de cassation refuse de l'admettre ; le siècle dernier est en plein ; il est vrai toutefois qu'un second courant, révélé par des arrêts plus récents est favorable à la thèse de la Cour suprême. Étudions successivement ces deux courants.

Arrêts favorables à la Résistance. — La Cour d'Agen (1) a décidé que ce n'était pas une rébellion, la résistance avec voies de fait opposée à un détachement de troupes intervenant sans réquisition de

1. Cour d'Agen, 5 mai 1823 (Dall. *Rébell.*, n° 34).

l'autorité civile dans une rixe entre bourgeois et militaires (Affaire Caumont).

De même, la Cour de Lyon repoussa l'application de l'article 209, dans le cas où un huissier, accompagné de deux gendarmes, avait subi les violences d'un débiteur, dans le domicile duquel ils avaient voulu s'introduire pour exécuter une contrainte par corps sans l'assistance du juge de paix : « Attendu que d'après l'article 209 il ne peut y avoir délit de rébellion que dans les cas d'une résistance qui a été opposée aux agents de la force publique pour empêcher les exécutions légales auxquelles ils ont à procéder... attendu qu'aux termes de l'article 781 du Code de procédure civile et d'après la définition portée en l'article 390 du Code pénal, un débiteur ne peut être arrêté dans une maison habitée... attendu que le sieur Baloffet en résistant ne fit qu'opposer la force à la force pour se défendre d'une arrestation illégale, ce qui ne peut constituer le délit de rébellion (1). N'est pas punissable non plus, d'après la Cour de Toulouse (2), la résistance opposée à des gendarmes qui s'étaient introduits sans mandat dans le domicile d'un sieur Philippon, pour procéder à l'arrestation d'un de ses enfants signalé comme déserteur... attendu que l'asile des citoyens est inviolable, et que les gendarmes n'avaient aucun mandat formel. »

1. Cour de Lyon, 10 juin 1824. *Journal du Palais*

2. Cour de Toulouse, 27 février 1826 (Dall., *Rébell.*, n° 39).

Ni, d'après la Cour de Riom (1), la résistance opposée à des gendarmes pénétrant avant l'heure prescrite par l'ordonnance du 29 octobre 1820 (quatre heures du matin) dans la demeure d'un citoyen pour y rechercher un conscrit réfractaire.

Ne constitue ni crime ni délit, d'après la Cour de Nîmes (2), la résistance opposée au gendarme qui n'a pas fait connaître son mandat. Voilà qui nous rappelle Bœrius.

Est légitime aussi la résistance avec violence et voies de fait opposée par un artisan à un huissier qui voulait procéder à l'enlèvement et à la vente d'outils déclarés insaisissables. Il est vrai que dans l'espèce l'huissier avait commis une double illégalité : 1^o il s'était introduit par la fenêtre au lieu de requérir l'assistance du juge de paix ; 2^o il avait voulu enlever des objets que la loi déclare insaisissables (3).

Dans la plupart de ces espèces, il est vrai, l'illégalité apparaît très grave : absence de mandat, violation par l'agent d'un texte de loi, article 184 du Code pénal ou article 781 du Code de procédure civile. Trébutien ou Coffinières eussent adopté dans ces cas des solutions identiques.

D'autres arrêts visent les excès de pouvoir.

Ainsi dans l'espèce suivante : Un ivrogne trou-

1. Cour de Riom, 4 janvier 1827 (*Journal du Palais*).

2. Cour de Nîmes, 21 novembre 1826 (*Journal du Palais*).

3. Cour de Lyon, 24 août 1826 (*Journal du Palais*).

blant par ses cris la tranquillité publique, des gendarmes le traînèrent de force à la prison, alors qu'ils devaient se borner à dresser contravention (art. 479 § 8 du Code pénal). Il leur résista et fut condamné pour rébellion par le tribunal de Saint-Yriex. Ayant acquiescé au jugement, la Cour de Limoges ne put réformer ce dernier.

Elle ne put que le confirmer sur l'appel à minima du ministère public, mais en déclarant que le prévenu avait eu le droit de résister à cet acte d'oppression (1).

De même le tribunal de Senlis et, en appel, celui de Beauvais trouvent dans l'affaire Decourbe que le fait pour des gardes d'appréhender le gibier ou les armes des chasseurs justifie la résistance de ces derniers.

La Cour de Douai, dans l'affaire Poivre, qualifie « de résistance légale » les violences contre des gardes forestiers excédant leurs fonctions.

Un excès de zèle, s'il viole la loi, ne trouve pas grâce non plus devant la Cour de Limoges. Des gendarmes, malgré la prohibition de la loi du 30 avril 1790 (art. 5), avaient désarmé des chasseurs pour mieux s'assurer de leur identité. Il était d'ailleurs possible, d'après les circonstances du fait, d'employer d'autres moyens pour connaître les noms des délinquants. La Cour de Limoges déclare que les

1. Cour de Limoges, 14 décembre 1826, *J. du P.* D'après l'article 11 de la loi du 23 janvier 1873, ce ne serait plus un excès de pouvoirs.

violences du prévenu ne peuvent constituer la rébellion (1).

A plus forte raison, n'y aurait-il pas rébellion, d'après la Cour de Bourges, si l'agent de l'autorité avait commis une usurpation de fonctions, aggravée d'une agression arbitraire. Un agent de police avait pénétré dans le domicile d'un citoyen pour y réclamer un oiseau qu'il prétendait avoir été volé par cet individu. Refus du citoyen de rendre l'oiseau. Agression de l'agent, suivie d'une riposte du citoyen.

Or, d'après l'arrêt, les agents de police, n'étant que des individus chargés par l'autorité municipale de remplir des fonctions de surveillance, ne peuvent par suite se livrer, comme les officiers de police judiciaire, à la recherche et constatation des délits. S'ils le font, ils sortent de leurs attributions et on peut leur résister. Néanmoins, c'est surtout l'agression arbitraire qui, dans l'espèce, légitime aux yeux de la Cour la résistance (2).

Légitime serait aussi, comme l'admettait Jousse, la « recousse de prisonniers » en cas d'arrestations illégales. Les agents des douanes prétendaient arrêter le sieur Boudar en exécution d'un jugement le condamnant pour délit de fraude, sans qu'ils fussent porteurs ni de l'expédition en forme exécutoire du juge-

1. Cour de Limoges, 28 février 1838. Dall. *Chasse*, n° 399.

2. Cour de Bourges, 10 mai 1838 (Dall. *Rébell.*, n° 39, Sirey 38.2.491).

ment, ni de l'ordre d'arrestation de ce condamné. Les sieurs Delerne et Deroubaix procurèrent l'évasion de Boudar. Le tribunal correctionnel de Lille les acquitte sur les deux chefs de prévention pour lesquels ils étaient poursuivis :

1° Pas de délit de « recousse » (délit actuel de l'art. 238, al. 2 du C. p.), car l'arrestation était illégale, les agents ayant violé l'article 97 du Code d'instruction criminelle, lequel exige la notification du mandat.

L'illégalité de l'arrestation avait d'autre part été relevée par les protestations du prévenu.

2° Pas de rébellion non plus, car les agents ne se trouvaient pas dans l'exercice de leurs fonctions.

Confirmation par la Cour de Douai.

D'autres arrêts précisent le fondement sur lequel ils admettent la résistance. Dans l'affaire Mille, c'est en vertu de la légitime défense que le tribunal de Saint-Omer acquitte les prévenus. De même la Cour d'Alger dans l'affaire Antonioli.

La thèse de la résistance fut soutenue en dernier lieu, à propos de l'expulsion des congrégations religieuses, en 1880, par le tribunal de Nancy et le tribunal correctionnel de Nantes (Auffray (1), pages 754 et 802). La thèse inverse fut soutenue il est vrai, par le tribunal de la Seine (13 nov. 1880 Auffr., page 780).

Arrêts qui condamnent la Résistance. — Dans l'affaire Bernard, la Cour de Grenoble décide que

1. Auffray. *Les Expulsés devant les Tribunaux.*

c'est une rébellion, le fait de résister avec violence et voies de fait à un ordre d'arrestation illégalement donné par un commissaire de police.

La Cour d'appel de Paris (1), confirmant un jugement du tribunal correctionnel de Versailles, n'admet pas qu'un conducteur des voitures publiques puisse résister au préposé d'un pont à bascules exigeant la vérification du poids de la voiture, sous prétexte que cette dernière bénéficie d'une exception réglementaire.

D'un arrêt de la Cour de Bourges (2), trois solutions intéressantes se dégagent : 1° L'article 25 de la loi du 3 mai 1844 autorise l'agent de la force publique à employer la force contre un chasseur délinquant pour le conduire devant le maire ou le juge de paix, s'il refuse de décliner son nom et son domicile. Avant 1844, il avait été jugé au contraire par la Cour de Limoges (nous l'avons vu) qu'un semblable emploi de la force constituait une illégalité.

2° La tentative faite par le garde au cours de la lutte pour saisir le gibier du chasseur, encore qu'elle soit illégale, ne peut autoriser le chasseur à coucher le garde en joue.

3° Une semblable menace constitue le délit de rébellion.

La Cour de Paris, dans le cas où un commissaire

1. Cour d'appel de Paris, 5 juin 1838 (Dall. *Rébell.*, 40).

2. Cour de Bourges, 14 avril 1853 (S. 53. 2. 720. Dall. 54. 2. 188).

de police procédait à l'expulsion des congrégations en vertu des décrets du 29 mars 1880, déclare que les outrages ou la résistance avec violences dont il a été l'objet, sont punissables, encore que la légalité des décrets de 1880, ou de leur exécution soit contestable. La Cour se déclare, à juste titre, incompétente pour statuer sur cette légalité des décrets, où sur l'exécution qu'ils ont reçue par voie administrative. Le principe de la séparation des pouvoirs s'y fut opposé ; et d'autre part une jurisprudence constante confirmée par une décision souveraine du Tribunal des conflits (1) attribue au Conseil d'Etat compétence en la matière.

A divers points de vue, la légalité de ces décrets pouvait être contestée : 1° Le gouvernement pouvait-il, comme il le fit, procéder à la dissolution des congrégations non autorisées ? (ces décrets accordaient trois mois aux jésuites pour se dissoudre, et le même laps de temps aux autres congrégations pour obtenir leur autorisation, à peine de dissolution). Pas de texte qui le lui permit ; seulement une pratique dans ce sens. L'autorité judiciaire ne pouvait-elle aussi revendiquer ce droit, en invoquant l'article 6 du décret de Messidor an VI qui charge le ministère public de poursuivre les contrevenants ?

2° Autre problème : Le gouvernement avait-il le droit d'employer la force publique pour la dissolution

1. Trib. des conflits, 4 nov. 1880 (Dalloz. 80. 3. 127 et 131).

des congrégations non autorisées ? Les auteurs étaient partagés ;

3° Cette dissolution par la force n'était-elle pas une violation de la liberté et de la propriété, et par suite n'était-ce point devant les tribunaux judiciaires qu'il fallait porter les réclamations ? Le tribunal des conflits (1) avait décidé au contraire que l'autorité administrative était seule compétente pour connaître des excès de pouvoir entachant les décrets ou arrêtés préfectoraux ;

4° Enfin les lois des 13, 19 février 1790, 18 août 1792, prohibant l'établissement en France des ordres religieux des deux sexes étaient-elles abrogées ? Non, dit le tribunal des conflits. Oui, affirmaient les religieux : il y a tout au moins abrogation par désuétude (2).

Est-ce une rébellion, la résistance avec violence et voies de fait opposée par une prostituée à une arrestation par la police des mœurs, alors que d'une part la notification individuelle (loi du 5 avril 1884, article 96) de l'arrêté municipal prescrivant son inscription sur les registres de la prostitution n'a pas été accomplie, et que d'autre part cette prostituée conteste cette inscription, alléguant qu'elle a d'autres moyens d'existence que ceux qu'elle tire de la prostitution ? Berthe Lauger, ne s'étant pas présentée aux

1. Trib. des conflits, 4 nov. 1880 (Dall. 80. 3. 121).

2. Cour de Paris. Deux arrêts du 20 janvier 1881 (Dall. 83. 2. 214).

visites sanitaires, avait résisté aux agents l'appréhendant pour la conduire au dépôt en exécution d'un règlement municipal.

Après de nombreuses péripéties judiciaires, la Cour de Paris condamnant la thèse du tribunal de Chartres lequel avait déchargé la prévenue des condamnations antérieures en invoquant le défaut de notification et en niant le bien-fondé de l'inscription, adopte formellement la présomption de la Cour suprême : « Il n'échet de rechercher si l'arrêté du maire de Châteaudun en date du 27 juillet 1894 a été ou non valablement notifié à la fille Lauger, qu'il suffit de rappeler pour reconnaître les éléments légaux des délits visés par la poursuite, qu'il est constant qu'au moment où leur intervention a provoqué de la part de la fille Lauger les outrages et violences ci-dessus établis, les agents de la police municipale étaient dans l'exercice de leurs fonctions, et opéraient pour l'exécution des ordres de l'autorité publique. » (1).

D'après la Cour de Bordeaux, il y aura rébellion dès que l'on résiste à un agent de la force publique dans l'exercice de ses fonctions, alors même que, d'après la nature du délit, l'agent aurait pu s'abstenir de s'assurer de la personne du délinquant.

Actuellement, l'accord semble être établi entre les Cours d'appel et la Cour de cassation.

Depuis dix ans les arrêtistes négligent d'ailleurs de recueillir les arrêts relatifs à la résistance.

1. Cour de Paris, 1^{er} août 1896. *J. du Palais*.

La rubrique de la rébellion a même disparu de Dalloz et de Sirey. La thèse de l'obéissance provisoire semble l'avoir emporté. Résultat définitif? Nous n'osons l'affirmer.

Avant de conclure, jetons un coup d'œil sur la résistance en Belgique.

La Résistance en Belgique

Bien que la Belgique ait modifié notre Code pénal, en 1867, elle n'a rien ajouté au texte antérieur qui pût révéler une solution quelconque sur la résistance. Les termes de l'article 269 à ce point de vue restent identiquement les mêmes que ceux de l'article 209.

Ce qu'il faut retenir des discussions parlementaires qui ont précédé le nouveau Code, c'est que, si le droit à la résistance doit être reconnu en principe (1), on n'a pas jugé bon de l'affirmer dans un texte constitutionnel. La proposition de M. de Robaulx ainsi formulée : « La résistance aux actes illégaux des fonctionnaires, ou agents de l'autorité est légitime », a été rejetée. De même, une proposition de M. Thorn qui, en même temps qu'elle revendiquait le droit de résister aux actes illégaux, autorisait des poursuites contre tous les fonctionnaires et agents de l'autorité, en réparation des atteintes portées aux droits des citoyens (2).

1. Nypels. *Législat. criminelle*, t. II, n° 3, p. 540.

2. Discussions du Congrès national. Huytens, p. 224, t. II.

Quant aux auteurs, bien qu'affirmatifs en principe sur la légitimité de la résistance aux actes illégaux, ils laissent entendre toutefois que la question comporte des distinctions qu'il leur paraît impossible de préciser.

Prins (1) déclare « que la légitime défense existe même vis-à-vis des agents de l'autorité quand leur agression est illégale, c'est-à-dire qu'ils agissent contrairement aux prescriptions de la loi ». Il invoque l'article 269, lequel en réalité ne diffère pas du nôtre à ce point de vue. « Il peut, ajoute-t-il, y avoir une certaine difficulté à reconnaître l'illégalité des actes ainsi posés et un certain danger à admettre le droit de discuter leur légalité. Mais, s'il se présente des cas où l'illégalité est évidente, le principe de la résistance est évident aussi. » Et il s'appuie pour admettre cette résistance sur les discussions du Congrès.

Hauss (2) avait émis la même opinion que *Prins*, lorsque l'acte de l'agent de l'autorité est manifestement illégal : « Si les agents de l'autorité emploient la force pour l'accomplissement d'un acte évidemment illégal, d'un acte qui constitue un flagrant abus de pouvoir, ou si pour l'exécution d'un acte légal ils exercent sans motifs légitimes des violences envers les personnes, la réaction violente est justifiée pourvu qu'elle soit commandée par la nécessité. » Mais lors de la discussion du Code pénal de 1867, *Hauss* a dé-

1. *Prius. Science pénale et droit positif.*

2. *Hauss. Principe du droit pénal belge, t. I, n° 588.*

claré d'autre part dans l'exposé des motifs que, bien qu'il puisse y avoir des exceptions à l'obéissance passive, il ne convenait pas toutefois de les formuler dans la loi parce qu'il serait impossible d'une part de les préciser, et ensuite parce qu'elles trouveront leur justification dans le principe de la liberté individuelle et dans la légitime défense (1).

Législateur et auteurs se sont déchargés sur la jurisprudence du soin de trancher, selon les cas, la question de savoir si la résistance doit être oui ou non admise. Que décide donc cette dernière ? Elle distingue, comme certains de nos auteurs, entre les illégalités manifestes et flagrantes et les simples irrégularités : Ne constitue pas la rébellion la résistance violente à une arrestation illégale (Viviers, 28 mars 1891, *Pasicrisie*, 1892, p. 71). Jugé de même par le tribunal de Namur (29 juillet 1887, *Pandectes belges. Rébellion*) et confirmé par la Cour de Liège (12 janvier 1888, *Pasicrisie*, p. 90) que ce n'est pas une rébellion l'opposition à des travaux publics si ces derniers n'ont été ni ordonnés, ni autorisés légalement. Voir de même un arrêt de Cassation belge (4 juin 1883, *Pasicrisie*, 1883, 2, p. 252) d'où l'on peut induire le droit à la résistance dans le cas où l'agent de l'autorité agirait sans compétence, ou sans respecter les formalités substantielles ou prescrites à peine

1. *Pandectes belges. Rébellion*, n° 95. Nypels. *Législ. crimin.* (Rapport de Hauss, t. II, p. 254, n° 1, et p. 539 et 540).

de nullité (Le procureur général admire la théorie de Chauveau et Faustin Hélie relative à la présomption de légalité en faveur des actes de l'agent).

Par contre, le tribunal de Namur (*Pasicrisie belge*, 1862, page 376) refuse de légitimer la résistance avec violence opposée par un prévenu à des gendarmes exécutant un mandat émané d'un commissaire de police compétent, bien que le réquisitoire ordonnant la translation du prévenu ne fût point basé sur une décision judiciaire : « Attendu que si la jurisprudence et la doctrine admettent assez généralement la légitimité de la résistance dans les cas exceptionnels et rares d'illégalités flagrantes et d'excès de pouvoir manifestes, il n'en est pas ainsi lorsqu'il s'agit d'un acte émané d'une autorité compétente, exécuté par des agents compétents, quoique cet acte soit entaché d'irrégularités ou d'illégalités plus ou moins graves. »

Jugé de même que les infractions aux lois et règlements commises par des employés d'octroi dans l'exercice de leurs fonctions ne sauraient légitimer ou rendre excusables des faits de fraude ou de rébellion (Cour de Bruxelles, 14 février 1846, *Pasicrisie*, p. 239). On ne pourrait résister enfin à un ordre d'arrestation seulement irrégulier (Liège, 10 avril 1845. *Pasicrisie*, page 227).

En réalité, la raison pour laquelle la constitution belge est restée volontairement muette et la jurisprudence assez vague sur la question de la résistance s'explique si l'on envisage les garanties répressives spéciales et minutieuses que la loi belge accorde aux

citoyens lésés par des fonctionnaires ou agents de l'autorité publique.

« La liberté individuelle, a dit M. Faider (Discours de rentrée à la Cour de cassation du 15 octobre 1881), est mise à l'abri de toute arrestation arbitraire, la liberté du foyer est assurée par la punition des violations de domicile, et, en général, tout acte arbitraire et attentatoire aux libertés et aux droits garantis par la constitution exécuté par un agent dépositaire de l'autorité ou de la force publique rencontre une répression sévère. Tout est placé sous le contrôle, sous la protection, sous la puissance de la justice. Ce qu'on a appelé la résistance des citoyens n'est guère concevable en présence d'une pareille organisation et l'on a peine à signaler durant un demi-siècle le cas où l'on aurait commis une arrestation illégale, une violation de domicile ou une perception illégale d'impôt. » Le nouveau Code belge réprime en effet plus spécialement et plus minutieusement que le nôtre les atteintes portées aux droits des citoyens par les fonctionnaires ou agents de l'autorité.

L'article 147 de ce Code punit les arrestations et détentions arbitraires et illégales de peines sévères, variant selon la durée de la détention. Il ne suffit pas toutefois que l'arrestation soit illégale, c'est-à-dire contraire aux lois, il faut de plus qu'elle soit arbitraire, c'est-à-dire (sens spécial) commise nocivement. Le nôtre aussi réprime ces délits dans les articles 341 et suivants, et l'article 114.

Cependant une distinction intéressante et de bon augure pour l'application de l'article belge ressort

de la genèse de cet article : L'illégalité, dans l'application de la loi, a-t-elle été commise de mauvaise foi par le fonctionnaire ? Il tombera sous les pénalités répressives. S'est-il trompé de bonne foi ? Simple réparation civile sera due dans ce cas (1).

Si l'on discute et si l'on distingue, n'est-ce pas un indice que l'on veut appliquer sérieusement la loi ? Mais comparons l'article 155 du Code de 1867 et notre article 119 du Code pénal. Le premier punit non seulement comme l'article 119 le refus par le fonctionnaire de dénoncer une détention illégale, mais aussi le refus de la faire cesser, si ce fonctionnaire en a le pouvoir.

D'autre part, cet article belge n'exige pas comme notre article 119 que la réclamation du détenu au fonctionnaire soit une réclamation légale.

Le mot « légale » a été supprimé dans l'article belge. Il ne sera pas nécessaire que cette réclamation soit faite dans toutes les règles pour que le fonctionnaire soit forcé d'y déférer. Les déclarations faites au Sénat en font foi (2).

Comparez encore, en ce qui concerne toujours les détentions illégales, l'article 157 du Code pénal belge et l'article 120 du Code pénal français. Le premier punit non seulement les gardiens et concierges, mais aussi les « directeurs et commandants » des maisons

1. Explication du rapporteur Nypels. *Commentaire de l'article 147 du Code pénal belge interprété*, p. 369 et suiv.

2. Nypels, t. I, art. 155.

de dépôt, d'arrêt, de justice ou de peine. De plus, l'article belge exige que ce soit en vertu d'un mandat légal que ces fonctionnaires ou employés subalternes détiennent leurs prisonniers pour éviter les pénalités des détentions arbitraires (ce mandat doit être régulier en la forme, comme on peut l'induire de l'article 609 du Code d'instruction criminelle belge ; le commandant de prison ou le concierge doit donc en vérifier la régularité).

Notre article 120 se contente au contraire d'un simple mandat, sans autre exigence.

Si on étudie maintenant la responsabilité des fonctionnaires en Belgique, il ne semble pas qu'il y ait des différences sensibles avec notre système. « Tout fonctionnaire, dit M. Giron, est personnellement responsable des attentats et des actes vexatoires qu'il se permettrait en abusant de son autorité ou en excédant les limites (1). » Depuis la constitution de 1831 il n'est plus nécessaire d'obtenir une autorisation préalable afin d'exercer des poursuites contre des fonctionnaires publics pour fait de leur administration (Giron, *ibid.*).

Quant aux officiers de police judiciaire, s'ils sont poursuivis civilement en dommages et intérêts à raison d'un acte qu'ils ont fait ou ordonné, des tribunaux leur refusent le bénéfice de la prise à partie (2).

En matière pénale, juges ou officiers de police

1. Giron. *Droit admin. de Belgique*. Livre I, p. 226.

2. Liège, 1^{er} mars 1893, *Pasicrisie*, p. 307.

judiciaire, qui auraient commis un délit dans l'exercice de leurs fonctions, seraient traduits directement devant la Cour d'appel (Giron, *ibid.*).

Enfin, peut-être est-il préférable que cette prise à partie, dans les cas restreints où elle est admise, soit portée dans tous les cas en Cour de cassation (Loi du 25 mars 1876, art. 19, 2^e partie), au lieu de partager, comme le fait la loi française (art. 509 du Code de proc. civ.), la compétence entre les Cours d'appel et la Haute-Cour (aujourd'hui Cour de cassation). La Cour de cassation offrira, en effet, le maximum de garanties.

CONCLUSION

Ainsi donc, du *Digeste* à Carnot, de Jousse à Trebutien, de Luc de la Penna à Blanche, les solutions affirmatives, mitigées ou négatives, se sont propagées et multipliées sur cette question de la résistance aux actes illégaux. La jurisprudence, malgré une présomption dominante de légalité, n'est pas exempte non plus de dissidences et d'incertitudes.

Le texte de l'article 209 reste silencieux sur la question. On n'en peut tirer, nous l'avons vu, aucun argument pour ou contre la résistance.

Peut-il, en effet, légitimer la résistance aux illégalités? Non, à moins d'en compléter arbitrairement le sens, l'expression « agissant pour l'exécution des lois, etc. » impliquant uniquement la nécessité d'actes d'exécution commis dans l'exercice des fonctions.

Le texte reste muet sur les illégalités de l'agent. Le Sellyer a donc eu tort d'en tirer un argument *a contrario*. Il eût fallu au moins pour cela que le mot légalement y fût ajouté.

Condamne-t-il la résistance? Pas davantage.

C'est enforcer aussi le sens que de déclarer, comme

la Cour de cassation (aff. Bernard), que l'article 209 frappe indistinctement toute résistance aux actes légaux et illégaux.

En effet, non seulement l'article 209 reste muet sur une pareille assimilation dans la protection des actes de l'agent de l'autorité, mais il ne parle même pas de légalité ou d'illégalité. Pour les besoins de la cause (il fallait que l'article 209 pût autoriser la présomption en germe à cette époque) la Cour de cassation torture aussi le texte.

Strictement interprété, le texte de l'article 209 n'autorise la résistance que dans deux cas :

- 1° Si l'agent agit comme simple particulier ;
- 2° S'il usurpe des fonctions étrangères.

Dans le silence du texte, doit-on chercher la solution de la question dans l'intention du législateur ? Non, car en admettant qu'elle exclue tacitement la résistance (le mot « légalement » ayant été « escamoté » volontairement, au dire d'Hello, ce qui semble plausible), l'intention du législateur ne perd-elle pas toute autorité par suite de la transformation politique de notre pays ?

Il faut reconnaître parfois aux textes une plasticité suffisante pour qu'elle leur permette de s'adapter successivement à tel ou tel régime politique déterminé. Dans l'interprétation des lois, « très importante et plus précise en même temps, dit M. Geny, doit être l'influence de notre organisation politique positive ». Et, « avant tout, déclare-t-il encore, le droit positif doit rester chose vivante.

Or vivre c'est se mouvoir et se transformer. Pour le droit : c'est plus encore, c'est lutter en vue d'une parfaite et constante adaptation aux exigences de la vie sociale ».

Il est certain que la résistance paraît difficilement concevable à l'époque de l'élaboration du Code pénal ; le despotisme impérial pèse universellement alors sur les grands Corps de l'Etat ; la pensée du maître est « une ornière de marbre dont personne ne doit s'écarter » ; elle a dû étouffer dans l'esprit du législateur la revendication des droits et libertés révolutionnaires.

Sous un tel régime d'ailleurs, les règles et formalités de justice sont écartées, et la police obtient alors toute latitude. C'est ainsi qu'un décret impérial du 3 mars 1810 (1) vise « les détenus dans les prisons de l'Etat qu'il n'est convenable ni de faire traduire devant les tribunaux ni de faire mettre en liberté ». Voilà donc ressuscitée l'incarnation arbitraire de l'ancien régime. Or, ce décret est postérieur au Code pénal, notamment à la publication du titre I, livre III, concernant les crimes et délits contre la chose publique ; il violait donc le Code pénal relativement aux garanties accordées à la liberté individuelle par les articles 114 à 122. Et le rapport de Bruneau-Beaumier, déclarant « que la jouissance de la liberté individuelle est pour l'homme vivant en société le premier de tous les biens..., que

1. *Moniteur* de 1810, p. 256.

le gouvernement et la loi doivent la protéger avec une religieuse attention de tout acte arbitraire de la part des ministres ou de leurs agents », ce rapport restait lettre morte pour l'empereur. Et remarquons que ce décret de 1810 ne vise pas seulement des individus qui ont attenté à la sûreté de l'Etat et pour lesquels « des considérations supérieures s'opposent à ce qu'ils soient mis en jugement » mais aussi de simples brigands dévaliseurs de diligences ou autres « que les Cours n'ont pu condamner, quoiqu'elles eussent la certitude de leur culpabilité et dont elles ont reconnu que l'élargissement serait contraire à l'intérêt et à la sûreté de la société ».

Or, si un gouvernement despotique s'arroge ainsi, au nom des intérêts de l'Etat, le droit d'attenter à la liberté individuelle en violant la loi par des détentions arbitraires, il peut toujours, dans le silence des textes, invoquer la sûreté de l'Etat pour condamner la résistance aux actes illégaux de ses agents.

Mais nous en avons fini avec les détentions et arrestations arbitraires. La Charte de 1814 les prohibe formellement, et la Constitution de 1875, encore que muette sur ce point, doit être considérée comme ayant ratifié la prohibition, à l'exemple des constitutions intermédiaires. Politiquement d'ailleurs, l'arbitraire devient difficilement concevable dans notre régime actuel à pouvoirs délégués, comptables directement ou indirectement aux citoyens de leurs actes, et reposant sur un équilibre de droits et de devoirs.

L'article 209 étant écarté de la discussion, aussi bien dans sa lettre que dans son esprit présumé, on a envisagé, et l'on conçoit que l'on peut envisager la question sous quatre aspects différents :

1^o Nature des illégalités ; 2^o la source d'où elles émanent ; 3^o intérêts de la paix publique ; 4^o intérêts de la victime. Examinons-les successivement.

Que penser de la solution qui distingue selon la nature des illégalités ? Trop imprécise, abandonnée à la variabilité des appréciations individuelles, la distinction de Barbeyrac et Le Sellyer doit être rejetée. Un homme d'une honorabilité douteuse pourra préférer les recours judiciaires à la résistance en cas d'arrestation arbitraire, alors qu'un homme fier de son honneur jugera la résistance nécessaire à cette honte imméritée et pour lui irréparable.

La distinction de Trebutien a l'avantage au contraire de soustraire la question à l'incertitude des appréciations individuelles ; il précise, en effet, des situations nettes où la résistance sera possible ; il la rejette dans les autres cas. Cependant, dans les cas où les illégalités justifieront la résistance, accuseront-elles toujours irréfragablement à première vue leur nature, de telle sorte que l'on pourra les reconnaître aussitôt, en vue d'une riposte nécessairement immédiate ? Oui, s'il y a défaut de mandat, ou refus de justifier le mandat, c'est-à-dire un fait matériel et évident. Beaucoup moins, s'il s'agit de violations de la loi, ou d'incompétence.

Même reproche peut être adressé à plus forte rai-

son à Garraud et Chauveau et Faustin Hélie : les excès de pouvoir justifiant la résistance restent trop imprécis.

En second lieu, on peut envisager, pour résoudre la question, la source des illégalités.

Normalement l'agent exécute un ordre ; on peut distinguer selon que les illégalités sont imputables à l'agent d'exécution ou au donneur d'ordre. C'est ainsi que Coffinières couvre l'agent dans le premier cas, à moins qu'il ne se rende coupable d'illégalités inexcusables.

Mais l'agent de l'autorité peut aussi, comme de Grattier l'a remarqué, exécuter sans mandat, sans ordres, un acte de ses attributions, qu'il a le droit de faire par lui-même.

Seul, M. Garçon a examiné la question dans toute sa complexité. Mais, s'il est conforme à la subordination hiérarchique de restreindre, comme l'a fait M. Garçon, les pouvoirs d'appréciation de l'agent, touchant la légalité des ordres qu'il reçoit, il faut se montrer plus sévère en ce qui concerne l'exécution même de ces ordres. Mieux qu'à quiconque doit s'appliquer à l'agent la règle : « *Nemo censetur ignorare legem.* »

Exécute-t-il un ordre ? Il doit connaître et observer les formes légales ; destiné par son métier à appliquer la loi, il serait inexcusable de l'ignorer ou de la violer.

A plus forte raison, doit-il se défier de l'arbitraire lorsqu'il agit *motu proprio*, car il n'y a pas d'ordres

qui fixent sa tâche ou réglementent sa façon de procéder ; et il ne peut se retrancher pour excuser ses illégalités derrière les exigences de l'obéissance hiérarchique.

On peut considérer en troisième milieu les nécessités de l'ordre public pour contraindre les citoyens à se courber provisoirement devant l'illégalité. C'est le système de la Cour de cassation. Mais pourquoi de Grattier invoque-t-il aussi l'ordre public pour justifier inversement la résistance ? C'est que l'ordre public est une arme à deux tranchants pouvant frapper à la fois les résistances aux illégalités, et ces illégalités elles-mêmes. Derrière la notion superficielle et courante de sécurité, de tranquillité publique, un sens plus profond, d'une portée sociale et politique se distingue dans l'ordre public : il désigne l'ensemble des mesures destinées à maintenir l'existence d'une société organisée, mesures variant selon le temps, le lieu et l'état politique d'un pays.

Dans cette dernière acception, l'ordre public peut imposer des sacrifices aux individus et l'on pourra soutenir qu'il prohibe les résistances aux actes illégaux, comme il prohibe par exemple les substitutions. Mais ne pourra-t-on pas répondre qu'il doit assurer aussi le respect de la liberté individuelle, ou du domicile, ce qui est nécessaire non seulement à tel ou tel pays, mais à toute société organisée, et que, dans l'insuffisance des garanties judiciaires, il est d'ordre public de résister ?

On peut enfin, et il faut surtout envisager la per-

sonne de la victime des illégalités, si on veut résoudre équitablement la question.

Après avoir énuméré les systèmes connus, Hello (1) déclare : « Mais ce n'est pas de ce côté qu'il faut se placer pour qualifier la résistance, mais du côté de la personne lésée, de celle qui résiste, du patient ; pour celui-ci toutes les nuances se confondent, les distinctions de droits s'évanouissent, une seule chose est sensible pour lui, c'est qu'on l'arrête hors des cas prévus par la loi. »

Et cependant, Hello n'hésite pas à se rallier au système jurisprudentiel de l'obéissance provisoire, basé sur une présomption de légalité. Quelle est donc la valeur de cette présomption ? Parmi les présomptions, les unes sont abandonnées à la sagacité du juge, d'autres sont déduites de faits caractéristiques (remise de titre, légitime défense), d'autres enfin ont leur raison d'être dans un intérêt supérieur d'ordre public (prescription, paternité, etc.). La présomption, qui nous occupe, rentrerait dans la dernière catégorie, car elle s'appuie uniquement sur des considérations invariables et préconçues tirées du caractère de l'agent et des intérêts de l'ordre public.

Ce serait une présomption légale au premier chef ; sa création devrait relever de la haute prévoyance législative et non de la jurisprudence.

Cette présomption écartée, faudra-t-il chercher dans la légitime défense la justification de la résis-

1. Hello. *Régime constitutionnel*, tome II, p. 235.

tance la protection de la victime? Oui ; mais distinguons. La légitime défense implique dans sa cause un mal irréparable, ou, semble-t-il aussi, un mal si difficilement réparable qu'on ne puisse avoir l'espoir ferme de le châtier par des recours postérieurs en justice. Or, dans l'état actuel de notre législation, cet espoir serait si souvent leurré qu'il vaut mieux accorder aux citoyens, victimes d'actes illégaux la défense matérielle et personnelle de leurs droits.

En effet, soit qu'il s'agisse d'illégalités imputables à des agents du gouvernement, ou d'illégalités imputables à des officiers de police judiciaire, les garanties répressives accordées aux victimes à défaut de la résistance semblent insuffisantes et souvent même illusoires.

En ce qui concerne les agents du gouvernement, si le décret du 19 septembre 1870 a libéré les poursuites dirigées contre eux par les particuliers de l'autorisation préalable en Conseil d'Etat, il n'a pas eu pour effet d'étendre la compétence des tribunaux judiciaires afin de leur permettre de connaître des actes administratifs (1). Lorsqu'il s'agit d'actes administratifs, l'autorité administrative aura toujours le droit de proposer le déclinatoire et d'élever le conflit. S'il s'agit d'une illégalité proprement dite : « Il résulte de la jurisprudence, dit M. Laferrière, que l'illégalité prétendue d'un acte administratif n'a pas

1. Tribunal des conflits, 26 juillet 1873.

nécessairement pour effet de le transformer en un quasidélit de droit commun ; elle peut n'engendrer qu'une faute administrative relevant de l'administration supérieure ou de la Juridiction administrative et non des tribunaux judiciaires. » Grâce à l'imprécision de distinctions trop subtiles pour départager nettement les compétences administratives et judiciaires, imprécision dont profite l'administration pour étendre sa compétence, à l'amovibilité des magistrats administratifs, à la prépondérance de l'administration au tribunal des conflits, grâce enfin aux complaisances de la Cour de cassation, il semble que l'Etat, dans les procès intentés contre les fonctionnaires se réserve le droit d'être juge et partie. Ajoutons que si l'acte illégal reconnu comme acte d'administration n'impliquant pas le fait personnel du fonctionnaire est déféré en conseil d'Etat, s'il constitue un excès de pouvoir, cette juridiction ne pourra que l'annuler, sans pouvoir condamner aux dépens, ou substituer une autre décision (1).

Si l'on emploie d'autre part le recours hiérarchique au ministre il arrivera souvent que l'agent sera couvert ou frappé d'une façon excessive selon qu'il aura répondu oui ou non à la politique ministérielle. N'oublions pas enfin que les actes de gouvernement échappent à l'appréciation de toute juridiction, si grâce aux circonstances politiques du moment ils paraissent nécessités par la raison d'Etat.

1. Sirey, 82. 3. 34.

Quant aux poursuites dirigées contre les officiers de police judiciaire, la loi et la jurisprudence leur opposent une double entrave :

1° La poursuite des délits commis par les officiers de police judiciaire dans l'exercice de leurs fonctions au lieu d'être abandonnée à la victime dépend de l'initiative du procureur général (art. 479 et 483 du C. d'instr. cr.). Si le procureur général néglige de poursuivre, on pourra, il est vrai, s'adresser au premier président qui, en vertu du décret du 6 juillet 1810 (art. 62), peut convoquer les Chambres pour donner connaissance des faits à la Cour, et enjoindre, s'il y a lieu, au procureur général de poursuivre. Mais ce n'est là encore qu'une faculté pour le premier président, non pas une obligation.

2° La Cour de cassation, relativement à la prise à partie assimile les officiers de police judiciaire aux juges (1). Il faudra donc obtenir l'autorisation préalable du tribunal devant lequel la prise à partie doit être portée (art. 510 du C. de proc. civ.) et encourir une amende assez forte si la requête est rejetée (art. 513 du C. de proc. civ.).

En cas de délits commis par ces officiers de police judiciaire, le procureur général ne se bornera-t-il pas souvent d'autre part à user du droit de remontrance que lui donnent ses pouvoirs de surveillance

1. Cassat., 14 juin 1876, Perrin, (S. 77. 1. 193). — Cass., 4 mai 1880. (S. 81. 1. 79).

(art. 279 du C. d'instr. cr.), ne sera-t-il pas tenté de couvrir ses agents auxiliaires ?

En somme, la résistance sera justifiée actuellement par la légitime défense, non pas tant en raison de la gravité du mal, qu'en raison de l'insuffisance des garanties répressives. Par suite, cette difficulté anormale d'obtenir des réparations judiciaires dispensera la victime de prouver que l'atteinte illégale avait la gravité requise (atteinte à la vie, à l'honneur, etc.) pour le constituer en légitime défense.

Toute atteinte quelle qu'elle soit, à la personne ou aux biens, devra être reconnue suffisante, si elle est illégale, pour justifier la riposte de la victime.

Notre solution ne s'inspire donc pas de raisons théoriques ou juridiques, mais elle nous est fournie par des considérations de fait.

Comblons quelques lacunes, détachons certaines entraves de la loi, touchant la responsabilité des fonctionnaires, variera-t-elle ? Commandera-t-elle la soumission provisoire ? Oui, il faut l'admettre.

Et pour cela que doit-on faire ? Deux choses :

1^o Réprimer, comme le fait récemment le projet Lacoïn (1), par des dispositions minutieuses et sévères, les atteintes illégales à la liberté et au domicile des citoyens ;

2^o Faciliter les poursuites contre les fonctionnaires et magistrats. Certes, on ne peut les ouvrir aussi

1. Rapport Lacoïn sur la responsabilité des fonctionnaires et magistrats. *Revue pénitentiaire*, mars 1906.

largement contre les fonctionnaires et magistrats que contre les simples particuliers.

Pour les magistrats, Bigot Prameneu disait en effet justement : « Si l'intérêt public exige qu'ils soient responsables dans certains cas, encore faut-il qu'ils ne soient pas dépouillés de toute dignité, ce qui arriverait si les plaideurs au gré de leurs ressentiments et de leurs passions avaient le droit de les obliger à descendre de leur siège pour justifier de leur conduite ». Et l'intérêt supérieur du fonctionnement de l'administration exige aussi que les fonctionnaires ou les agents d'exécution ne soient pas en but à des poursuites abusives.

Toutefois des réformes récemment proposées méritent d'être adoptées.

C'est ainsi qu'il faut réserver, comme le veut M. Lacoïn, pour la compétence des tribunaux judiciaires ; la connaissance des illégalités. « Tout ce qui a trait à la liberté, à la propriété, au domicile, dit M. Lacoïn est du domaine judiciaire. Le juge ne doit-il pas connaître de toutes les conséquences préjudiciables d'une illégalité, d'un excès de pouvoir ? Le fonctionnaire qui sort de sa fonction ne peut plus être fonctionnaire, celui qui obéit à un ordre manifestement illégal, qui méconnaît ou viole la loi n'est plus un fonctionnaire. » Il faut donc supprimer le conflit en cette matière. Quant à la mise en jugement de l'article 479 du Code d'instruction criminelle, on a proposé avec raison aussi de la soustraire aux influences gouvernementales en subs-

tituant au procureur général qui est amovible le premier président qui ne l'est pas.

Souhaitons enfin que l'on accorde au détenu préventif, à l'exemple de la loi belge du 20 avril 1874 la protection légale d'un contrôle judiciaire vérifiant d'une part spontanément la légalité de l'arrestation, et limitant d'autre part la durée de la détention, par suite de l'obligation de statuer dans un délai déterminé à peine de libération du détenu (1).

Dans un chapitre final, il nous reste à examiner le système de répression de la rébellion.

1. Rapport de M. Larnaude sur les garanties de la liberté individuelle. *Revue pénitentiaire*, 1901, p. 185 et suivantes.

CHAPITRE III

SYSTÈME DE RÉPRESSION

Il est difficile d'enchaîner dans un ordre logique les matières diverses que comporte ce chapitre ; nous nous bornerons donc à commenter successivement les dispositions du Code, sauf certaines interventions et adjonctions nécessaires.

Nous examinerons en des paragraphes distincts :

1° Les circonstances légales qui font varier les pénalités ;

2° L'excuse de l'article 213 ;

3° Les questions à poser au jury ;

4° Le concours de crimes et délits commis pendant le cours et à l'occasion de la rébellion avec les peines de la rébellion ;

5° La rébellion, spéciale de l'article 219 ;

6° Le mode d'exécution de la peine de l'article 219 en ce qui concerne les rébellions des prisonniers ;

7° La peine applicable aux chefs et aux provocateurs de la rébellion.

Nous terminerons par une revue rapide des dispositions des législations étrangères concernant la rébellion.

§ 1. — *Circonstances légales qui font varier les pénalités.*

La rébellion constitue soit un délit, soit un crime.

C'est un délit, lorsqu'elle n'est commise, avec ou sans armes, que par un ou deux individus.

C'est encore un délit lorsque des rebelles sans armes sont au nombre de trois à vingt.

L'augmentation du nombre, à condition qu'elle ne soit pas accompagnée de port d'armes, ne constitue qu'une circonstance aggravante du délit.

Mais c'est un crime si les rebelles, au nombre de trois à vingt, étaient armés. De même lorsqu'étant sans armes ils étaient plus de vingt.

Et, à plus forte raison, lorsque ces rebelles, dépassant le nombre de vingt, étaient armés. Voir les articles 210, 211, 212, 214 et 218.

Deux circonstances : 1° le nombre des rebelles ; 2° le port d'armes, ont donc pour effet tantôt d'aggraver la peine du délit, tantôt de transformer le délit en crime.

Dans les cas de simple aggravation correctionnelle, la loi considère d'ailleurs comme étant d'égale importance le port d'armes d'une part, si les rebelles sont en très petit nombre, un ou deux, et le nombre des rebelles d'autre part, à condition qu'il soit

suffisant sans être excessif, qu'il atteigne trois sans dépasser vingt. Même aggravation de peine en effet dans les deux cas : L'emprisonnement normal de six jours à six mois est porté de six mois à deux ans (art. 211 et 212).

Mais si le port d'armes s'ajoute à un nombre plus considérable de rebelles, il aura pour effet de transformer le délit ordinaire en crimes punissables soit de la réclusion si les rebelles sont au moins trois sans dépasser vingt, soit des travaux forcés à temps si le nombre des rebelles excède vingt.

A défaut de port d'armes, le nombre seul des rebelles, s'il dépassait vingt, aurait le même pouvoir de transformation, et donnerait lieu à la même pénalité criminelle (voir art. 210 et 211). Le nombre et les armes, voilà donc les deux éléments qui font varier les pénalités. Etudions-les successivement.

Rébellions collectives sans armes. — Le nombre constituant seul ici l'élément d'aggravation, il importe de préciser et de limiter le caractère des unités qu'il comporte. Doivent être exclus des chiffres légaux les simples témoins ou assistants passifs, car on ne peut leur imputer aucune coopération à la rébellion.

En sera-t-il de même pour les complices ?

On peut hésiter pour deux raisons à les assimiler aux rebelles :

1° Parce que, au lieu de perpétrer directement et matériellement la rébellion comme les co-auteurs, ils n'ont fait que participer à sa consommation, sans

exercer de contrainte violente et immédiate (1). Au lieu d'attaquer les agents de la force publique ou de leur résister avec violence, ils ont fait le guet, ou fermé des issues, par exemple.

2° Parce que cette assimilation des complices aux co-auteurs rendrait inutiles par suite les conditions d'offensive ou de défensive matérielles spécialement exigées pour les rébellions ordinaires.

M. Garçon distingue entre les complices ceux qui ont prêté leur assistance aux rebelles sur le lieu même de la rébellion, fût-elle accessoire aux actes de consommation, et ceux qui ont agi par provocation, moyens fournis, aide ou assistance dans les faits qui ont préparé le délit. Les premiers seuls seraient comptés, les autres non. Tel aurait été l'intention du législateur. Mais dans le silence de la loi il faut se borner à ranger les seuls co-auteurs parmi les rebelles. N'oublions pas en effet que la peine augmente avec le nombre des rebelles, et qu'une assimilation des complices aux co-auteurs, fût-elle limitée à certains d'entre eux, pourrait donner lieu à un accroissement redoutable des pénalités. La fixation des chiffres légaux et les variations de pénalités qu'elle entraîne apparaissent déjà suffisamment conventionnelles sans qu'on y ajoute encore l'aléa d'une aggravation pénale résultant d'une pareille assimilation (2).

1. Voir sur la distinction du complice et du co-auteur. Cass., Aff. Leprevost, 27 nov. 1856, S. 57.1.79.

2. En sens contraire: Cass., janvier 1832 (D. *Rébell.*, n° 60).

Faut-il que la réunion des rebelles ait été préalablement concertée ? M. Garçon (*Code pénal Rébell.*, n° 8) ne juge pas que ce soit indispensable. Et M. Garraud voudrait que cette entente constituât une circonstance aggravante, comme étant l'indice « d'une criminalité plus grande chez les rebelles, et d'un danger social proportionné à l'audace que cette entente suppose de la part des coupables ». Le tribunal correctionnel de la Seine a décidé au contraire que la rébellion d'Auteuil (une manifestation bruyante avait eu lieu contre le président de la République, et des coups avaient été portés aux agents de la force publique) ne tombait pas sous les dispositions de l'article 211 du Code pénal, mais seulement sous celles de l'article 212 § 2, parce qu'il n'y avait pas eu entente préalable entre les manifestants.

Nous pensons que l'entente préalable n'est pas nécessaire. Mais alors comment distinguer ces rébellions collectives des attroupements ? Eux non plus n'exigent pas une entente préalable ; cela est certain. Mais il suffira, pour que l'attroupement constitue un délit, que les personnes qui le composent refusent de se disperser, lorsqu'elles en sont sommées par les autorités compétentes. « Le principe de la loi, déclarait M. Schonen, rapporteur de la loi du 10 avril 1831, c'est que l'attroupement est un délit dès qu'il y a sommation de l'autorité compétente pour sa dispersion et que cette dispersion ne s'est point opérée. » Cela suffit, et il n'est pas besoin, ajoutait-il, qu'un autre délit soit commis.

La loi du 7 juin 1848 qui régit actuellement la matière **ne** définit pas l'attroupement, mais décide de même qu'il ne prend un caractère délictuel que par le refus d'obéir aux sommations (art. 4 § 4 et art. 5 § 1).

En somme trois choses caractérisent actuellement le délit d'attroupement : 1° Il naît accidentellement par opposition aux délits commis par des bandes de malfaiteurs lesquels supposent une organisation préétablie ; 2° Il doit avoir pour théâtre la voie publique (art. 1^{er} de la loi de 1848), car il doit constituer un obstacle à la tranquillité publique ; 3° Il suffit d'actes négatifs pour le constituer (refus de se disperser devant les sommations).

La rébellion, au contraire, outre qu'elle n'aura pas nécessairement lieu sur la voie publique, exige des actes positifs et violents, car elle doit constituer une atteinte physique à des personnes, non pas une atteinte à cette entité : la tranquillité publique.

Quant à l'insurrection politique prévue par la loi du 24 mai 1834, ce n'est ni une réunion d'individus comme l'attroupement, ni une résistance localisée et limitée dans son but et ses effets comme la rébellion, c'est un vaste mouvement d'inspiration politique.

Toutefois, lorsqu'il sera nombreux, armé, faisant usage de ses armes (art. 4 de la loi de 1848 § 5), et animé d'intentions politiques, l'attroupement ne sera souvent que le prodrome d'une sédition et se confondra avec elle.

Et les rébellions collectives elles-mêmes pourront dégénérer aussi en insurrection politique, car elles

peuvent être très vastes, la loi ne limitant pas le nombre des rebelles, armées et inspirées par un sentiment d'hostilité politique, poussant les rebelles à assouvir sur la personne des agents de l'autorité leur ressentiment politique.

De défensives et localisées, elles peuvent devenir rapidement offensives et se généraliser.

A ce titre nous jugeons superflu d'exiger pour les rébellions collectives le concert préalable.

Il semble que le nombre légal des rebelles devrait être fixé par les condamnations prononcées contradictoirement ou par contumace et que ceux qui sont reconnus coupables devraient bénéficier des acquittements des autres. Mais la Cour de cassation décide le contraire : Un verdict pourrait sans nullité constater qu'une réunion est composée de vingt personnes, tout en ne reconnaissant coupable du crime qu'un seul accusé (1).

Rébellion armée. — Que faut-il entendre par réunion armée ?

L'article 214 répond : « Toute réunion d'individus pour un crime ou pour un délit est réputée armée lorsque plus de deux personnes portent des armes ostensibles ».

Il faut résoudre la question : 1° par une distinction entre les armes ostensibles et les armes cachées ; 2° par une combinaison (2) de cet article 214 avec

1. Cas., 2 mai 1851 (*Bull. crim.*, 163), *Dall.* 51.5. 457).

2. En ce sens Cass. 14 décembre 1850. *Bull.* 421.

les articles 210 et 211. Quant à la définition des armes, aux distinctions légales ou jurisprudentielles, voir l'article 101 du Code pénal, et Cassation, 18 mai 1810 (Dall. *Armes*, 46), 3 octobre 1817 (*Bull.*, 87, Set Pchr) ; 16 février 1832 (Dall. *Répert. Armes*, 41) ; 30 avril 1824 (Dall. *Armes*, 44).

Pour débrouiller la question nous distinguerons avec M. Garçon trois hypothèses différentes :

1° On suppose une réunion composée de trois personnes ou plus, et dans laquelle trois au moins portent des armes ostensibles ;

2° La réunion est aussi de trois personnes ou plus, mais moins de trois portent des armes ostensibles ;

3° La réunion est le fait d'une ou de deux personnes seulement.

La première hypothèse vise la rébellion armée.

Toutefois, l'article 214 comme l'admet l'arrêt du 14 décembre 1850, « est une disposition générale qui tend à donner le caractère de réunion armée à toute réunion composée de plusieurs individus dans laquelle plus de deux personnes seraient porteurs d'armes apparentes » (1).

Il faudra donc combiner l'article 214 avec l'article 211 et même avec l'article 210, bien que le texte de ce dernier semble s'y refuser, car il parle de vingt personnes armées. Il suffira donc qu'il y ait plus de deux personnes armées pour que les travaux

1. Blanche, tome IV, n° 54. — Chauveau, Faustin H. et Villey, tome III, n° 946.

forcés puissent être prononcés en application de l'article 210.

Rentreraient aussi dans cette expression « réunion armée pour un crime ou un délit » des associations de bandits, en vue de pillages, si plus de deux de ces bandits se trouvaient porteurs d'armes ostensibles. De même, seront réputés en réunion armée, sauf les pénalités spéciales, les individus en insurrection, s'il y en a plus de deux qui sont porteurs d'armes ostensibles. Dans le cas de réunion armée, le seul fait que des rebelles en nombre légal portent des armes ostensibles a pour résultat d'infliger à leurs compagnons une pénalité identique à la leur, bien que ces derniers cachent leurs armes ou même en soient dépourvus. La loi a établi en effet une sorte de responsabilité solidaire, basée sans doute sur cette idée que la visibilité des armes dont certains rebelles sont porteurs doit faire présumer de la part des autres une association, une complicité criminelle passible de la même peine. Il en résulte que ce port d'armes ostensibles est une circonstance aggravante, agissant *in rem* et s'appliquant fatalement à tous les coaccusés, bien qu'elle puisse n'être imputable qu'à quelques-uns d'entre eux. Il en résulterait qu'une déclaration du jury qui écarterait de l'un des coaccusés cette circonstance aggravante alors qu'elle l'admettrait contre d'autres, serait entachée de contradiction, et comme telle entraînerait cassation, car cette circonstance aggravante est indivisible et « n'a pu varier, dit un arrêt, au regard de l'un ou de l'au-

tre accusé » (1). Une seule question devrait donc être posée au jury sur cette circonstance aggravante.

De quelle peine sera frappée la réunion armée de rebelles ? Elle variera selon le nombre de rebelles. Ce sera la réclusion, s'ils ne sont que trois au moins ou vingt au plus ; les travaux forcés s'ils dépassent vingt.

Deuxième hypothèse. — Le nombre des rebelles peut être le même (trois ou plus), mais il n'y en a qu'un ou deux qui portent des armes ostensibles. Le minimum légal n'étant pas atteint, on ne peut qualifier de réunion armée une semblable rébellion. Et cependant, le port d'armes a paru encore suffisamment grave pour entraîner une responsabilité pénale identique à celle de l'article 214, à la différence qu'elle n'est qu'individuelle au lieu d'être solidaire. L'article 215 le dit expressément pour les porteurs d'armes cachées ; ils subiront donc la peine de travaux forcés, ou de la réclusion, selon leur nombre.

Et les porteurs d'armes ostensibles ? Bien que la loi n'en parle pas, il faut leur appliquer à plus forte raison, individuellement, les mêmes pénalités. L'assimilation, bien qu'il s'agisse d'une matière de droit

1. Cass., 10 oct. 1861 (Dall. 61. 1. 502). Voir sur cette responsabilité solidaire les opinions conformes de Garraud (t. IV, n° 6290). Garçon, n° 63 (*C. pénal*). Chauveau, Faustin Hélie et Villey, t. III, n° 946.

pénal, est imposée par la raison et la justice ; elle comble un oubli manifeste du législateur (1).

Quant aux rebelles sans armes, la loi les passant aussi sous silence, il vaut mieux au contraire les soustraire aux pénalités de la réunion armée ; ils ne seront passibles que des peines correctionnelles de la réunion non armée. Ils échappent à plus forte raison à la responsabilité solidaire à laquelle ils eussent été soumis en cas de réunion armée.

On voit que la présence d'un homme armé ostensiblement de plus ou de moins dans une rébellion collective peut donner lieu à d'inquiétantes variations de pénalités en ce qui concerne les rebelles non armés.

Troisième hypothèse. — La rébellion est le fait d'une ou de deux personnes. Elle ne donne lieu alors qu'à une peine correctionnelle, variable selon qu'il y a ou non port d'armes (art. 212). Comme il ne s'agit pas d'une réunion armée, il n'y a pas à distinguer, en cas de port d'armes, si les armes sont ostensibles ou cachées.

Et il semble juste d'admettre, par analogie avec l'hypothèse précédente que, dans le cas où un seul des deux rebelles serait armé, l'aggravation pénale résultant du port d'armes resterait spéciale au rebelle armé ; la faire peser sur son compagnon sans

1. En ce sens Garraud, t. IV, n° 1290. — Blanche, t. IV.
— M. Garçon, *Code pénal*, p. 202, n° 18.

En sens contraire Chauveau, Faustin Hélie et Villey, t. III.

armes, ce serait admettre une solidarité analogue à celle de l'article 214, et rien n'autorise une semblable extension, cette solidarité de l'article 214 ne visant que la réunion armée, et devant, comme toute solidarité, s'interpréter restrictivement.

L'article 218 ajoute une peine pécuniaire à celles qui précèdent, amende facultative.

Mais les peines des rébellions collectives s'appliqueront-elles indistinctement à tous les coupables ? Non, l'article 213 décide en effet que, « en cas de rébellion avec bande ou attroupement, l'article 100 du présent Code sera applicable aux rebelles sans fonctions ni emplois dans la bande qui se seront retirés au premier avertissement de l'autorité publique, ou même depuis, s'ils n'ont été saisis que hors du lieu de la rébellion, ou sans nouvelle résistance et sans armes ». Il s'agit d'une excuse spéciale. Etudions-la.

Excuse de l'article 213. — L'article 100 auquel nous sommes renvoyés décide « qu'il ne sera prononcé aucune peine pour le fait de sédition contre ceux qui, ayant fait partie de bandes armées sans y exercer de commandement et sans y remplir aucun emploi ni fonctions, se seront retirés au premier avertissement des autorités civiles ou militaires, ou même depuis, lorsqu'ils n'auront été saisis que hors du lieu de la réunion séditeuse, sans opposer de résistance et sans armes ». L'article 100, comme le porte l'intitulé du paragraphe qui le contient, vise les crimes tendant « à troubler l'Etat par la

guerre civile, l'illégal emploi de la force armée, la dévastation et le pillage publics ». Ce sont les crimes commis par les bandes armées.

Remarquons en passant que l'article 96 du même paragraphe, lorsqu'il punit le crime consistant à se mettre à la tête d'une bande armée, ou à accepter des fonctions dans cette bande « pour faire attaque ou résistance envers la force publique », ne peut faire double emploi avec les articles punissant les rébellions armées, car il vise le cas spécial où le commandement ou les fonctions ont été assumés dans le but d'empêcher la répression par la force publique de certains crimes énumérés par cet article, crimes très graves : envahissement, pillages de propriétés publiques, etc., et entraînant une peine plus grave : la mort.

L'article 100, d'autre part, vise les bandes armées ; c'est-à-dire des associations organisées de malfaiteurs poursuivant certains buts (article 96) criminels (1). L'article 213, spécial à la rébellion, ne semble viser par le mot « bande » que les rébellions concertées ; quant au mot « attroupement » qui fait opposition, il désigne vraisemblablement les rébellions fortuites et spontanées.

Mais, à part la différence des délits, le fondement et les conditions d'admission de l'excuse sont les mêmes dans l'article 100 et l'article 213.

Même fondement : dissoudre les rébellions ainsi

1. Locré, tome XXIX, p. 340.

queles séditions en encourageant les défections (1). Et on les encourage par la promesse d'une exemption de peine.

Cette excuse de l'article 213 est une excuse légale absolutoire (2). Si elle n'exclut pas l'imputabilité, comme le ferait l'amnistie, et si l'existence des faits qui la motivent ne peut s'opposer à la mise en accusation des prévenus, ces derniers n'en devront pas moins être déclarés absous s'ils ont demandé la position d'une question sur l'excuse (3).

Sur la possibilité de poser la question d'excuse au jury (Cassat., 2 mai 1833, *Bull.*, 171, *Dall.*, *Instr. crim.*, n° 2675, et 5 octobre 1833, *Bull.*, 424, *S.* 34. 1. 671).

Mêmes conditions d'admission aussi.

Quelles sont-elles ? Il y en a deux :

1° Il faut que les rebelles qui ont fait défection n'aient exercé aucune fonction ou emploi dans une bande ;

2° Il faut que l'une ou l'autre de ces deux conditions soit remplie : 1° ou que les rebelles se soient retirés au premier avertissement ; 2° ou qu'ils aient été saisis, dans le cas où ils auraient engagé la lutte, hors du lieu de la rébellion, sans nouvelle résistance et sans armes. Cette interprétation qui offre une

1. Locré, tome XXIX, p. 429.

2. D'après la plupart des auteurs c'est une excuse légale. Blanche, t. II, n° 546. Chauveau, F. H. et Villey, t. III, n° 950; et II, n° 503. Garçon, articles 96 à 100, n° 25.

3. Garraud, t. III, n° 898.

alternative aux rebelles doit être admise, car elle est la plus large et la plus conforme à la raison et à la rédaction littérale du texte. Le premier membre de l'alternative serait marqué par ces mots : « se seront retirés au premier avertissement » ; le second par ceux-ci : « ou même depuis, s'ils n'ont été saisis que hors du lieu de la rébellion, ou sans nouvelle résistance et sans armes ». Il faudrait aussi supprimer la disjonctive « ou » dans la phrase « ou sans nouvelle résistance, etc. ». Car dans l'article 100, auquel on doit se référer, on ne la voit pas figurer.

Les conditions finales du lieu et du désarmement des rebelles seraient donc spéciales au cas où, n'ayant pas obéi au premier avertissement, ils auraient engagé la lutte. Peut-on concevoir en effet qu'on puisse appliquer ces conditions au cas où les rebelles se sont retirés au premier avertissement ? Non, car ces rebelles n'ayant pas résisté, ils n'ont pu « opposer une nouvelle résistance » ; et d'autre part les mots « ont été saisis » ne s'appliquent qu'aux rebelles qui ont engagé la lutte, la force publique n'étant pas autorisée à saisir des individus qui se sont retirés au premier avertissement. L'opposition des mots « se sont retirés » et « ont été saisis » n'indique-t-elle pas suffisamment l'alternative ?

On conçoit d'ailleurs que, dans l'intérêt supérieur de la tranquillité publique, le législateur ait assimilé les soumissions tardives, mais définitives, aux déflections spontanées, ou succédant au premier avertissement. Toutefois pour que l'excuse de l'article 213

soit applicable aussi aux rebelles qui ont continué la lutte, nous pensons qu'il faut exiger à leur égard cumulativement les trois conditions suivantes :

1° Il faut qu'ils soient saisis hors du lieu de la rébellion ;

2° Qu'ils n'opposent pas de nouvelle résistance ;

3° Qu'ils soient sans armes.

La soumission de ces rebelles doit être en effet totale : elle le sera quand ils auront fui, jeté bas les armes et renoncé à toute résistance.

Mais si le rebelle s'est retiré spontanément ou après le premier avertissement, cela suffit ; on ne peut exiger d'autres conditions.

Les auteurs, comme Chauveau et Faustin Hélie, appliquent toutefois les conditions finales de l'article 213 (condition de lieu, de passivité et de désarmement) aussi bien dans le cas où le rebelle s'est retiré au premier avertissement que dans celui où il a engagé la lutte. Il semble cependant difficile de concevoir et d'exiger que le rebelle, dans le premier cas, soit hors du lieu de la rébellion. Blanche, reproduisant trop exactement les termes de l'article 213, ne dévoile pas suffisamment sa pensée sur ce point.

Des arrêts de Cassation semble découler le système qui a inspiré Chauveau et Faustin Hélie. Un arrêt décide notamment qu'il ne suffit pas que le jury ait constaté que les accusés avaient été pris hors du lieu de la rébellion, sans résistance et sans armes, et qu'ils n'avaient exercé ni commandement ni fonctions ; il faut encore qu'il déclare qu'ils se sont reti

rés du lieu de la rébellion, soit depuis le premier avis, soit depuis (1).

Il a été jugé aussi que l'exception d'excuse tirée de l'article 213 est une exception personnelle aux rebelles qui la peuvent invoquer; elle ne peut s'étendre à ceux qui ont provoqué à la rébellion (2).

Il est certain que cette excuse est spéciale aux faits de rébellion; elle ne peut absoudre les crimes particuliers commis à l'occasion de la rébellion.

Comme l'article 213 est muet sur la nature et le nombre des avertissements, il faut le compléter par la loi du 7 juin 1848 (art. 3). Il y aura donc deux sommations si la réunion est armée, trois si elle est sans armes.

Remarquons que cette loi de 1848 (article 4, par. 3) contient une excuse analogue à celle de l'article 213. « Néanmoins il ne sera prononcé aucune peine pour fait d'attroupement contre ceux qui, en ayant fait partie sans être personnellement armés, se seront retirés sur la première sommation de l'autorité. »

L'article 213, en tant qu'il vise les attroupements, fera-t-il double emploi avec ce texte? Non, car il est moins exigeant pour accorder l'exemption de peine; il étend en effet (d'après nous, du moins) le bénéfice de l'excuse aux soumissions après lutte, tandis que l'article 4, § 3, le restreint aux soumissions consécutives au premier avertissement. Et, d'autre

1. Cass., 30 août 1832 (Dall. *Rébell.* 51).

2. Cass., 4 janvier 1851 (*Bull.* 9).

part, cet article 213 n'exige pas, à l'inverse de l'article 4, que le rebelle qui se retire à la première sommation, soit dénué d'armes.

En réalité, cette loi de 1848 ne vise que les rassemblements fortuits, punissables seulement comme tels ; les attroupements de l'article 213 au contraire ne sont pas punissables en tant que simples rassemblements ; il faut de plus qu'ils se livrent aux actes caractérisés de la rébellion.

On doit se demander enfin si l'excuse de l'article 213 devrait être étendue aux individus qui, participant à un mouvement insurrectionnel, se seraient retirés à la première sommation de l'autorité ? Des opinions (1) diverses furent soutenues, lors de la discussion de la loi de 1834. M. Charamaule soutint que l'article 213 devait être appliqué parce qu'il a un but politique : licencier l'émeute.

Odilon Barrot fut du même avis : il faut donner « une prime d'indulgence à celui qui fuit le rassemblement ». M. Réalier Dumas voulait qu'on limitât l'indulgence au bénéfice des circonstances atténuantes. Mais, d'après M. Amilhau, l'excuse de l'article 100 n'avait pas à intervenir : le simple fait de se rendre en armes à une insurrection constituant un crime, se fût-on retiré à la première sommation.

On repoussa l'adjonction à l'article 5 de la loi de 1834 du paragraphe suivant : « Il n'est point dérogé, par les dispositions ci-dessus, aux articles 100 et 213

1. *Moniteur* du 16 mai 1834. Chambre des députés.

du Code pénal » pour la raison qu'il n'y avait aucune nécessité à indiquer dans la loi les articles du Code pénal auxquels elle ne déroge pas. Mauvaise raison pour s'abstenir de trancher une question de cette importance et pour en abandonner la solution à la jurisprudence.

On peut hésiter, au premier abord, à étendre l'excuse des articles 100 et 213 à des insurgés politiques. L'article 100, auquel l'article 213 emprunte son esprit, est-il inspiré par des considérations spéciales qui en limitent l'application ? N'est-il, au contraire, que l'expression d'un principe général, extensible, dominant le Code pénal ? A la réflexion, l'extension s'impose. Dissoudre les séditions, voilà le but du législateur de l'article 100, et les termes qu'emploie Berlier ; et par le mot « séditions » on a voulu désigner sans doute toutes les révoltes contre la puissance établie, surtout les plus graves, comme les crimes des bandes armées, comme les mouvements insurrectionnels, comme les rébellions collectives généralisées.

D'autre part, le but de la loi de 1834, comme celui de l'article 100, est un but politique : réprimer les émeutes postérieures à la Révolution de 1830, voilà le but de cette loi ; dissoudre les bandes de la chouannerie, voilà celui de l'article 100. Ils visent l'une et l'autre des délits politiques mêlés parfois de délits de droit commun, par suite il ne faut pas être trop sévère pour ces délits. N'oublions pas enfin qu'il sera bon de contrebalancer, par l'admission de

l'excuse, les sévérités excessives d'une loi de réaction comme celle de 1834 (1).

Questions au jury. — Si la rébellion est accompagnée de circonstances aggravantes (port d'armes, ou nombre des rebelles), le jury sera interrogé d'abord sur la question principale, c'est-à-dire sur le fait de rébellion, abstraction faite des circonstances aggravantes ; puis séparément ensuite sur ces dernières. Un arrêt de Cassation en décide ainsi, et conclut qu'il est « substantiel et d'ordre public » de poser autant de questions distinctes qu'il y a de circonstances aggravantes (2).

On interrogera de la façon suivante :

1° Le sieur X... est-il coupable d'avoir à Rouen, le 16 août 1903, résisté avec violences et voies de fait à un gendarme exécutant un mandat d'arrêt ;

2° Cette résistance a-t-elle été opposée par plus de vingt personnes ou par une réunion de trois à vingt seulement ? Dans le second cas, bien que le nombre soit insuffisant à lui seul pour transformer le délit en crime, il faut néanmoins le déterminer, car s'il est aggravé par le port d'armes, la transformation se produira ;

3° La réunion comptait-elle plus de deux personnes portant des fusils ostensibles ? La loi fixant pour la réunion armée un minimum numérique invariable (même dans le cas de l'article 210) il suffira toujours

1. En sens contraire Cass., 15 nov. 1855, *Bull.*, 356.

2. Cass., 25 février 1843 (S. 43. 1. 656).

d'interroger le jury sur ce minimum. Quant aux instruments dont ces rebelles se sont servis, on ne peut soumettre au jury la question de savoir s'ils constituent oui ou non des armes ; ce serait une question de droit. On se contentera donc d'interroger sur la qualification de fait de l'instrument ; au lieu « d'armes » on mettra « fusils, revolvers ou fourches » et la Cour décidera si cette qualification rentre dans les termes de l'article 101 du Code pénal (1).

Toutefois, s'il suffit d'interroger sur le seul port d'armes lorsqu'il s'agit d'armes par leur nature (portaient-ils des fusils?) il n'en sera pas de même pour les armes qui ne peuvent être considérées comme telles que par l'usage auquel on les a fait servir. Il faut interroger sur cet usage : « Les accusés ont-ils lancé des pierres » ? « ou donné des coups de bâton » ?

Le port d'armes ostensible, si le minimum numérique légal requis pour la réunion armée est atteint, constituant une circonstance aggravante indivisible, ne peut donner lieu, nous l'avons vu, qu'à la position d'une question unique. Dans l'hypothèse de vol avec escalade, la Cour de cassation admet d'ailleurs une solidarité analogue qui a pour effet d'étendre au complice la circonstance aggravante de l'escalade, bien qu'elle puisse n'être imputable qu'au seul auteur principal (2).

1. Doctrine conforme : Nouguiér. *Cour d'Assises*, t. IV, nos 2647 et suiv. — Garraud. *Droit criminel*, t. III, n° 442.

— M. Garçon. *Code pénal*, art. 215, n 33.

2. Cass., 28 mars 1861. Dall., 61. I. 190.

Si la réunion n'est pas réputée réunion armée, il faudra, au contraire, répéter la question du port d'armes pour chaque accusé, car au lieu d'être une circonstance aggravante indivisible, il n'est plus qu'une circonstance aggravante individuelle.

En résumé, on suivra, pour la position des questions au jury les articles 337 à 340 du Code d'instruction criminelle. On posera donc :

1° Question générale de culpabilité relative à tel fait déterminé de rébellion ;

2° Des questions sur les circonstances aggravantes s'il y a lieu ;

3° Sur l'excuse de l'article 213, si elle est invoquée ;

4° Question spéciale, s'il y a lieu, par exemple, si l'accusé a moins de seize ans.

On demandera alors si l'accusé a agi avec discernement.

Si les circonstances aggravantes n'ont pas été mentionnées dans l'acte d'accusation, il suffira qu'elles résultent des débats pour que le président soit autorisé à les soumettre par des questions distinctes au jury (art. 338 du C. d'instr. crim.).

Comment posera-t-on la question relative à l'excuse de l'article 213 ? D'après la jurisprudence, la réunion des conditions finales de l'article 213 étant nécessaire, pour l'admission de l'excuse, aussi bien lorsque le rebelle s'est retiré au premier avertissement que lorsqu'il n'y a pas obéi, ces conditions devraient donc toujours figurer dans la question. Et comme cette question d'excuse doit être posée

dans les termes du texte qui la définit (1), elle engloberait toutes les conditions : X... qui faisait partie de la rébellion avec bande sans y exercer aucune fonction ni emploi, s'est-il retiré au premier avertissement de l'autorité civile, ou même depuis, et n'a-t-il été saisi que hors du lieu de la rébellion, sans opposer de nouvelle résistance et sans armes ?

Conformément à la distinction admise précédemment et correspondant à une alternative, plus soucieux aussi de soumettre au jury l'esprit plutôt que le texte de la loi, nous proposons de poser la question de la façon suivante :

1° X... qui faisait partie de la bande y exerçait-il quelque emploi ou fonction ?

2° S'est-il retiré au premier avertissement ?

3° Ou du moins, ne s'étant retiré qu'après le premier avertissement, a-t-il été saisi hors du lieu de la rébellion, sans nouvelle résistance et sans armes ?
Mieux vaut isoler que grouper ces questions, car il faut laisser au jury la faculté de pouvoir diversifier ses réponses pour échapper aux inconvénients de la complexité.

Coexistence de la rébellion et des crimes et délits commis pendant son cours et à son occasion. — L'article 216 décide « que les auteurs des crimes et délits commis pendant le cours et à l'occasion de la rébellion seront punis des peines prononcées contre chacun de ces crimes, si elles sont plus fortes que celles

1. Cassation, 23 novembre 1872, S. 73. I. 184.

de la rébellion ». Cette disposition était inutile, car elle n'est qu'une application du principe général formulé par l'article 365 du Code d'instruction criminelle ; en son absence la peine la plus forte n'en eût pas moins été prononcée.

Il est certain que la responsabilité de ces crimes ou délits commis lors de la rébellion ne sera imputable qu'à leurs auteurs réels et respectifs : on ne peut l'étendre, comme la responsabilité indivisible de la réunion armée, aux rebelles qui sont restés étrangers à ces crimes ou délits particuliers, et qu'on ne peut suspecter de complicité. Lorsque la réunion des rebelles est nombreuse et manifeste sur une grande étendue, on conçoit en effet qu'il y en ait parmi les rebelles qui aient ignoré les incendies ou les meurtres dictés par des vengeances personnelles ; ils ont pu aussi refuser leur participation à de tels actes.

En somme, ce que l'article 216 prévoit, pour le soumettre à la répression normale de l'article 365 du Code d'instruction criminelle, c'est un concours réel d'infractions. Contemporains de la rébellion, ces crimes ou délits particuliers seront poursuivis simultanément avec le crime ou délit de rébellion. Cependant, d'une jurisprudence récente il résulte que l'on peut diviser, cumuler les poursuites, si on ne peut cumuler les peines ; et que l'épuisement de la pénalité par la prononciation de la peine la plus forte ne peut lui-même aboutir à éteindre l'action publique (1).

1. Voir Chambéry, 27 octobre 1897 (D. P. 99. 2. 253).

Dans l'application de l'article 365 et par analogie de l'article 216, il a été admis avec raison que dans le cas où le minimum de la peine la plus forte (quant au maximum) serait inférieur à celui de la peine la plus faible, on ne pourrait dans l'application de la peine la plus forte descendre au-dessous du minimum de la plus faible (1).

L'article 216 ne parle pas de la coexistence avec la rébellion de contraventions particulières.

Que décider si les rebelles en commettent ? Appliquera-t-on l'article 216 ? Non, d'après la jurisprudence actuelle ; après des variations nombreuses au cours du siècle dernier, elle applique en effet le cumul des peines au cas de concours de contraventions et de crimes ou délits, de même qu'elle l'applique au cas de concours de contraventions entre elles (2).

On cumulera donc les contraventions soit avec la peine de la rébellion (s'il n'y a pas d'autres délits), soit avec la peine du crime ou délit le plus grave s'il en est commis au cours de la rébellion et si cette peine est supérieure à celle de la rébellion. Un individu pourra donc être condamné à la fois pour rébellion armée ou meurtre et pour tapage nocturne ou ivresse. Et cependant, si l'on conçoit le cumul des contraventions entre elles (les nécessités de la pratique semblent l'exiger), n'y a-t-il pas une sévérité excessive à cumuler des contraventions avec des

1. Poitiers, 19 octobre 1861. S. 62.2.393.

2. Cass., 11 mars 1864. D. P. 64.1.503. — Cass., 24 nov. 1864. D. P. 65.5.292.

crimes ou des délits ? Si on absorbe, si on étouffe des délits et même des crimes redoutables par l'application de la peine la plus forte, pourquoi ne pas accorder la même faveur à des contraventions légères ? Un texte de loi serait ici nécessaire pour mettre fin aux variations de la jurisprudence ; il étendrait aussi le non cumul au concours de délits entre eux, car cette hypothèse restant en dehors des prévisions de l'article 365, elle reste livrée à l'arbitraire quasi législatif de la jurisprudence.

Mais, s'il est facile de distinguer, en vue de l'application de l'article 216, la rébellion de crimes ou délits évidemment distincts comme l'incendie, ou le meurtre, il n'en sera pas de même pour certains délits tels que les violences et voies de fait de l'article 230 et coups et blessures des articles 309 et 311, dont les manifestations physiques s'identifient avec celles de la rébellion, ou s'en rapprochent beaucoup. Nous connaissons toutefois les différences qui séparent la rébellion du délit de l'article 230. Mais, est-ce à dire que l'on sera souvent appelé à les distinguer pour en faire l'objet d'un cumul réel d'infractions ?

Non, car, depuis la loi de 1863, aucune graduation n'existant plus entre les violences de la rébellion et celles de l'article 230 (les « violences et voies de fait » constituent dès lors aussi le délit de l'article 230, et l'on ne peut plus dire que l'article 209 ne punit que les voies de fait, tandis que l'article 230 punit les coups) on ne peut détacher de la rébellion sa réalisation matérielle pour l'ériger en délit dis-

inct. Il y aurait toutefois cumul réel de ces délits dans l'hypothèse ou des menaces dangereuses, suffisantes, nous l'avons admis, pour constituer à elles seules la rébellion, seraient aggravées de violences ou voies de fait. Quant aux délits des articles 309 et 311, outre leur gravité particulière (ils peuvent comporter aussi toutefois de simples violences ou voies de fait), on ne peut les confondre avec la rébellion, car ils ne visent pas les agents de l'autorité.

Mais si la coïncidence d'éléments communs (nature des violences, qualité des agents) est un risque de confusion pour l'application des articles 209, 230 et suivants, ce n'est pas le moyen d'y échapper que de considérer comme les produits d'un fait unique des infractions similaires, il est vrai, mais distinctes les unes des autres par leur nature, le temps et la variété de leurs sources respectives. Un fait, un seul, dira-t-on, violence ou voies de fait, par une malchance extraordinaire, plus imputable il est vrai à la fatalité des imperfections législatives qu'à la volonté consciente du législateur, fera tomber son auteur à la fois sous les dispositions de l'article 209 et sous celles de l'article 230.

On n'appliquera, bien entendu, que la peine la plus forte, comme en matière de cumul réel. Mais l'arbitraire des poursuites, et par suite des pénalités, ne laisse pas de constituer une anomalie des plus inquiétantes, d'autant plus qu'il s'aggrave d'une violation formelle de la règle *Non bis in dem*, règle de bon sens et de justice. Non seulement en effet on

correctionnalise arbitrairement pour soustraire le fait à un acquittement redouté du jury, mais on va jusqu'à réitérer les poursuites pour ce fait unique, en divisant postérieurement et pour les besoins de la cause les qualifications. « Quelle manière de procéder, dit Ortolan, que celle qui a raison du même fait, selon qu'il sera envisagé différemment fera subir successivement à l'inculpé plusieurs procès, plusieurs détentions préventives, plusieurs angoisses d'instruction ou d'audiences, usera temps sur temps, multipliera les frais et fera défiler plus d'une fois devant les juges les mêmes séries de preuves, de témoins et de témoignages, tandis qu'en une seule instance le but pouvait être atteint. » Voilà qui doit nous faire redouter ce cumul idéal.

Mais la rébellion pourra toujours se distinguer du délit de l'article 230 : matériellement par les actes d'exécution de l'agent de l'autorité ; psychologiquement par l'intention spéciale de son auteur.

Les tribunaux (1) admettent tantôt le cumul idéal, tantôt le cumul réel, tantôt l'absorption du délit de l'article 230 dans celui de rébellion. Dans la pratique on vise les articles 209 et 212 quand il y a résistance à la force publique, même s'il y a des coups portés. On vise en outre l'article 230 lorsque des violences ont eu lieu contre ces agents dans l'exercice de leurs fonctions ou à l'occasion de cet exercice, mais au moment où ils ne procédaient pas à un acte d'exécution.

1. M. Garçon, *Code pénal. Rébellion.*

Une dernière question : Comment réprimer l'excès de rébellion manifesté par des blessures, ou effusion de sang ? Faut-il étendre à la rébellion l'aggravation spéciale des articles 231 et suivants ? On pourrait invoquer non seulement un argument d'analogie tiré de l'identité de nature des violences de la rébellion et des violences de l'article 230, mais un argument *a fortiori* puisé dans cette idée que le rebelle dont le but est d'entraver l'action de l'autorité est plus répréhensible que l'individu qui se sera borné à satisfaire une vengeance personnelle sur un agent n'incarnant parfois même plus l'autorité dont il est investi.

Oui, mais cette extension aboutit fatalement à l'absorption de la rébellion dans le délit aggravé des articles 231 et suivants. Admettre la peine globale de l'article 231, c'est non seulement identifier les aggravations respectives de la rébellion et de la peine de l'article 230, mais c'est identifier ces délits eux-mêmes. La rébellion disparaît alors, avec ce qu'elle peut comporter d'original et de respectable : aggravations spéciales, excuse, etc.

La Cour de cassation semble préférer cette transformation de l'excès de rébellion en délits des articles 231 et suivants (1).

Il résulte toutefois d'un autre arrêt, que l'on pourrait diviser les poursuites, afin de se réserver tout au moins un chef subsidiaire de prévention contre

1. Arrêt très explicatif, 4 février 1830 (*Bull.* 31.); 14 décembre 1821 (*Dall., Rébell.* 63).

la rébellion, lorsque le crime des articles 230 et 231 poursuivi en Cours d'assises aurait été l'objet d'un acquittement (1).

Avec cette restriction toutefois que si les violences formaient un tout indivisible avec la rébellion, les poursuites ne pourraient être divisées.

A défaut de circonstances aggravantes légales, permettant d'envisager la rébellion dans ses excès physiques, et l'extension jurisprudentielle ne concordant pas avec notre hypothèse, nous ne voyons pas d'obstacle à ce que l'on vise dans la même poursuite (il y aura souvent indivisibilité ou connexité) à la fois la rébellion et les articles 309 et 311 du Code pénal.

Ces derniers articles, d'un sens large, général, peuvent se prêter à cette association. On appliquera la peine la plus forte.

Rébellion spéciale de l'article 219. — Le législateur redoutant les atteintes à l'autorité, lorsqu'elles émanent d'individus astreints à une discipline, transforme en faveur de certains fonctionnaires et agents les délits ordinaires de violence ou de menaces en délits de rébellion. Il s'agit d'une rébellion spéciale, d'une protection de faveur : de simples menaces pourront suffire pour constituer cette rébellion et elle n'exige pas d'autre part que les fonctionnaires ou agents qu'elle protège s'exposent, payent de leur personne, en accomplissant des actes d'exécution. Ne visant enfin que les révoltes ou actes d'insubordina-

1. 5 juillet 1856. Dall., *Chose jugée*, n° 330.

tion de certaines catégories d'individus, il en résulte que cette protection de faveur est réservée aux fonctionnaires ou agents qui peuvent avoir affaire à ces individus spéciaux.

Quels sont donc ces derniers. L'article 219 dit que ce sont : 1° Les ouvriers ou journaliers dans les ateliers publics ou manufactures ; 2° Les individus admis dans les hospices ; 3° Les prisonniers prévenus, accusés ou condamnés.

La répression doit être plus sévère là où la discipline doit régner. On conçoit qu'il en soit ainsi pour les ouvriers des ateliers publics parce qu'ils travaillent pour le compte de l'Etat (la loi de police municipale du 22 juillet 1791, art. 25, titre II punissait de peines sévères l'insubordination dans les ateliers publics ou de charité) ; de même pour les prisonniers, sans distinguer s'ils sont condamnés, ou seulement inculpés, prévenus ou accusés : l'ordre doit régner en effet dans les prisons. Mais nous voyons figurer à côté de ces établissements, les manufactures, sans distinguer si elles sont privées ou publiques ?

Or, n'est-il pas excessif, anti-démocratique d'appliquer les sévérités de cette répression spéciale aux ouvriers des manufactures privées ? L'article 219 constituant une dérogation aux principes de la rébellion, on doit en interpréter les termes restrictivement ; le mot « manufactures » désignera donc seulement les établissements où des matières sont transformées en objets ouvrés ou de consommation. Les chantiers et les mines ne pourraient leur être assimilés.

Qui sera protégé contre cette rébellion spéciale ? L'article 219 répond : « L'autorité administrative, les officiers et agents de police, la force publique. Comparée à celle de l'article 209, cette énumération est à la fois restrictive et extensive. Restrictive car elle ne comprend ni les officiers ministériels, ni les porteurs de contraintes, ni les séquestres ni les préposés aux taxes et contributions. Extensive, car elle protège tous les représentants de l'autorité administrative, tandis que l'article 209 ne visait que les officiers ou agents de la police administrative. Par l' « autorité administrative » il faut entendre tous les fonctionnaires de l'ordre administratif, agents directs ou auxiliaires, aussi bien ceux qui prennent les décisions que ceux qui les exécutent, aussi bien les préfets, maires, administrateurs des établissements publics, etc., que les inspecteurs du travail ou les agents de police.

Quelle sera la répression ? Ce sera celle des articles 210 ou 211, car l'article 219 en décidant que ces rébellions spéciales « seront punies comme réunions de rebelles » entend viser sans doute les réunions de plus de deux personnes, armées ou sans armes (1).

Nous n'insisterons pas sur cet article 219 qui, dans la réalité, n'est jamais appliqué.

Remarquons en terminant qu'il se différencie des cas prévus par les articles 415 du Code pénal ou 614 du Code d'instruction criminelle. Tandis qu'il exige

1. Dans le même sens. Blanche, t. IV, n° 75.

que les violences ou menaces des ouvriers ou journaliers visent l'autorité administrative, la police, ou la force publique, et se manifestent à l'intérieur des ateliers publics ou manufactures, l'article 415 réprimant le délit concerté de grève accompagné de violences, voies de fait, menaces ou manœuvres frauduleuses suppose au contraire un abandon des ateliers et des violences dirigées contre les patrons. S'il s'agit de prisonniers ce sont les violences ou menaces collectives que réprime l'article 219, tandis que l'article 614 du Code d'instruction criminelle ne vise que des menaces, injures, violences individuelles n'entraînant que des mesures disciplinaires.

Mode d'exécution de la peine de l'article 219, en ce qui concerne les rébellions de prisonniers. — En ce qui concerne ces rébellions de prisonniers, l'article 220 renforce encore les rigueurs de la loi par une grave dérogation aux principes du droit commun. Si un prisonnier commet la rébellion spéciale de l'article 219, l'article 220, sans distinguer si le délit de rébellion est en récidive ou en simple réitération avec le délit motivant l'emprisonnement, décide qu'il faut cumuler ces délits. Dans l'hypothèse de la récidive (les mots « prisonniers condamnés » peuvent s'appliquer tout aussi bien à ceux qui subissent une peine en vertu d'un jugement définitif qu'aux autres) : rien d'anormal, de déroatoire. Mais il n'en sera pas de même dans le cas de simple réitération : s'il s'agit seulement de prisonniers « prévenus ou accusés » et même de prisonniers condamnés, mais non encore

définitivement, l'article 220 en cumulant la peine de la rébellion et la peine du délit motivant la prévention ou purgeant la condamnation, apparaît une dérogation manifeste à la règle du non-cumul.

Distinguons quatre hypothèses pour préciser la situation des détenus et le mode d'application de l'article 220.

1° Des prisonniers condamnés définitivement commettent la rébellion de l'article 219 ;

2° Les prisonniers commettent cette rébellion au moment où ils subissent aussi la peine prononcée par une condamnation, mais alors que cette dernière n'est pas encore définitive ;

3° Les prisonniers, non encore condamnés, commettent la rébellion, puis sont acquittés du délit motivant cette prison préventive ;

4° Même situation. Mais le prévenu, au lieu d'être acquitté ou absous, est condamné pour le délit motivant la prévention.

Première hypothèse. — Les détenus subissent une peine en vertu d'un jugement définitif, lorsqu'ils commettent la rébellion. Il résulte de l'article 220, alinéa 2, que la peine de la rébellion sera exécutée immédiatement après la peine qu'ils subissent, à moins, ce qui se passe de commentaires, que cette dernière ne soit une peine capitale ou perpétuelle. Des auteurs (1) soutiennent cependant qu'il faudrait

1. Chauveau, Faustin Hélie, t. III, n° 953. Carnot, t. I, art. 220.

intervertir l'ordre d'exécution des peines, dans le cas où la peine de la rébellion serait d'une autre nature et plus grave que la peine que le détenu subit. « Il serait étrange, disent Chauveau et Faustin Hélie, qu'un condamné pour rébellion frappé de la dégradation civique qui est nécessairement attachée aux peines afflictives fut maintenu pendant tout le temps de l'emprisonnement dans la jouissance de ses droits civiques, et qu'il n'en fut privé qu'à l'expiration de cette première peine. » Mais l'incapacité de fait résultant de l'emprisonnement ne suffira-t-elle pas alors pour nous faire écarter une intervention contraire au Code pénal ?

Et si on substituait à la peine en cours d'exécution, la peine plus forte de la rébellion, comment imputerait-on la portion de peine subie ? Sur la peine substituée de la rébellion, ou sur la peine en cours d'exécution dont l'achèvement resterait ajourné ?

Est-il logique enfin d'intervertir des peines lorsque les délits qui les occasionnent, au lieu d'être indépendants et distincts semblent être plutôt la conséquence l'un de l'autre. Il en est de la rébellion comme de l'évasion, l'une n'étant souvent que le prélude de l'autre : elles font suite au délit primitif ; elles s'y rattachent par le désir instinctif d'en éviter la peine.

D'où même ordre d'exécution des peines lorsque la rébellion ou l'évasion viennent aggraver le délit primitif motivant la détention. Comparer les articles 219 et 245 du Code pénal. Et nous ajouterons que dans notre hypothèse, on ne devrait appliquer

ni à l'une ni à l'autre l'aggravation de la récidive. Pour l'évasion, un arrêt (1) décide « que cette infraction inspirée par le désir instinctif de la liberté ne suppose pas chez son auteur la perversité plus grande que fait ordinairement présumer l'état de récidive qui détermine l'aggravation de pénalité qui en résulte ». M. Garraud (2) explique, en effet « que l'évasion ne manifeste pas l'incorrigibilité du coupable, mais son désir d'éviter le châtement ».

Par analogie, on appliquera les mêmes décisions aux rébellions de prisonniers. On se trouvera dans une situation intermédiaire entre le non culmul et la récidive ; on appliquera le cumul, comme l'exigent à la fois et les principes et l'article 220, mais par faveur pour la nature spéciale du délit de rébellion, on exonérera ce délit de l'aggravation supplémentaire de la récidive qui, normalement, devrait être appliquée.

Deuxième hypothèse. — La rébellion est commise alors que la condamnation n'est pas encore définitive. Les détenus condamnés pour meurtre étaient encore dans le délai accordé pour se pourvoir en cassation, lorsqu'ils se sont rebellés. Normalement on ne devrait pas appliquer le cumul des peines dans cette hypothèse, car il s'agit d'une simple réité-

1. Cass., 14 avril 1864, S. 64.1.376. — 9 mars 1837, S. 37.1 368. Dall. *Evasion*, 21. Blanche, t. I, n° 470.

2. Garraud, t. III, no 744.

ration, la première condamnation n'étant pas définitive au moment de la consommation du second délit ; l'article 365 du Code d'instruction criminelle devait être appliqué. Mais l'article 220, alinéa 1, confondant cette hypothèse avec la précédente, déroge justement ici aux principes en cumulant les peines. Il ne distingue pas entre les « condamnés ».

Troisième hypothèse. — Des détenus, en prison préventive, commettent le délit de l'article 219, puis sont condamnés ensuite pour le délit motivant la détention.

Si le législateur refuse aux détenus condamnés le bénéfice de l'article 365 du Code d'instruction criminelle, il n'y avait pas de raison pour qu'il l'accordât aux inculpés, prévenus ou accusés dans le cas où une condamnation subséquente vient justifier la prison préventive qu'ils subissent.

L'article 220, alinéa 1, assimile en effet aux prisonniers condamnés les « prévenus et accusés », en ce qui concerne le cumul des peines de la rébellion et du délit motivant la détention, et le mode d'exécution de la peine de l'article 219. Les mots « sont ou seraient condamnés » du paragraphe 2 englobent d'ailleurs ceux qui purgent une condamnation définitive ou non, et ceux qui ne sont encore qu'en expectative de jugement.

Quatrième hypothèse. — Les détenus, en prison préventive lors de la rébellion, sont acquittés ou absous du fait pour lequel ils étaient détenus.

La peine de la rébellion sera subie alors (art. 220,

§ 3) après l'arrêt ou le jugement en dernier ressort prononçant l'acquittement ou l'absolution. On peut se demander dans cette hypothèse si on doit imputer la prison préventive sur la peine de la rébellion. Dans les hypothèses précédentes, la question ne se pose pas, la prison préventive devant s'imputer régulièrement sur la peine prononcée par la condamnation, laquelle doit être subie la première ; d'ailleurs serait-il juste d'aggraver encore une cumulation parfois anormale de délits par un refus d'imputation ? Mais dans le cas qui nous occupe, on pourrait prétendre que la rébellion, parce qu'elle sera seule réprimée et par ce qu'elle est particulièrement redoutée du législateur, doit être intégralement subie, et l'on pourrait ajouter qu'il serait étrange d'imputer sur cette peine de la rébellion une prison préventive, relative à un autre délit.

Cependant il semble qu'il y ait des raisons sérieuses à imputer cette prison préventive sur la rébellion. La loi du 15 novembre 1892 applique l'imputation d'une façon très générale. Du rapport de Morellet il résulte que toute peine privative de liberté peut en bénéficier : « Si une détention préventive a été subie, déclare-t-il, on peut considérer qu'il y a eu dans le fait de cette détention préventive comme une sorte de paiement anticipé de la part du condamné de la dette pénale par lui contractée vis-à-vis de la société à raison de son crime ou de son délit, et s'il y a une sorte de paiement anticipé, il est nécessaire, juste, logique, humain qu'une imputation soit faite

iusqu'à due concurrence sur la dette du condamné vis-à-vis de la société » (1).

Remarquons que le juge peut déroger toutefois à cette imputation de principe, par disposition spéciale et motivée (art. 24 du C. pénal).

Le rapporteur de la loi à la Chambre des députés a déclaré d'autre part que « l'imputation s'applique même à la détention subie pour un autre fait que celui qui a motivé la décision judiciaire ». Et la Cour de cassation impute très largement la prison préventive sur toute condamnation intervenant au cours de la détention (2). Ajoutons que dans l'espèce la rébellion mérite l'indulgence, car l'acquittement du délit motivant la détention nous la fait apparaître plutôt comme une protestation justement motivée contre l'incarcération que comme un délit indépendant d'une exceptionnelle et invariable gravité.

Peine applicable aux chefs et provocateurs de la rébellion. — L'article 221 décide que « les chefs d'une rébellion et ceux qui l'auront provoquée pourront être condamnés à rester sous la surveillance spéciale de la haute police pendant cinq ans au moins et dix ans au plus ».

Ce texte nous suggère trois observations :

1° Il faut substituer à la surveillance de la haute police l'interdiction de séjour, car la loi du 27 mai 1885 a remplacé l'une par l'autre ;

1. *J. off.* Docum. parlem. de 1890, p. 547. Ou Sirey : *Lois annotées*, 1893, page 426.

2. Cass., 15 avril 1897. Régaud (*B.* 142).

2° Ce texte ne vise que les rébellions punies de peines correctionnelles. Si la peine était celle des travaux forcés à temps, la détention ou la réclusion, l'article 46 du Code pénal serait applicable, et les condamnés seraient de plein droit et pendant vingt années frappés d'interdiction de séjour, sauf remise ou réduction judiciaire (art. 46 du Code pénal) ;

3° L'article 221 n'est plus applicable actuellement aux provocateurs de la rébellion, car la loi du 17 mai 1819 a distraît du Code pénal, pour s'en attribuer la répression, le délit de provocation publique à la rébellion. Abrogé par l'article 26 de cette loi de 1819, l'article 217 a d'abord été remplacé par les articles 1, 2, 3 de cette même loi ; puis actuellement par les articles 23, 24, 25 de la loi du 29 juillet 1881.

Il ne nous reste plus qu'à passer en revue rapidement les législations étrangères.

Aperçu sur la rébellion dans les législations étrangères. — Nous étudierons les Codes étrangers en les groupant selon notre division tripartite : Eléments constitutifs de la rébellion, résistance aux actes illégaux, pénalités.

Au premier point de vue, ils semblent plus larges que le nôtre aussi bien en ce qui concerne la nature des manifestations physiques de la rébellion qu'en ce qui concerne le nombre et la qualité des agents protégés. Remarquons aussi que la plupart de ces Codes punissent non seulement le fait de s'opposer à un acte de l'autorité, mais aussi, ce qui est bien différent, le fait de contraindre l'agent de l'autorité

à accomplir un acte de ses fonctions. Il en est ainsi dans le Code allemand, plus large que le nôtre à trois points de vue : 1° Par l'assimilation des menaces aux violences (Code pénal allemand, § 117); 2° Par l'extension de la protection aux personnes appelées à prêter main-forte aux fonctionnaires (§ 113); 3° Parce qu'il réprime non seulement la contrainte visant à l'abstention d'un acte des fonctions de l'agent, mais celle qui tend à en forcer l'exécution (§ 114). De même la Hongrie qui, sous le nom d'attroupement, punit notre rébellion collective : « Tout attroupement ayant pour but d'empêcher quelque autorité, par la violence ou par la menace d'un danger, d'exercer ses fonctions ou de la contraindre à prendre ou à ne pas prendre quelque mesure ou résolution, constitue le crime de violence contre l'autorité... » (Code pénal hongrois, article 163).

Même assimilation des menaces aux violences et de la contrainte en vue de l'accomplissement d'un acte à la contrainte en vue d'une abstention, dans le Code des Pays-Bas (art. 179).

De même le Code pénal italien qui prévoit de plus non seulement « la violence ou menace » contre les fonctionnaires publics ou membres du Parlement, mais aussi contre l'exercice des fonctions de corps judiciaires, politiques ou administratifs (art. 187-188).

Le Code pénal belge assimile aussi les menaces aux

violences (art. 269). De même le Code (danois §§ 98 et 99).

En Espagne, ainsi qu'au Portugal et au Brésil, la rébellion prend un sens spécial; elle a plus d'ampleur et de gravité que chez nous, car elle désigne des attentats déterminés contre la sûreté intérieure de l'Etat (Code pénal espagnol, art. 243. Code portugais, art. 170 et suivants; Code criminel du Brésil, art. 110). Il est vrai que ces codes répriment sous une autre rubrique, les faits chez nous constitutifs de la rébellion.

En Suisse, la rébellion, prévue à la fois par le Code fédéral de 1853 et les diverses législations cantonales, a plus d'ampleur aussi que la nôtre: elle est synonyme d'attroupement et même d'insurrection. Voir la rébellion (Aufruhr) dans le Code de Berne article 371; de Saint-Gall, article 149; de Zurich, §§ 73 et 77; ce dernier englobe nettement dans la rébellion et l'attroupement spécial (Aufruhr) et l'attentat dont le but est de changer la forme du gouvernement.

On peut trouver toutefois dans ces codes des dispositions réprimant les résistances à l'autorité qui peuvent correspondre davantage à notre rébellion (Voir Code de Berne, § 76; de Saint-Gall, art. 148.)

Le Code de Neuchâtel considère la rébellion comme une aggravation du délit de sédition, consistant en ce fait, que la sédition ou résistance violente à l'autorité de la part de plusieurs personnes réunies, n'a pu être réduite par le seul emploi de la force publi-

que ordinaire (Code pénal de 1891, art. 126 et 127.)

Du Code russe parmi des distinctions correspondant à des pénalités diverses, ressort cette particularité, que l'obstination dans la désobéissance équivaut à la résistance (Code pénal russe, art. 262, 263, 270 et 272).

Dans le nouveau Code norvégien il faut chercher, selon la division bipartite de ce Code, l'équivalent de notre rébellion, soit dans le chapitre des Crimes contre la force publique, soit dans celui des Délits contre cette même force. Il semble que les premiers puissent leurs éléments d'aggravation : 1° dans la violence ; 2° dans ce fait que l'acte tend à forcer le fonctionnaire à accomplir ou à omettre un acte déterminé de ses fonctions, tandis que le délit ne consisterait qu'à empêcher ou à chercher à empêcher le fonctionnaire d'exercer régulièrement ses fonctions. Comparez les articles 127 et 325 du nouveau Code norvégien (traduction du Monceau).

L'article 127 *in fine* contient un exemple curieux des tentatives d'internationalisation de la répression, en décidant « que le roi peut ordonner que les peines précitées (de l'art. 127) soient également applicables, en cas de réciprocité, aux crimes commis contre la force publique d'un autre Etat ».

Résistance aux actes illégaux. — On peut distinguer à ce point de vue quatre groupes de législations :

1° Celles qui ne s'inquiètent pas de la légalité de l'acte de l'agent, et punissent indifféremment la résistance aux actes légaux et la résistance aux actes

illégaux (Code roumain de 1864, Code pénal d'Haïti du 11 juin 1835, et certains y ajouteront notre Code, et le Code pénal belge de 1867).

2° Celles qui accordent une atténuation de peine dans le cas où la résistance a repoussé un acte illégal (anciens codes badois, 1845, et hanovrien, 1840).

En Norvège aussi, l'article 127 du nouveau Code norvégien décide (§ 2) que : « si le fonctionnaire a provoqué au crime par des agissements coupables, il y a lieu d'appliquer l'amende ou un an de réclusion au plus, et dans les circonstances particulièrement atténuantes on peut même n'infliger aucune peine ». Ce Code punit d'ailleurs par des dispositions spéciales les illégalités des fonctionnaires. Ainsi, dans le chapitre XI (crimes dans l'exercice des fonctions publiques), il punit de retrait d'emploi ou de deux ans de prison au plus les perquisitions illégales ; même retrait d'emploi ou six ans de réclusion au plus en cas d'arrestation ou d'incarcération illégales, ou si l'on a porté toute autre atteinte à la liberté (art. 116).

L'article 123 du même chapitre décide aussi que « le fonctionnaire qui néglige de remplir les devoirs de sa charge ou commet des excès de pouvoir est puni d'amende ou de retrait d'emploi ». Enfin, dans le chapitre des délits contre la force publique, l'article 327 § 3, punit d'amende ou de trois mois de réclusion au plus « quiconque accomplit un acte qui ne peut être accompli qu'en vertu d'une fonction dont il n'est pas revêtu ». Peut-être, la définition

norvégienne de la légitime défense suffira-t-elle pour justifier même la résistance ; l'article 48 chapitre III, dit en effet « qu'il y a légitime défense quand une action habituellement punissable a été commise pour éloigner ou repousser une attaque illégale contre la personne ou la propriété de quelqu'un ».

3° Les législations des dispositions desquelles on peut induire le droit à la résistance par argument *a contrario*. Jadis, notre Code de 1791. Aujourd'hui le Code pénal allemand ; il exige l'exercice régulier des fonctions (art. 113). De même le Code pénal russe (article 270). Législation de Saint-Gall de 1886 (article 146), de Zurich (article 77).

4° Celles qui subordonnent l'existence de la rébellion à l'exécution légale des actes de l'autorité. On ne cite guère que le Code italien, lequel décide (art. 192) que l'on n'appliquera pas la peine de la rébellion, lorsque le fonctionnaire public a provoqué le fait en excédant arbitrairement les limites de ses attributions. Et le Code de la Louisiane qui justifie l'opposition lorsqu'elle n'a pour but que d'empêcher l'exécution d'un acte illégal (1).

Répression. — Une peine correctionnelle suffira ordinairement pour réprimer la rébellion simple ; mais cette peine sera généralement aggravée si les rebelles sont nombreux ou armés, et parfois s'ils commettent des violences excessives (Code pénal

1. Sur ce dernier Code : Chauveau, Faustin Hélie et Villey. Tome III, page 96.

allemand, articles 117, 118 et 119. Code pénal autrichien, §§ 81 et 82, articles 163, 168. Code du Portugal, article 186. Code pénal russe, articles 263 et 264. Voir aussi les législations cantonales de Genève, de Saint-Gall).

Certains codes voient une cause d'aggravation dans ce fait que les ordres n'ont pu être exécutés par suite de la résistance (Code brésilien, article 116 ; Code portugais, article 186 ; de même le Code espagnol).

En ce qui concerne les rébellions collectives, des codes aggravent en outre, lorsqu'il y a concert préalable (Code pénal belge, article 272, et Code pénal italien, article 190).

Enfin d'assez nombreux codes accordent une exemption de peine analogue à celle de notre article 213, dans le cas prévu par cet article (Code pénal belge, article 273 ; Code pénal russe, article 269 ; suédois, article 7 ; législations de Berne, article 72 ; de Genève, article 192 ; de Neuchâtel, article 132, Code de 1891). Les instigateurs et les chefs sont en général frappés, comme chez nous, plus sévèrement que les simples rebelles. Quant aux délits particuliers commis pendant le cours de la rébellion, certains codes les prévoient aussi. Le Code pénal suédois, entre autres, les réprime en aggravant les peines de la rébellion (Code de 1864, chapitre 10, §§ 7, 8, 9 et 10. Voir aussi article 193 du Code de Genève).

Parfois, on aggrave la peine si les forces ordinaires

de la police n'ont pas suffi pour rétablir l'ordre (Code pénal russe, article 269 ; législation de Saint-Gall, article 149), à moins que cette circonstance, au lieu d'être une cause d'aggravation, ne soit qu'une des caractéristiques de la rébellion, comme dans le Code autrichien (§§ 73 à 75).

CONCLUSION

La rébellion nous apparaît dès lors nettement, avec ses conditions caractéristiques et distinctives qui se correspondent : nécessité d'actes d'exécution et d'agissements légaux de la part de l'agent protégé ; actes physiques déterminés et but spécial chez l'auteur des violences, avec ses excès (coups et blessures, effusion de sang), avec ses pénalités variant de délit à crime d'après les circonstances légales du nombre et des armes, avec ses rigueurs parfois exceptionnelles (art. 219).

Faire obstacle à un acte de l'autorité, voilà quel doit être le rôle restreint mais précis du rebelle, et nous pouvons situer la rébellion entre le délit de l'article 230 et la sédition. Plus dangereuse que le premier, car au lieu de viser seulement la personne de l'agent ou l'autorité qu'il incarne, elle tend à contrecarrer son action, elle n'a cependant ni l'ampleur ni la gravité de la sédition.

Assimiler aux violences les menaces dangereuses telles que nous les avons définies, voilà l'un des premiers *desiderata* qu'il faut maintenir dans notre conclusion.

Il faut exiger aussi que l'agent de l'autorité soit porteur de son costume ou de ses insignes.

Quant à cette grosse question de la résistance aux actes illégaux, c'est, dans l'amélioration, l'élargissement des garanties judiciaires qu'il faut en chercher la solution indirecte.

Proclamer le droit à la résistance dans un texte de loi, cela peut sembler subversif, et l'on conçoit que le Congrès national de Belgique ait rejeté la proposition Robaulx ; rares sont d'ailleurs les législations qui proclament ce droit. Imposer au contraire l'obéissance provisoire dans la loi, cela peut sembler tyrannique, surtout dans un pays de liberté, et nous ne connaissons pas de législations formulant semblable exigence. On conçoit donc que la solution soit abandonnée à la doctrine et à la jurisprudence. La plupart des auteurs voient juste quand ils s'efforcent de concilier le respect dû à l'autorité avec les intérêts individuels, mais ils ont le tort de chercher à résoudre la question par des distinctions trop vagues ou trop délicates. Quant à la Cour de cassation les recours judiciaires auxquels elle ne manque pas de nous renvoyer pour atténuer la rigueur de sa présomption ne sont malheureusement qu'un leurre. Ces recours, augmentons-les, facilitons-les, et nous accorderons aussi la concession de la soumission provisoire. Mais en attendant il faut tolérer la résistance comme l'expression *d'une légitime défense spéciale, basée justement sur cette insuffisance des recours judiciaires.*

En terminant, insistons davantage sur les améliorations que l'on pourrait apporter au système de répression. Examinons à ce sujet si les modifications du nouveau Code belge de 1867 méritent la prise en considération. Conçoit-on que l'on ajoute à nos deux circonstances aggravantes, le nombre et les armes, une circonstance aggravante nouvelle résultant du concert préalable entre les rebelles ? Non, il faut maintenir sur le même pied ce que l'article 213 par l'expression « rébellion avec bande ou attroupement » semble assimiler, c'est-à-dire les rébellions concertées et les rébellions spontanées.

Si le concert préalable n'est pas de l'essence des rébellions collectives, il apparaîtra trop souvent, surtout dans les rébellions peu nombreuses, pour qu'il constitue à lui seul une nouvelle circonstance aggravante.

Le nouveau Code belge érige bien le concert préalable en circonstance aggravante spéciale (art. 272), ce qui a pour effet de solidariser les rebelles, par exception, aux règles ordinaires (art. 66, 67, et 69), en les réputant tous coauteurs, quelle que soit leur participation à la rébellion (1). Mais nos deux circonstances aggravantes, le nombre et les armes, bien que maintenues, ont été transformées dans ce Code.

1. Nypels. *Code pénal*, t. I, p. 708, n° 4. *Pandectes belges. Rébellion*, n° 120.

Pour la première, plus de distinctions numériques correspondant à des pénalités variables : l'aggravation reste uniforme, quel que soit le nombre des rebelles, pourvu qu'ils soient plusieurs, c'est-à-dire deux ou un grand nombre (art. 271 et 272) (1). Quand au port d'armes, il ne constitue jamais qu'une circonstance aggravante personnelle (art. 270 et 271). Ainsi donc plus de responsabilité solidaire, dans l'hypothèse de réunion armée, mais une solidarité d'un nouveau genre pourra résulter du concert préalable. S'il s'agit du nombre, nous ne pensons pas qu'il soit bon d'adopter cette aggravation uniforme, car on conçoit que les peines varient avec l'accroissement du nombre, avec l'importance de la rébellion ; les distinctions de notre Code restent fondées. Pour le port d'armes au contraire, la substitution dans l'hypothèse de réunion armée, de la responsabilité individuelle à la responsabilité solidaire nous semble désirable.

N'est-il pas excesssif qu'un minimum infime de rebelles (il suffit de trois), sous prétexte qu'ils sont armés ostensiblement, puisse entraîner contre les autres les peines des travaux forcés à temps ou de la réclusion.

En revanche, en cas de concours de la rébellion avec d'autres délits, nous préférons notre application uniforme de la peine la plus forte (art. 216) au

2. Nypels. *Législat. crimin.*, t. II, p. 706, n° 3 sur le sens du mot « plusieurs ».

système mixte du nouveau Code belge, avec tantôt son cumul limité (concours de délits, art. 60), tantôt son application pure et simple de la peine la plus forte (concours d'un crime avec un délit ou une contravention, art. 61), tantôt son application de la peine la plus forte avec aggravation facultative et limitée (concours de plusieurs crimes, art. 62).

Règle de justice, commandée parfois aussi par la nécessité, cette règle du non cumul, nous préférons la voir formulée sans restrictions dans la loi ; on devrait même l'étendre au concours de crimes ou délits et de contraventions.

Enfin n'y a-t-il rien à retrancher de notre rébellion ? Si, l'article 219, et le nouveau Code belge nous en donne encore l'exemple.

Vu : le Président de la thèse :

POITTEVIN

Vu : le Doyen,
GLASSON

Vu et permis d'imprimer, .

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,

L. LIARD

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
I. INTRODUCTION ET HISTORIQUE	5

CHAPITRE I

Les éléments constitutifs de la rébellion

<i>Section I.</i> — Manifestations physiques	17
<i>Section II.</i> — Détermination des agents protégés	27
<i>Section III.</i> — Conditions caractéristiques et distinctives de réalisation : actes d'exécution de l'agent de l'autorité ; intention spéciale chez l'auteur des violences. D'où différenciation de la rébellion et du délit de l'article 230 du Code pénal	49

CHAPITRE II

Résistance aux actes illégaux des agents de l'autorité publique

1 ^o Examen des doctrines antérieures au Code pénal. Texte de l'époque révolutionnaire : justification de la résistance, mutisme du Code pénal	81
2 ^o Doctrines postérieures au Code pénal : auteurs favo-	86

rables à la résistance ; ceux qui la condamnent.	90
Ceux qui distinguent selon les cas.	104
3° Analyse de la jurisprudence de la Cour de cassation antérieure et postérieure au Code pénal.	126
Celle des Cours d'appel.	141
La résistance en Belgique.	151
Examen critique et conclusion.	159

CHAPITRE III

Système de répression

1° Circonstances légales qui font varier les peines.	174
2° Excuse de l'article 213.	184
3° Questions au jury.	192
4° Concours des crimes et délits commis pendant le cours et à l'occasion de la rébellion avec les peines de la rébellion.	195
5° Rébellion spéciale de l'article 219.	202
Mode d'exécution de la peine de l'article 219 pour les rébellions de prisonniers.	205
6° Législations étrangères sur la rébellion.	212
CONCLUSION.	220

